

mars-avril 2000  
n° 283

# recto VERSO

PORTRAIT

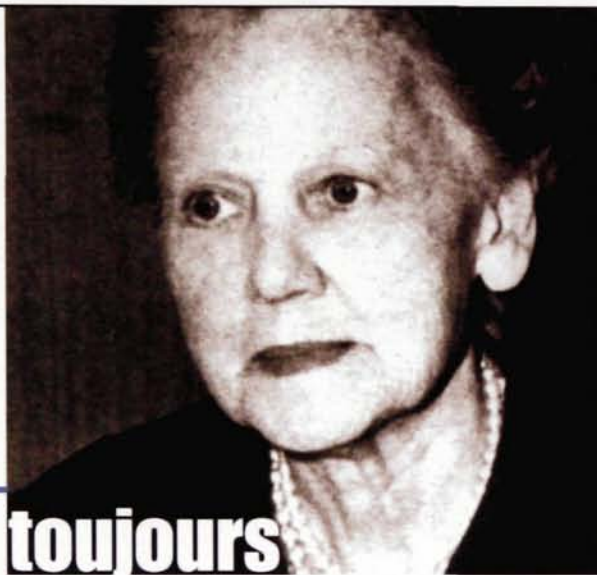


les  
paysages  
humains  
de  
**GABOR SZILASI,**  
**PHOTOGRAPHE**

Haitiennes  
sans haine

## La langue tombe-t-elle du ciel?

DOSSIER



Le combat de la CEQ pour l'équité salariale est une lutte pour le droit à l'égalité.

C'est la lutte des enseignantes, des secrétaires, des orthophonistes, des infirmières, des surveillantes, des préposées aux services de garde, des techniciennes. Elle est menée contre l'injustice et la discrimination, qu'elles soient subies par des femmes, des jeunes ou... des hommes qui occupent des fonctions majoritairement occupées par des femmes.

L'équité salariale, c'est la lutte de toutes les Québécoises d'aujourd'hui. Et celle de beaucoup de Québécois. Une lutte dérangeante... et qui se poursuit.

# Depuis toujours les femmes dérangent

**Laure Gaudreault,**  
militante pour les droits syndicaux  
et l'égalité des femmes.



*Personne ne connaît  
le territoire du  
Québec  
mieux que nous*

*L*e réseau des centres locaux de développement (CLD), la porte d'entrée pour démarrer votre entreprise dans toutes les régions du Québec, incluant les entreprises en économie sociale.

Québec   
Ministère  
des Régions

Magazine indépendant d'information générale, *Recto Verso* examine les réalités socio-politiques, économiques et culturelles d'ici et d'ailleurs. *Recto Verso* cherche à comprendre et à rendre compte des transformations de la société, de ses acteurs et actrices, de ses structures et de ses influences. Publié depuis 1951, le périodique s'inspire depuis toujours des idées émancipatrices dans la perspective d'un plus grand pouvoir des citoyens-nés sur leurs conditions de vie et de travail. Les articles publiés dans RECTO VERSO n'engagent que leur-s auteurs-e-s.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION:**

MARIANIK GAGNON, FRANÇOISE GUAY,  
FRANÇOIS MERCIER, DANIEL S. LEGAULT,  
NATHALIE ST-PIERRE, LINA TRUDEL.

**COMITÉ DE LECTURE:**

ANDRÉE BÉLISLE, LOUIS BONNEVILLE, LOUIS  
BRILLANT, ANNE-MARIE BRUNELLE, ESTELLE  
CHIRURGIEN, JACQUES COLLIN, GUILLAUME  
DOSTALER, ANDRÉ GIROUX, LUDOVIC HIRTZMANN,  
JEAN-FRANÇOIS JOBIDON, NATHALIE LABONTÉ.

**COORDINATION ET DÉVELOPPEMENT:**

ANNE-MARIE BRUNELLE

**RÉDACTEURS EN CHEF:**

DANIEL S.-LEGAULT ET RICHARD BOUSQUET

**DIRECTION ARTISTIQUE ET MONTAGE**

COUVERTURE: DANIEL S.-LEGAULT

**DIRECTION DE LA PRODUCTION:**

RICHARD BOUSQUET

**GESTION DES ABONNEMENTS ET DE LA DISTRIBUTION, COMPTABILITÉ ET TRAITEMENT DE TEXTES:**

GINETTE GAUDREAU

**REPRÉSENTATION PUBLICITAIRE:**

EDITH TESSIER

(514) 523-5998, POSTE 24

**ÉDITION: REVUE VIE OUVRIÈRE INC.**

**MISE EN PAGES ET GRAPHISME:**

COMPOSITION FLEUR DE LYSÉE

**IMPRESSION: IMPRIMERIES TRANSCONTINENTAL**

**FRÉQUENCE DE PARUTION: 6 NUMÉROS PAR AN**

PHOTO COUVERTURE: GUNTHER GAMPER;

MÉDAILLON: G. SZILASI, PAR DENIS RIOUX

**TARIFS D'ABONNEMENT: INDIVIDU OU GROUPE**

POPULAIRE: 20\$/AN OU 32\$/2ANS

INSTITUTIONNEL: 25\$/AN. SOUTIEN: 32\$/AN

ÉTUDIANT OU SANS EMPLOI: 15\$/AN

À L'ÉTRANGER (PAR AVION),

INDIVIDUEL: 30\$/AN. INSTITUTIONNEL: 40\$/AN



**RECTO VERSO EST DISTRIBUÉ**

DANS PLUS DE 1100 POINTS

DE DÉPÔT ET PAR ABONNEMENTS,

À TRAVERS LE QUÉBEC ET LA

FRANCOPHONIE HORS-QUÉBEC.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CONTRIBUE À CE NUMÉRO

PAR LE BIAIS DE L'AGENCE CANADIENNE

DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL.

RECTO VERSO EST MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE

DÉVELOPPEMENT DES PÉRIODIQUES CULTURELS

QUÉBÉCOIS, ET DE L'ASSOCIATION DES MÉDIAS

ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC. SES

ARTICLES SONT INDEXÉS DANS LE RÉPERTOIRE

ANALYTIQUE DE PRESSE *REPÈRE*. DÉPÔT LÉGAL À

OTTAWA ET À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU

QUÉBEC. ISSN 1484-6586. ENVOI DE

PUBLICATION, ENREGISTREMENT N° 1325639

PARUTION: N° 283, 1<sup>er</sup> MARS 2000

**RECTO VERSO**

1215, RUE VISITATION, BUREAU 101, MONTRÉAL

(QUÉBEC) H2L 3B5

TÉLÉPHONE: (514) 523-5998

TÉLÉCOPIEUR: (514) 523-5812

ADRESSES ÉLECTRONIQUES:

RECTOVERSO@VIDEOTRON.CA

VO@MLINK.NET



**Numéro 283**  
*mars-avril 2000*

PAGE 9



PHOTO: DENIS RIOUX

**Portrait**

**Gabor Szilasi, photographe  
DES YEUX VENUS D'AILLEURS**

Partout, sur les murs, des gravures, des photos, des peintures. Sur la cheminée du salon, des figurines africaines et des albums de photos nous laissent croire qu'on vient d'entrer chez un grand explorateur ou un ethnologue. Bienvenue dans l'univers de Gabor Szilasi, photographe autodidacte. Depuis 40 ans, Gabor Szilasi capte sur photo le Québec.

PAGE 32



PHOTO: GUNTHER GAMPER

**Dossier**

**L'insécurité linguistique  
LA LANGUE TOMBE-T-ELLE DU CIEL?**

La langue française est une des plus normées au monde. Des normes parfois contradictoires, toujours arbitraires. Quel effet cela a-t-il sur la population, le rapport qu'elle entretient avec sa langue? On a trop souvent tendance à penser que la langue tombe du ciel, ou est restée stable depuis 300 ans. Comment évolue la langue? Qui l'influence? La pire menace pour le français québécois, plutôt que l'anglais états-unien, vient peut-être de ses locuteurs et locutrices même!

**Mot de l'éditeur et Courrier** ..... 4-5

**Éditorial**

Démocratie scolaire au Québec : un arrimage au municipal? ..... 6

**Chronique insolente**

Sauve qui peut! ..... 8

**Carrefour de savoirs**

La télévision : communautaire ou publicitaire? ..... 15

La «société des loisirs» : que sont les loisirs devenus?! ..... 55

**Kébécoscope**

Aide domestique et économie sociale : remue-ménage... ..... 22

**Carrefour de pouvoirs**

Kurdes rudes... ..... 46

Haiti : solidarité entre «fanm ayisyen» ..... 52

**Courtes et sucrées** ..... 66

Recto Verso offre la possibilité à des organismes communautaires d'informer ses lecteurs et lectrices. Ces groupes sont entièrement responsables de leurs pages, tant sur le plan rédactionnel que graphique.	
Chantier de l'économie sociale	18-21
Francophonie hors-Québec	28-31
Solidarité internationale	50-51, 57-64

L'Internet haute vitesse  
par câble\* de Videotron

## Plus vite, plus l'fun !

- NAVIGATION ULTRA-RAPIDE
- ACCÈS GARANTI EN TOUT TEMPS
- TEMPS D'UTILISATION ILLIMITÉ\*
- LIBÈRE VOTRE LIGNE TÉLÉPHONIQUE

Pour vous abonner :

Montréal: (514) 281-6661

Outaouais: (819) 771-7715  
ou 1 800 574-9909

Autres régions: 1 888 281-6661

<http://internet.videotron.ca>

infini<sup>t</sup>.com



**Vidéotron**

L'incomparable puissance du câble,  
à votre service.

\* Disponible là où la  
technologie le permet.  
Vidéotron se réserve le droit  
de facturer toute utilisation  
supérieure à 6 Go par mois  
(dont un maximum de 1 Go  
par ligne).



## Je rassemble, tu réunis, il mêle, nous fusionnons, vous groupez, ils confondent...

Les récentes semaines ont été riches en mariage de luxe dans le monde des télécommunications et des médias. Autant de voix se concentrent entre des mains toujours moins nombreuses. Comment aller à contre-courant du sens... unique ? Ceux et celles que cette situation préoccupe seront tentés-es de chercher du côté des médias indépendants, tel que *Recto Verso*.

Vous pouvez témoigner de votre soutien à notre projet de presse indépendante en vous abonnant au magazine. Mais, si vous le désirez, vous avez la

possibilité de faire plus encore. En groupe ou individuellement, vous pouvez y participer plus activement en devenant membre de la corporation Vie ouvrière inc., qui publie le magazine. Au plaisir de vous compter parmi nous.

En terminant, permettez-nous souligner le départ de Nicole Brais, l'auteure des *Chroniques insolentes*. Après plus de 12 ans de loyaux services, elle a décidé de remiser sa plume. Merci, Nicole, pour ton engagement et ton humour, toujours appréciés. Tu vas nous manquer !



## ERRATUM

Des erreurs se sont glissées dans la liste «Elles ont fermé leurs livres», parue dans notre édition de janvier-février 2000. À l'Association des libraires, qui nous avait fourni la liste, on nous a expliqué que certaines d'entre elles ont perdu leur statut « d'agrée », sans pour autant fermer leurs portes. Ainsi, veuillez noter que la librairie *Lire la nature*, *Librairie Donnacona*, *Iris*, *Librairie du centre* et la *Coop Ahuntsic* sont toujours en opérations. Toutes nos excuses.

dialogue : parlons-nous !



La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada entreprend cette année le projet *Dialogue* afin de promouvoir l'épanouissement des communautés francophones minoritaires et créer des liens durables avec les différentes composantes de la société canadienne.

Visitez le site interactif de Dialogue  
[www.dialogue-fcfa.com](http://www.dialogue-fcfa.com)

Voici votre chance d'échanger avec les francophones de tout le Canada.

Votre participation est la bienvenue !

dialogue  
vitalité  
fierté  
appartenance  
francophones

FCFA du Canada  
450, rue Rideau, bureau 300  
Ottawa ON K1N 5Z4  
Tél. (613) 241-7600  
Télec. (613) 241-6046  
Courriel : [fcfa@fcfa.franco.ca](mailto:fcfa@fcfa.franco.ca)  
Site Internet : [www.franco.ca/fcfa/](http://www.franco.ca/fcfa/)

## Se «taper» des prières?

**C'**est avec beaucoup d'étonnement que j'ai lu le petit article d'Éric Plouffe, «Itinérance sur les planches», qui résume une entrevue que nous avons eue ensemble l'automne dernier et qui vient de paraître à la page 34 du n° 282, janvier-février 2000.

Si vous me demandez mon impression, je vous dirai que je suis très étonnée de voir un si long échange résumé de cette façon et, étonnée également, sur le ton du dernier paragraphe spécifiquement qui me semble teinté d'un regard qui se rapproche d'un jugement.

À l'origine, M. Plouffe m'a approchée pour faire un article sur la démarche qui a mené à la création de la pièce *Les lanternes oubliées ou Allégories d'une planète en quête de lumière*. Nous avons parlé. Il a enregistré. Je lui ai parlé de l'itinérance, de l'errance humaine, de la souffrance: celle du corps, celle du cœur, celle de l'âme et de la solitude. Je lui ai aussi parlé de la force, de l'espoir et la Grandeur de certains êtres même quand ils semblent n'être plus rien. Nous avons parlé de ce projet qui m'habite depuis quatre ans. Nous avons parlé près d'une heure au téléphone. Il a enregistré.

Quand j'ai lu l'article, j'ai reconnu une très petite partie de mon histoire, mais je ne me suis pas reconnue dans l'âme que j'ai voulu y mettre. J'ai réalisé que mes propos sur la spiritualité des personnes itinérantes avaient été interprétés dans un tout autre sens que ce que j'essayais de mettre en relief. Peut-être me suis-je mal fait comprendre? Une chose est certaine, il me semble que le dernier paragraphe de ce court article relève davantage d'une interprétation personnelle que de ce que je voulais mettre en relief autour de ce grand cheminement inteneur que vivent bien des personnes itinérantes. J'ai lu, je me suis sentie très mal à l'aise pour la fausse impression que cela pouvait créer pour les communautés religieuses qui, avec bien d'autres, oeuvrent pour ceux et celles qui n'ont plus rien. Sans elles, sans leur travail, ou en senons-nous? Sans elles, sans tout leur soutien, je n'y serais jamais arrivée.

Enfin, je souhaite que tout ce travail de recherche que vos journalistes font, sans aucun doute avec beaucoup de rigueur, puisse être rendu à sa juste valeur et au plaisir, peut-être, de se revoir à la représentation au Gesù les 16, 17 ou 18 mars prochain.

Angèle Séguin – Sherbrooke

## Pour du logement «familial»

**V**otre dossier sur l'itinérance qui étend ses tentacules arrive à point. À la fin de janvier, nous apprenions qu'un itinérant de Québec, Renaldo Sereno, vivait des conditions de vie inhumaines et qu'on ne savait plus quoi faire avec lui, et nonobstant le témoignage de Hélène Denoncourt (dans votre dernière édition, p. 31), nous venons de «vivre» à Montréal le décès d'un sans-abri, dû à l'hypothermie.

La lecture de l'ensemble de votre dossier induit tout d'abord à penser qu'aucune solution isolée ne pourrait juguler le phénomène de l'itinérance: ni le seul logement social ni le «revenu universel garanti» ou «revenu de citoyenneté» dont parle votre correspondant Mario Charland (p. 4), ni des emplois temporaires supposés de réinsertion. En effet, de façon générale nous constatons qu'il s'avère extrêmement ardu de réapprouver ceux et celles qui ont décroché par perte de confiance ou à la suite d'exclusion brutale.

Ce n'est pas d'abord un «logement social» que nécessitent les mal en point, c'est un logement familial à preuve cette mode du retour ou du maintien au foyer familial de quantité de jeunes aujourd'hui. Lorsqu'on n'est plus capable de rester au foyer (familial) ou que celui-ci même n'est plus capable de vous supporter, toute mesure d'aide sociale d'appoint – de quelque nature qu'elle soit – sera de peu de secours. Car ce support social d'appoint secondaire est justement l'une des raisons pour lesquelles l'itinérance sévit et prend de l'ampleur.

Denis Beaulé – Montréal

## Complexe vitaminique

**J'**ai eu l'extraordinaire chance de tomber sur le n° 282 de votre revue que je ne connaissais pas, à mon plus grand malheur, jusqu'à aujourd'hui. Un ami voue aux mêmes causes que moi a eu la brillante idée de m'en faire parvenir un exemplaire, et en y ayant jeté un rapide coup d'oeil, je n'ai pu m'empêcher de dévorer l'article traitant de Jean-Marie Nadeau.

Vous n'aurez pas pu trouver un personnage plus coloré, plus astucieux et plus fûté que M. Nadeau. Il incarne, à lui seul, les valeurs les plus profondes de la société acadienne, et si l'y a un pionnier en Acadie qui se promène avec les flèches dans le dos, c'est bien lui. C'est malheureusement le sort qu'on réserve aux penseurs et aux idéateurs parmi nos contemporains.

Bravo pour avoir si bien traité avec lui de toute la question de l'Acadie et d'y avoir fait ressortir en filigrane le mouvement souverainiste qui, chaque jour, fouette notre ardeur par son acharnement, son insistance et sa persistance à vouloir donner aux Québécois un pays qu'un trop grand nombre d'entre eux rejettent du revers de la main en croyant encore naïvement à une pseudo-harmonie basée sur un nationalisme dépassé.

En ces temps froids et moroses, il faut prendre des vitamines, et en lisant votre revue, j'ai eu aujourd'hui la vitamine qu'il me fallait pour continuer la lutte contre l'apathie et le désengagement qui, en ces temps difficiles, gagne du terrain et laissent bien des gens calmement indifférents à la souffrance humaine repliés dans un petit monde virtuel qui gèle leur sensibilité. Votre oeuvre de sensibilisation est nécessaire et vous devez la poursuivre. Je lui souhaite longue vie, qu'elle fasse fermenter en chacun de nous de nouvelles idées en vue d'un monde meilleur.

Claude Snow – Caraquet, NB



**Café Rico**

Certifié équitable

Boire un café équitable chez Café Rico, c'est savourer l'un des 7 mélanges maison torréfiés quotidiennement. Mais c'est aussi opter pour des échanges commerciaux plus justes entre le Nord et le Sud. Nos cafés sont payés à un juste prix aux petits producteurs du Sud et sont cultivés dans le respect de l'environnement. Torréfaction sur place, ventes en gros et détail, expos-photos et activités informelles.

Apportez vos viennoiseries.

969, rue Rachel Est, Montréal, Québec H2H 3C7  
Téléphone: 514/529-1321 Télécopieur: 514/525-9232  
Courriel: sevanne@sympatico.ca  
Site internet: www.caferico.qc.ca

Éric Plouffe

# Un arrimage au municipal?

**LE RÔLE DES COMMISSIONS SCOLAIRES AU QUÉBEC N'INTÉRESSE PERSONNE. PAS PLUS QUE CELUI DU COMMISSAIRE D'ÉCOLE. EST-CE PAR MÉCONNAISSANCE OU PAR MANQUE D'INTÉRÊT? LES COMMISSIONS SCOLAIRES DEVRAIENT-ELLES MIEUX AFFICHER LEURS COULEURS OU CARRÉMENT FERMER BOUTIQUE?**

Les Québécois-es ont tendance à faire l'école buissonnière lorsque vient le temps de voter aux élections scolaires. En 1998, seulement 11 % des personnes en droit de voter se sont prononcées sur le choix d'un-e commissaire. Et encore, s'il y avait un choix à faire. Près de 70 % des candidats-es aux postes de commissaires ont été élus par simple acclamation.

Méconnaissance du rôle et des responsabilités des commissions scolaires ou manque d'intérêt? Sur le plan financier, elles administrent un budget annuel de 6,6 milliards \$ – pour l'année 1997-1998, selon les derniers chiffres disponibles au ministère de l'Éducation du Québec (MÉQ). La gestion des programmes éducatifs a grandement été décentralisée dans les conseils d'établissement où participent davantage les parents. Les commissions scolaires gèrent des écoles, du personnel (130 000 employés-es) et veillent au transport quotidien de 650 000 élèves. Dans leur région, elles entretiennent des liens avec les décideurs économiques afin d'adapter les programmes de formation professionnelle aux besoins de main-d'oeuvre dans les entreprises, voire favoriser la création d'emplois.

Malgré ces faits, près du trois quart des personnes interrogées lors d'un sondage SOM, effectué en juin 1998, n'ont

jamais entendu parler de leur commissaire... Et paradoxe, plus de 60 % de ces mêmes répondants-es ont affirmé qu'un-e commissaire joue un rôle important et le tiers ont dit qu'ils étaient très ou assez satisfaits!

## 40 ANS PLUS TARD

Il y a déjà plus de 150 ans que les commissions scolaires ont vu le jour. Au nombre de 1 000, elles étaient presque autonomes et avaient pour mandat d'instruire les gens. Toutefois, la création du ministère de l'Éducation (MÉQ) en 1964, à la suite du Rapport Parent, centralise une partie de leurs responsabilités et réduit leur nombre. Plus tard, il aura fallu ajuster ces structures démocratiques vieillottes à de nouvelles réalités. En 1988, le gouvernement Bourassa adopte la loi 107 qui propose de convertir les commissions scolaires confessionnelles à linguistiques. En juin 1997, la ministre de l'Éducation de l'époque, Pauline Marois, y donne suite et annonce la refonte complète du territoire scolaire québécois, faisant suivre un régime minceur aux commissions scolaires dont le nombre passe de 156 à 72.

Les Québécois-es s'intéressent à la po-



PHOTO : GÁBOR SZILÁSI

litique scolaire lorsqu'une commission scolaire brandit la menace de fermer une école, ou bien lorsque le manque d'espace dans les locaux oblige les enfants à parcourir des kilomètres en autobus pour se rendre en classe.

À Montréal, même la présence de partis politiques scolaires et d'enjeux idéologiques n'a pas suscité autant d'intérêt qu'il y aurait été souhaitable, et les dernières querelles fratricides entre le Mouvement pour une école moderne et ouverte (MÉMO) et les commissaires dissidents sont loin d'améliorer la situation.

## TENTER LA SYNERGIE

Faire coïncider la date des élections municipales et scolaires permettrait une meilleure participation de l'électorat québécois à ces dernières. L'Ontario procède de cette façon depuis au moins une trentaine d'années.

«C'est absurde que le Québec n'ait pas encore adopté cette idée», s'exclame le politologue montréalais et auteur du livre *La réforme scolaire au Québec* (Québec Amérique, 1986), Henry Milner. À Toronto, la population prend connaissance de l'existence et des enjeux électoraux scolaires à travers les campagnes diffusées par les médias. «Au moins, lorsque les gens se présentent au bureau de vote (lors d'élections municipales), ils savent qu'il y a aussi des élections scolaires», ajoute-t-il.

De son côté, le commissaire du quartier montréalais Villeray-La Petite Patrie, Kenneth George, membre du MÉMO, partage l'avis d'Henry Milner. Il repousse l'argument qu'au Québec les médias ignoraient les élections scolaires au profit des municipales advenant un tel changement. «C'est sûr qu'il y a des craintes mais c'est mieux que de conserver le statu quo avec les faibles taux de participation aux élections scolaires qu'on connaît», convient-il.

L'idéal serait d'établir une «complicité» entre les mondes municipal, social et scolaire comme le prône Kenneth George. Dans un document, il explique que «le monde municipal ne connaît pas et ne reconnaît pas le statut particulier de l'école dans le quartier tandis que le monde scolaire comprend mal le rôle déterminant du quartier dans le développement des enfants et des jeunes».

Lors de la dernière restructuration du système scolaire, Pauline Marois souhaitait calquer le tracé des territoires scolaires sur celui des MRC. Évidem-



PHOTO : JULIE PERRAULT

Réunion de commissaires de la Riverview, avec la présence massive de parents de Bécancour venus contester une décision.

ment, les commissions scolaires se sont opposées au souhait de la ministre. D'ailleurs, dans un éditorial (29 août 1997), l'ancienne directrice du quotidien *Le Devoir*, Lise Bissonnette, constatait la «hantise des commissions scolaires de se voir un jour absorbées dans des gouvernements régionaux à vocations multiples (santé, éducation, services sociaux), une réforme [...] qu'aucun gouvernement n'ose entreprendre de crainte de déclencher la révolte dans les baronnies».

En outre, l'an dernier, le gouvernement québécois est passé à deux doigts d'une entente avec le monde municipal pour y transférer la responsabilité

du transport scolaire. Selon plusieurs, cette opération aurait sonné le glas des commissions scolaires.

Leur dernière heure n'a pas encore sonné. Dans un éventuel rapprochement avec le monde municipal, il serait souhaitable qu'elles puissent conserver leur autonomie tout en permettant la création d'alliances entre partis politiques scolaires et municipaux lors d'élections conjointes. Pour assurer leur survie, les commissions scolaires devraient cependant conscientiser davantage les citoyens-nes de leur pertinence, et donner plus de visibilité à cet être mystérieux qu'on appelle le-la commissaire d'école... ☺



Jacques Keable

# Sauve qui peut!

**P**oliticien toujours contemporain, l'ex-premier ministre Maurice Duplessis disait qu'un pont, c'est bon pour trois élections. À la première, tu le promets. À la deuxième, tu commences à le construire. À la troisième, tu l'inaugures! La logique politicienne est du genre opportuniste.

Ceci étant dit, elle a aussi la capacité, sans aucun état d'âme, de faire en même temps une chose et son contraire et de défendre ces deux logiques opposées avec la même conviction dans les deux cas.

En vertu d'une logique politicienne prônant la salubrité de l'air, les tout petits pollueurs que sont les fumeurs-ses sont désignés à la vindicte populaire comme des ennemis publics, puis menacés de lourdes amendes si jamais ils-elles allument en public!


Au même moment, en vertu d'une logique politicienne très exactement contraire, on annonce avec tambours et trompettes que des milliards de nos dollars seront flambés sur l'autel de la circulation automobile: boulevards élargis, autoroutes allongées, pont tout neuf! Asphalte et béton! Avec quel résultat? Une pollution considérablement accrue, mortelle et généralisée celle-là, puisque le monoxyde de carbone constitue la menace la plus sérieuse qui pèse sur

l'avenir de notre planète! L'automobiliste, s'il était condamné à fumer le monoxyde de carbone qu'il-elle produit, autrement dit à respirer personnellement son pot d'échappement, mourrait sur-le-champ!

Et ainsi, dans la droite ligne de Duplessis, le ministre Chevrette, les poches débordantes d'asphalte et de béton, semble fermement résolu à empoisonner l'électorat, apparemment pour gagner les prochaines élections!

Si tel est l'objectif, on peut noter qu'il sera d'autant plus rapidement atteint, que la toute dernière logique politicienne à la mode ouvre désormais la porte à la privatisation du char médical qui sera bientôt doté, et plus ouvertement qu'aujourd'hui, d'une transmission. À deux vitesses!

Ainsi donc, on doit déduire de cette extraordinaire logique politicienne que le béton, l'asphalte, la pollution automobile et la privatisation (appelée désormais partenariat) constituent autant de conditions gagnantes.

Sauve qui peut! 

**EMMANUEL TODD**  
et le vrai déclin états-unien

**PHILIPPE DUHAMEL**  
Le désobéissant



**DOSSIER** *Banlieues, beignes et fusions*

à lire dans la prochaine édition  
mai-juin 2000



Qu'est-ce qu'on ne ferait pas  
**POUR VOUS!**

[www.saq.com](http://www.saq.com)

La modération a bien meilleur goût. 





Gabor Szilasi, photographe

Julie Perreault

# Des yeux venus d'ailleurs



«Dans certains cas, après un an peut-être, la personne photographiée commence à aimer la photo que moi je préférais au départ.»

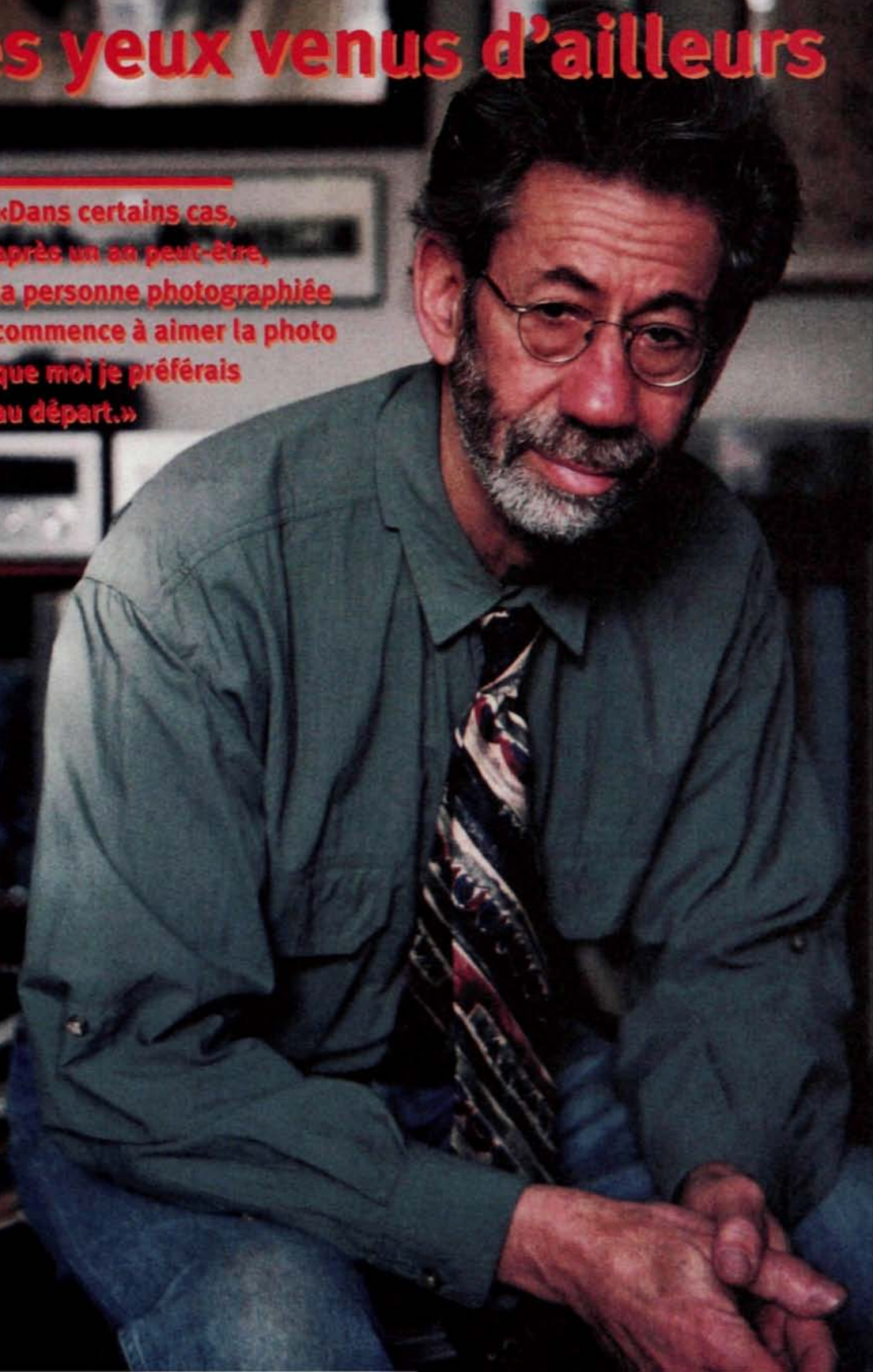




PHOTO : DENIS RIOUX

**LE REGARD SUR LE QUÉBEC DE GABOR SZILASI, UN DES PLUS IMPORTANTS PHOTOGRAPHES DOCUMENTALISTES, BÉNÉFICIE D'UNE BELLE LONGÉVITÉ.**

**P**artout, sur les murs, des gravures, des photos, des peintures. Dans la cuisine, les cocottes de grès voisinent les masques venus d'ailleurs. Les jaunes, bruns, rouges réchauffent la maison. Sur la cheminée du salon, des figurines africaines et des albums de photos nous laissent croire qu'on vient d'entrer chez un grand explorateur ou un ethnologue. Bienvenue dans l'univers de Gabor Szilasi, photographe autodidacte.

Depuis 40 ans, Gabor Szilasi capte sur photo le Québec: le Québec rural, le Québec urbain, le Québec de l'intérieur. En 1959, il est embauché au Service de ciné-photographie du Québec. C'est là qu'il découvre le Québec rural. «J'ai eu à réaliser beaucoup de commandes photographiques pour différents ministères: Voirie, Éducation, Agriculture. J'ai eu l'occasion de faire plusieurs sorties dans les régions rurales et ça m'a beaucoup intéressé. Je souhaitais me rendre dans Charlevoix car j'étais attiré par l'histoire presque mythique de Jacques Cartier qui s'est arrêté à l'Île-aux-Coudres avant d'arriver à Québec.»

Mais ce qu'il a photographié était bien différent de ce que Cartier a vu en son temps. Gabor Szilasi ne s'intéresse pas aux grands espaces, ni aux escarpements. «Les paysages ne m'ont jamais vraiment intéressé, dit-il. Mais le «paysage social», c'est-à-dire le paysage où on découvre la trace, la présence humaine, là ça m'intéresse. Par exemple, s'il y a un beau paysage, un très beau paysage et, soudainement, on découvre un fil électrique qui traverse ce paysage, là ça commence à m'intéresser photographiquement.»

**IMAGER LE CHANGEMENT**

Ces premières photos solos laissent transparaître une société sur le bord de basculer, de se transformer. Selon David Harris, responsable de l'exposition rétrospective<sup>1</sup> consacrée au travail de Szilasi, ce dernier «ne cherche pas à porter un jugement ni à jeter un regard nostalgique sur ce qu'il photographie, mais il cherche seulement à faire ressortir un caractère social ou même anthropologique: il se préoccupe d'abord de documenter l'évidence d'un changement culturel en train de se produire.» Pour Alain Chagnon, photographe documentaire depuis



PHOTOS : GABOR SZILASI

près de 30 ans, «ce qui caractérise Gabor Szilasi, c'est le portrait. À mon avis, il est un des grands portraitistes du monde ordinaire.»

## Honorer le quotidien

Lorsque Gabor Szilasi commence à faire des photos en solo, les années 70 viennent de commencer. Le Groupe d'action photographique (GAP) voit le jour en 1971 sous l'impulsion de Michel Campeau, Roger Charbonneau et Serge Laurin. Quelques mois plus tard, Claire Beaugrand-Champagne, Pierre Gaudard et Gabor Szilasi s'intégreront au groupe. Ce dernier en conservera une conscience des diverses conditions sociales.

«Nous étions des photographes intéressés par la condition humaine», explique Gabor Szilasi. «Nous voulions photographier les gens dans leur environnement et exposer les photos dans ces mêmes lieux.» Il ne s'agit pas d'un engagement pour transformer la réalité mais plutôt d'une volonté de «communiquer avec les autres, de leur montrer ce qu'ils ignorent.»<sup>1</sup>

Des démarches différentes, mais un objectif commun, fondent le Groupe d'action photographique: le goût de faire des photos vraies, du quotidien, sans changer la nature des gens ou des lieux photographiés. En 1973, René Rozon écrivait, dans *Vie des Arts*, que leur méthode de travail «consiste à capter sur le vif, sans fard, sans modification, sans idéalisation, l'homme et son environnement. (...) à en juger par les résultats d'une telle démarche, rien n'est plus éloigné de la banalité. C'était une gageure, et le GAP a réussi ce tour de force: partir de l'ordinaire pour le réhabiliter à nos yeux.»



PHOTO : GABOR SZILASI

<sup>1</sup> Hedwige ASSELIN, Au-delà des masques, *Vie des Arts*, n° 168, automne 1997.

En Beauce, dans Lotbinière, au Saguenay, au Lac-Saint-Jean, en Abitibi et au Témiscamingue: partout, il photographie l'habitat des gens. Comme s'il cherchait à apprivoiser sa culture d'accueil. Dans une entrevue parue dans *Photo Sélection*, Gabor Szilasi avoue qu'au «fil des voyages, l'intérêt au départ exotique s'est transformé. Je découvrais chez le paysan québécois beaucoup de similitudes avec son homologue hongrois»



PHOTO : DENIS RIOUX

«Quand je partais faire des photos dans les régions rurales, se rappelle-t-il, je n'avais pas d'idées préconçues. J'étais très ouvert. Parler avec les gens ça fait partie de mon travail.» Gabor Szilasi s'est servi de la photo pour assouvir sa curiosité, entrer en contact avec des femmes et des hommes de diverses cultures, tenter de comprendre la relation entre l'être humain et son environnement. «Si j'ai photographié des intérieurs, c'est parce que j'ai un naturel curieux. Il y a une expression en anglais, "nosy", qui veut dire fouinard, celui qui met son nez partout. Je voulais rentrer chez les gens parce que j'étais désireux de savoir comment ils vivent, quels sont les objets qui les entourent.»

Jusque-là, il fait uniquement de la photo noir et blanc. La couleur le dérange, distrait l'attention. Mais il découvre qu'elle est primordiale pour révéler l'atmosphère des maisons. «Dans les intérieurs, la couleur est vraiment importante à cause de l'aspect psychologique. Les objets qu'on choisit, la couleur des murs, des tapis, des rideaux, ça exprime une appartenance à un groupe social ou à une culture particulière.»

En observant les photos de Szilasi, le regard est attiré par tous les petits objets qui agrémentent l'intérieur des salons et des cuisines photographiés. Les dentelles du tablier de cette Charlevoisienne s'harmonisent avec celles du vaisselier trônant fièrement à côté d'elle. Les portraits en peinture font un effet de miroir derrière ce couple de Beaucerons. Les tapisseries, les moulures, les éclairages, les divans parlent d'une époque, d'une culture dans les photos de Lotbinière. Les portails, les rideaux, les portes personnalisent les maisons carrées, presque jumelles, de Rouyn. «L'intensité amoureuse avec la-

quelle il s'empare de ses modèles» enthousiasme Laurier Lacroix<sup>2</sup>: «Il me semble que la photographie doit être comme ça, frontale, une déclaration forte et directe qui change le cours de vos perceptions.»

Gabor Szilasi sait prendre le temps pour apprivoiser son monde. Il n'est pas pressé. Utilise généralement une caméra qui rappelle celle du début du siècle. Il préfère son «4 X 5», comme on dit dans le jargon, au «35 mm» plus léger parce «qu'en travaillant avec un gros appareil sur trépied avec le voile noir, j'obtiens une grande précision d'image. Mais surtout, ça ralentit le travail et ça permet de se familiariser davantage avec le sujet. Notre présence en tant que photographe est alors bien établie.»

#### LEVER LES YEUX

Gabor Szilasi, c'est aussi un regard particulier sur Montréal où il vit depuis 1959. Quand on a vu ses photos de la rue Sainte-Catherine, prises en 1977, on ne se promène plus de la même façon sur cette avenue commerciale. Le regard est attiré vers le ciel. Ce qui semblait uniforme, se distingue, se personnalise. «Ce qui m'intéressait, c'était cette architecture très fonctionnelle, commerciale», souligne Szilasi. Comme un arpenteur, il reprendra le même exercice, dix ans plus tard. Des édifices ont été ra-



PHOTO : GABOR SZILASI

Ville St-Michel : un nouveau projet.



PHOTO : GABOR SZILASI

sés, d'autres ont été transformés, certains sont demeurés intacts. Cette série de photos témoigne du temps qui passe, qui transforme, d'une mutation au coeur de la ville.

Au début des années 80, il entreprend une série de photos couleurs sur les affiches de Montréal, la série LUX. C'est une série où, pour une rare fois, la lumière est presque le sujet principal. L'heure entre chien et loup où les enseignes s'illuminent et le soleil rougeoyant éclaire l'édifice demère le panneau publicitaire. L'effet est surprenant, les couleurs étonnantes, à leur paroxysme juste avant de s'évanouir dans la nuit noire et d'être relayées par la lumière des néons.

«Les enseignes sont devenues très commerciales, remarque-t-il. Maintenant, il est rare de voir des enseignes conçues par le propriétaire. Je ne sens plus l'effort de réaliser quelque chose. À l'époque, il y avait beaucoup de petites industries de néons, ce qui facilitait la réalisation de telles affiches. J'aimais ce caractère artisanal, l'aspect naïf des affiches. On sentait le lien avec le propriétaire. Ce que je vois maintenant, coïncidant avec la disparition de plusieurs petits commerces et l'arrivée de multinationales, m'intéresse moins.»

#### PHOTO INTERACTIVE

Au fil des ans, Gabor Szilasi se détache de l'environnement habité pour se concentrer sur le paysage intérieur des personnes. Il va se rapprocher des gens qu'il observe depuis une quarantaine d'an-



PHOTO : TIMOTHY O'SULLIVAN



PHOTO : GABOR SZILASI

«Il y a une photographie assez connue du Canyon faite par Sullivan au 19<sup>e</sup> siècle et reprise plus tard par Ansel Adams. Je suis allé à cet endroit et j'ai photographié avec le même cadrage et une lumière presque semblable. Au moment de prendre la photo, de gros autocars de touristes, dont la compagnie appartient aux indiens Navajos, étaient au premier plan. J'ai trouvé cet élément intéressant. Finalement, l'environnement de ma photo était le même que celui de Sullivan et Adams, mais j'ai ajouté quelque chose qui parle de l'évolution de ce lieu.» On reconnaît là l'empreinte de Szilasi: des gens, un espace «socialisé» et la marque du temps.

nées. Son expérience, son regard affiné, sa sensibilité aiguisée lui permettent une communication étroite avec ses sujets. Il cherche à capter la dignité des gens. Intuitif de nature, il se laisse guider par l'humanité du sujet en face de lui.

«En vieillissant je suis plus conscient qu'il y a de l'éternité mais pas dans la vie humaine. Maintenant, je m'intéresse davantage aux aspects plus personnels et moins documentaires. Cela m'amène à développer une approche plus psychologique, plus intime avec mes sujets et à privilégier le portrait avec un Polaroid. Je ne prétends pas être capable de capter l'essence de la personne, mais une facette, quelque chose d'intéressant.»

Pourquoi le Polaroid? «Parce qu'il oblige à une collaboration très proche avec le sujet, cela crée une tension lorsque la caméra s'approche du visage et ce moment est captivant», soutient Gabor Szilasi. «Et comme une photo sort instantanément avec le Polaroid, la personne peut la regarder tout de suite. À partir de cette image, on discute ensemble et cela donne naissance à la photo suivante. J'incite la personne à se présenter à la caméra. À la fin de la série, on décide quels portraits on préfère et ce ne sont pas toujours les mêmes. Dans certains cas, après un an peut-être, la personne photographiée commence à aimer la photo que moi je préférerais au départ.» Szilasi crée donc un espace spécial avec

ses sujets, une relation particulière.

Il se promène aussi depuis quelque temps dans le quartier Saint-Michel à Montréal. Intrigué par ce quartier multiethnique, ensemé entre deux carrières et où l'enfilade des blocs appartements donnent à l'ensemble une allure tème, Gabor Szilasi s'arrête régulièrement au restaurant populaire du quartier. Il fait des contacts et, fidèle à sa méthode-documentaire, il part découvrir les appartements de ces personnes aux accents d'Haïti ou du Salvador.

#### PROF DU REGARD

En 1971, alors que les contrats se font moins importants à l'Office du film du Québec, Gabor Szilasi accepte une charge de cours en photographie au



PHOTO - DENIS RIOUX

## Photos-souvenir

«Les photographes du dimanche sont très importants», soutient Gabor Szilasi. Leurs photographies sont, à leur façon, des documents qui retracent des portions d'histoire. «Il y a parfois des photos extraordinaires, faites par hasard. Dans la plupart des cas, le photographe fait surtout attention aux personnages centraux sans trop penser à l'arrière-plan. Cette spontanéité peut donner des résultats surprenants. De toute façon, ces photos représentent des témoignages intéressants.»

Gabor Szilasi utilisait dans ses cours des photos de l'album de famille de son épouse. Il s'en servait pour analyser le cadrage, l'aspect esthétique spontané, les détails de l'arrière-plan, parfois comiques ou révélateurs...



PHOTO - GABOR SZILASI



CÉGEP de Saint-Jean. C'est le début d'une carrière d'enseignant qui s'étalera sur plus de 24 ans, l'amenant au CÉGEP du Vieux-Montréal puis à l'Université Concordia.

«Mon enseignement a été basé sur mon expérience personnelle d'artiste, de photographe», souligne-t-il. Pour Gabor Szilasi, l'enseignement est un acte de partage et d'accompagnement qui nécessite une certaine expérience du terrain. «J'ai beaucoup encouragé mes étudiants à regarder et analyser le travail des grands photographes. C'est une bonne chose d'être influencé mais pas d'imiter. Je les ai incités à trouver leur propre vision. Je les ai encouragés à faire beaucoup de photos et à analyser leur propre travail pour évoluer.» Encore aujourd'hui, alors qu'il a pris sa retraite, des étudiants-es vont le rencontrer pour avoir son avis ou obtenir une recommandation afin de poursuivre des études supérieures. Gabor Szilasi est généreux de son temps. Une responsabilité sociale et artistique face à la relève.

#### S'INSCRIRE DANS L'HISTOIRE

«Je pense aussi qu'il est important de situer notre travail dans l'histoire de la photographie, dans l'art contemporain. On veut communiquer avec nos images et s'il y a une référence historique ou un événement d'actualité, l'observateur peut tisser des liens.» Certains-es photographes, sans le savoir, ont repris des thèmes explorés par d'autres photographes, 20 ans, 50 ans, 100 ans auparavant. «Parce



PHOTO : DENIS RIOUX

qu'ils ne connaissaient pas l'histoire de la photographie, ils ont répété, sans profiter de l'expérience antérieure pour aller plus loin, pour voir autrement.»

Même si la photographie a plus de 150 ans, Gabor Szilasi affirme que les photographes réussissent encore à créer du nouveau. «Le rôle du photographe dans la société ou plutôt la possibilité du photographe, c'est d'apporter quelque chose d'inédit, une manière de voir le sujet, le monde, comme on ne l'a jamais vu.»

*Jusqu'à maintenant, cette rétrospective a été présentée à Montréal, Ottawa et Braga au Portugal. Un livre est aussi disponible: Gabor Szilasi, photographies: 1954-1996, publié pour Vox Populi par McGill-Queen's University Press, 1997, 141 pages.*

*2 Laurier LACROIX, L'image première, Gabor Szilasi, Vie des Arts, n° 162, printemps 1996.*

## De la médecine hongroise à la photo québécoise

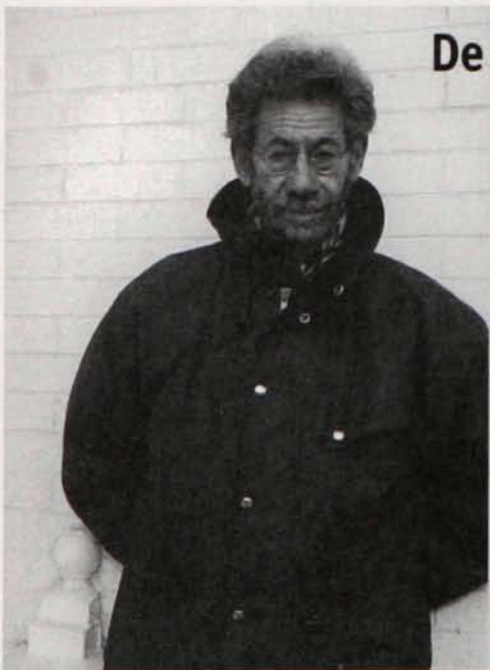


PHOTO : DENIS RIOUX

Né à Budapest en Hongrie en 1928, Gabor Szilasi se destine d'abord à des études de médecine. En 1949, première tentative pour fuir son pays: il passera cinq mois en prison. Il arrive au Canada en 1957 après avoir fui l'invasion de son pays par les Soviétiques. Il a 29 ans et une passion naissante: la photographie. Dans ses bagages, il rapporte une série de photos, de l'insurrection hongroise, qui sera présentée 10 ans plus tard à Radio-Canada. C'est le début de son approche documentaire. Gabor Szilasi, souffrant de tuberculose, passera sa première année d'exil au sanatorium d'Halifax puis sera transféré à Québec pour y rejoindre son père, employé au ministère des Terres et Forêts. En 1959 il s'établit à Montréal et en 1968, alors que bien des anglophones quittent le Québec, il achète pour une bouchée de pain une maison à Westmount où il vit toujours. Ses amis-es sont de toutes origines. Son épouse, Doreen Lindsay, est peintre, graveuse et photographe. En 1964, naîtra Andrea, leur fille unique, aujourd'hui artiste visuelle.

En 1997, une importante rétrospective de l'oeuvre de Gabor Szilasi est présentée à Montréal dans le cadre du Mois de la photo. D'après Alain Chagnon, «Szilasi est le seul dont la pratique documentaire est encore louangée par le milieu de la photographie». Sans doute parce qu'il est resté fidèle à son approche, parce qu'il est resté présent et qu'il est connu et accessible. L'artiste a ici été servi par le professeur.

La télévision

# Communautaire ou publicitaire?

André Giroux

LE PLUS GROS CÂBLODISTRIBUTEUR AU QUÉBEC, VIDÉOTRON, A SA VISION DU DÉVELOPPEMENT DE «SES» TÉLÉS COMMUNAUTAIRES.

«Les canaux communautaires sont la propriété des câblodistributeurs et les corporations autonomes n'ont aucun droit, sinon celui de produire les émissions pour lesquelles nous les finançons.» Telle est la vision de la télé communautaire de la vice-présidente à la programmation chez Vidéotron, Diane Legris. Dans la couronne de Montréal, les projets ne proviennent plus de la communauté, mais du câblodistributeur. Jacques Duval, Pierre Marcotte et André Hains reviennent à la télé, celle de Vidéotron, qui occupe 80 % du marché. Le nom même du canal communautaire a changé pour devenir Vox.

La chroniqueuse télévision de *La Presse*, Louise Cousineau, s'en réjouit: «Pendant des années, le canal communautaire chez Vidéotron à Montréal a été de la merde. Pas d'autre mot pour qualifier ce ramassis indigeste de fanatiques, d'extra-terrestres, de sectes en folie, de communautaire-taire-taire qui faisaient fuir le téléspectateur.»

Didier Fissou, chroniqueur télé au journal *Le Soleil*, ne trouve pas le changement plus heureux: «De vieux croustons dont aucun réseau conventionnel ne veut plus voir la face.» «Du broadcast (émissions réseau) de bas de gamme», opine Claude Champagne, coordonnateur d'une étude sur les médias communautaires québécois pour le ministère de la Culture et des Communications du Québec.

«Ce qui caractérise la télévision communautaire au Québec par rapport au reste du Canada, précise-t-il, c'est que cette télévision n'est pas seulement produite et gérée par une entreprise de câblodistribution mais aussi par des corporations autonomes et sans but lucratif.» Ce sont les câblodistributeurs qui détiennent toutefois la licence de diffusion des télés communautaires.

## HORS D'ONDES

Fin décembre 1999, cinq télévisions communautaires autonomes (TVC) fermaient leurs portes: Saint-Félicien, Repentigny, Joliette, Chateauguay et Vaudreuil. Plus tôt dans l'année, celles de Laval, d'Outremont et de La Doré (au Lac St-Jean) avaient quitté l'antenne. Toutes étaient sur le territoire de Vidéotron. La ministre de la Culture et



PHOTO: SERGE JONGUÉ

des Communications, Agnès Maitais, déplorait la situation et affirmait que «Vidéotron doit conserver un réseau de télévisions communautaires reflétant les réalités locales».

Ces pertes surviennent dans un contexte de déréglementation des entreprises de câble, décrétée par le CRTC en janvier 1998. La concurrence est maintenant ouverte sur tout le territoire québécois, entre les entreprises de câblodistribution, auxquelles s'ajoutent les compagnies qui offrent des signaux provenant de satellites. Or, cette technologie ne permet pas de programmation locale. Cette nouvelle concurrence a amené le CRTC à lever



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT



PHOTOS : DANIEL S.-LEGAULT

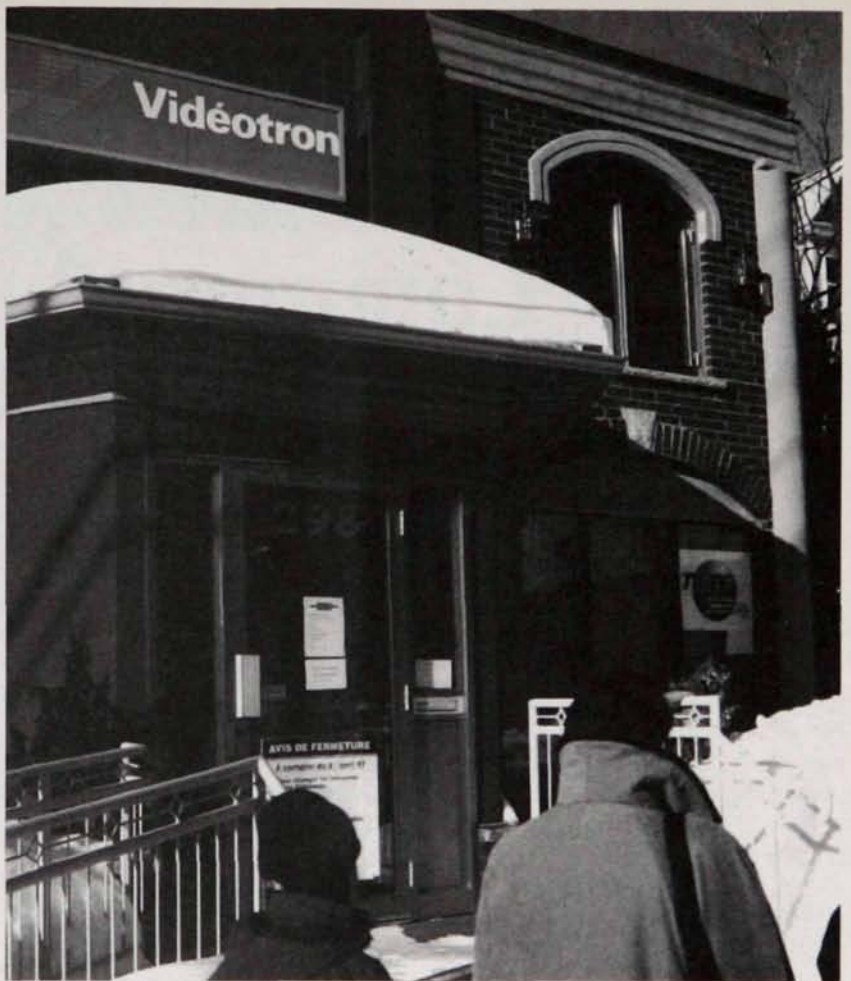
l'obligation pour les câblodistributeurs d'offrir le service de télé communautaire. «Nous avons ainsi perdu notre protection juridique», regrette Louise Nadeau, présidente de la Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec.

C'est essentiellement Vidéotron que critiquent les télévisions autonomes. «La stratégie de Cogeco mise davantage sur la présence locale, confirme Claude Champagne, mais son infrastructure ne lui permet pas de faire du *broadcast* comme le fait Vidéotron.»

#### MONTRÉAL ET AILLEURS: DEUX RÉALITÉS

Le changement majeur, c'est dans la couronne de Montréal qu'il s'est produit. Après les fermetures, il reste maintenant sept télé communautaires. On en compte une cinquantaine dans les autres régions. Les bénévoles de la communauté montréalaise sont exclus de la préparation et de la réalisation des émissions produites par Vidéotron. «Nous avons mis fin à la sous-traitance et rapatrié la production de nos émissions», affirme Diane Legris. Les télévisions communautaires ne produisent plus maintenant que de 30 à 60 minutes par semaine. Elles peuvent en outre diffuser leur bingo d'autofinancement et les séances du conseil municipal de leur localité. Il y a quelques années à peine, les télé communautaires pouvaient produire une vingtaine d'heures à chaque semaine.

À l'extérieur de la région de Montréal, la télévision communautaire autonome



À Victoriaville...

est très diversifiée. TVC Notre-Dame-du-Nord, située dans une municipalité de 1 700 habitants-es au Témiscamingue, rejoint 450 abonnés-es. Elle existe depuis trois ans et produit de 60 à 90 minutes, rediffusées cinq fois par semaine. La TVC des Bois-Francis rejoint quant à elle près de 20 000 abonnés-es répartis dans une dizaine de municipalités autour de Victoriaville. Elle est en ondes depuis 25 ans, produit six heures par semaine, rediffusées trois fois.

En région, de nombreuses TVC diffusées par Vidéotron s'inquiètent aussi. «Les meilleures heures d'écoute nous sont retirées», déplore Isabelle Voyer, coordonnatrice de la télé communautaire des Bois-Francis. «Je reçois régulièrement des demandes de la communauté qui souhaiterait produire une émission ou une série, affirme Yolande Desjardins, coordonnatrice de la TVC du Grand Saint-Jérôme. Le temps d'attente ne me le permet plus.»

Le nombre d'heures de diffusion par les TVC diminue, le financement qu'elles perçoivent des câblodistributeurs aussi. «Les TVC qui sont sous la férule de Vidéotron ne disposent plus maintenant que d'une contribution annuelle de 50 000 \$ de la part du câblodistributeur, comparativement aux 100 000 \$ à 300 000 \$ consentis antérieurement», précise Claude Champagne. Le financement étatique a aussi fondu entre 1987 et 1995, avec l'abolition des subventions de fonctionnement. Depuis 1995, le ministère de la Culture et des Communications subventionne l'achat d'équipements et la réalisation de certains projets spéciaux de développement. Loto-Québec concurrence maintenant le financement autonome basé sur les bingos, en diffusant les siens en circuit fermé. Le budget annuel, entre 5 000 \$ et 230 000 \$, varie grandement d'une TVC à l'autre.

suite en page 45

# A

C'est rassurant de savoir qu'il y a des experts capables de vous offrir **tous les services** dont vous avez besoin, du tout début à la toute fin de votre projet. Et que ces experts travaillent avec vous, comme **de vrais partenaires**, en se préoccupant de **l'efficacité du produit fini**.

Travaillez avec des experts engagés.  
Travaillez avec Imprimeries Transcontinental.

# Z



**Direction générale**  
Imprimeries Transcontinental inc.  
395, boulevard Lebeau  
Saint-Laurent (Québec) H4N 1S2  
(514) 337-8560  
[www.transcontinental-gtc.com](http://www.transcontinental-gtc.com)

**Circulaires, encarts**

St-Hyacinthe  
(450) 773-0289  
Impressions des Associés  
(418) 723-2188

**Catalogues, magazines**

Imprimeries Transcontinental  
Boucherville  
(450) 641-9000  
Imprimeries Transcontinental  
Drummondville  
(819) 472-1171  
Imprimerie Interweb  
(450) 655-2801

**Brochures, rapports**

**annuels, livrets de disques compacts**  
Litho Acme  
(514) 279-4571  
Litho Acme-Prescom  
(418) 688-1415  
Imprimerie Ross-Ellis  
(514) 861-2411

**Journaux**

Transmag  
(514) 355-4134

**Distribution**

Transfinition  
(514) 376-8000

**Livres**

Métropole Litho  
(450) 441-1201  
Métrolitho  
(819) 563-4001  
Imprimerie Gagné  
(819) 228-2766  
Imprimerie Interglobe  
(418) 774-3367

**Imprimés pour marketing direct**  
Interglobe Montréal  
(514) 328-7070

**Préresse, photographie**

Transmédia  
(514) 334-8420

# Obtenez

## exceptionnelle



# LE DEVOIR

à votre porte durant 4 semaines pour \*17,56 \$ (taxes en sus)

## Abonnez-vous!

(514) 985-3355 • 1-800-463-7559

\*Disponible dans les secteurs où il y a distribution par camelot.

Frederick

LES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE

# L'ÉCONOMIE SOCIALE EN MOUVEMENT

## L'ÉCONOMIE SOCIALE AU SERVICE DES BESOINS DE LA FAMILLE

L'évolution du système de garde au Québec, c'est trente ans d'histoire qui ont façonné le modèle québécois de services de garde que nous connaissons aujourd'hui. Des premières garderies populaires en passant par les projets d'Initiatives locales, le Plan Bacon ainsi que la Loi sur les services de garde, c'est à travers des périodes de recul et de sauts vers l'avant que lentement l'État québécois prend conscience de sa responsabilité dans l'organisation des services de garde complémentaires aux actions du milieu communautaire. L'annonce de la Politique familiale, au Sommet de l'économie et de l'emploi d'octobre 1996, et l'implantation de Centres de la petite enfance (CPE) sur tout le territoire du Québec<sup>1</sup> constituent les derniers jalons de l'histoire des services de garde au Québec.

## LA POLITIQUE FAMILIALE ET LA LOI SUR LES SERVICES DE GARDE: DES GAINS INDÉNIABLES

Cette nouvelle politique est venue confirmer la responsabilité de l'État dans l'organisation des services de garde, en reconnaissant le besoin des parents d'être soutenus dans leurs efforts pour concilier responsabilités familiales et professionnelles et en reconnaissant aussi aux enfants l'égalité des chances en terme de développement personnel et social.

Elle a également consacré le principe de l'**accessibilité** par l'introduction de la contribution réduite à 5 \$ par jour, un avantage financier significatif pour les parents utilisateurs, ainsi que par l'offre de services diversifiés et mieux adaptés aux réalités actuelles de l'emploi.



## Les Centres de la petite enfance sont des modèles d'entreprises d'économie sociale.

Ce sont des corporations à but non lucratif ou des coopératives qui offrent des services en poursuivant des objectifs tant économiques que sociaux. Ces entreprises fonctionnent selon des règles de participation démocratique, participent au renforcement du tissu social de leur communauté et contribuent à créer des emplois durables et de qualité.

## DES ENJEUX DE TAILLE POUR LES ANNÉES À VENIR

### Le premier défi à relever: une main-d'œuvre qualifiée capable de répondre aux besoins des CPE existants et à venir.

Très tôt, les CPE ont été confrontés à un problème de qualification et de perfectionnement de leur main-d'œuvre. Pour être en mesure de faire face à cette situation, le *Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC)* →

réalise présentement une étude des besoins de formation et de perfectionnement des ressources humaines et bénévoles (gestionnaires, parents membres des conseils d'administration, conseillers pédagogiques...) rattachées au secteur des CPE, afin de pouvoir offrir une formation qualifiante qui tiendra compte du développement accéléré du secteur.

De plus, les CPE seront tenus, par réglementation, à une proportion de deux éducatrices sur trois détentrices d'une formation technique reconnue. Or en septembre 1999, plus de 1 900 éducatrices non

formées travaillaient dans un CPE, et étaient donc susceptibles de perdre leur emploi si elles n'accédaient pas d'ici peu à une formation reconnue.

Pour répondre aux besoins de formation des éducatrices en emploi, le CSMO, à la demande de *Concertation inter-régionale des centres de la petite enfance du Québec* (CIRCPEQ), a mis en place une table de concertation réunissant les principaux partenaires du marché du travail, les ministères et les intervenants concernés. Ce travail de concertation a permis d'établir le contenu de la formation pour l'obtention d'une attestation d'études collégiales (AÉC) et d'assurer le suivi de la mise en œuvre du projet. La coordination régionale du projet est réalisée par

CIRCPEQ. Le CSMO assume, quant à lui, la gestion financière et la coordination de ce projet majeur de formation dont le financement, qui s'élève à 3 millions de dollars \$, provient d'Emploi-Québec.

La formation sur mesure offerte aux travailleuses en emploi dans les CPE, d'une durée de 750 heures, leur fera acquérir des compétences nouvelles dans divers domaines reliés à la tâche (pédagogie, psychologie, santé, etc.) tout en leur permettant de conserver leur emploi.



Le développement de plus 117 000 nouvelles places d'ici 2005 se traduira par la création de plus de 12 000 emplois à terme. Cette situation mène le réseau des CPE à devoir faire face à moyen terme, à une pénurie de main-d'œuvre spécialisée. L'entente salariale intervenue en mai 1999 entre le gouvernement du Québec et les syndicats (qui accordera en 2002 un salaire de base de 25 000 \$ aux nouvelles diplômées) marque une étape importante en terme de reconnaissance de la valeur du travail des employées de CPE et aura également un effet structurant pour les entreprises du réseau. Ce changement d'attitude du gouvernement est venu atténuer le risque de pénurie de main-d'œuvre qualifiée en rendant plus attrayante la profession d'éducatrice.

### Deuxième défi: l'accès au financement comme entreprise collective

Achat d'un immeuble et de nouveau matériel, rénovations pour offrir des services plus diversifiés, les CPE s'avèrent des petites entreprises collectives qui génèrent une activité économique significative dans leur milieu. Chaque CPE achète pour des dizaines de milliers de dollars de couches, de jouets, de nourriture et de matériel divers à chaque année.

Si la politique des places à 5 \$ a permis de résoudre le problème financier d'accessibilité aux services de garde (les parents ont maintenant les moyens de faire garder leurs enfants), elle ne règle pourtant pas tous les défis financiers liés au développement des CPE. Les anciennes garderies sans but lucratif, pour devenir CPE, ont dû procéder à l'acquisition d'importantes immobilisations. Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), créé en 1997 à l'initiative du Chantier de l'économie sociale, contribue financièrement au développement de CPE. Un des premiers

investissements du RISQ a été de prêter 50 000 \$ à la garderie *Le Carrefour*, située dans le Centre-Sud de Montréal, pour qu'elle puisse effectuer les rénovations nécessaires à son développement comme CPE. Plus récemment, le RISQ a investi dans le démarrage de deux CPE, soit *La découverte* à St-Eustache et *La Planète à Mars* au Saguenay. Les interventions financières du RISQ, assorties de conditions facilitantes de remboursement, supportent généralement la mise de fonds des promoteurs et contribuent ainsi à l'obtention de d'autres types de supports financiers garantis par Investissement Québec et accordés par les institutions financières traditionnelles (marge de crédit, hypothèque, prêt à terme, etc.).

### Troisième défi: conjuguer démocratie et développement rapide du réseau

Les CPE auront fort à faire pour assumer les responsabilités nombreuses qui leur incombent telles que:

- Assurer la formation des parents qui siègent sur le conseil d'administration quant aux nouveaux enjeux et développer des outils pour faciliter la participation des parents aux diverses activités des CPE;
- Gérer les problèmes de croissance rapide du réseau au cours des cinq prochaines années (rôle d'employeur, qualification du personnel, diversification des services de garde);
- Développer et organiser de nouveaux services pour répondre aux besoins de garde non satisfaits (halte-garderie, garde estivale, de soir, de nuit ou de fin de semaine, etc);
- Organiser divers services de soutien parental, tels que services d'aide et de conseil en concertation avec les organismes du milieu;
- Organiser la formation du personnel;
- Mettre en place un guichet unique des services à la petite enfance dans un même territoire.

1 Ce projet expérimental de centre de la petite enfance avait été proposé par *Concertation inter-régionale des garderies du Québec (CIRGQ)* et porté par le Groupe de travail sur l'économie sociale lors du Sommet de l'économie et de l'emploi.



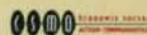
#### Du nouveau dans les programmes universitaires

- L'École des Sciences de la gestion de l'UQAM offre un nouveau MBA spécialisé en entreprises collectives qui s'adresse aux administrateurs et gestionnaires des entreprises collectives de l'économie sociale et de l'action communautaire.  
Info: Christiane Violette, (514) 987-3000 poste 7704.
- L'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia offre un nouveau diplôme de 2<sup>e</sup> cycle en développement économique communautaire, dispensé en alternance anglais/français selon les années (2001 en français).  
Info: Michael Chervin, (514) 848-3965.
- Le département de Géographie de l'UQAM offre un nouveau diplôme d'études supérieures spécialisées en planification territoriale et développement local.  
Info: Sylvain Lefebvre, (514) 987-3000, poste 1716.

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des organisations suivantes:



**Le Chantier de l'économie sociale** est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



**Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC)**, organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat sur une base sectorielle. Le CSMO est financé par Emploi-Québec.



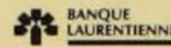
**Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)** est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

Les bureaux de ces trois organisations sont situés au Complexe Desjardins à Montréal. On peut les contacter aux numéros de téléphone suivants:

Chantier: (514) 281-2320  
CSMO: (514) 281-7359  
RISQ: (514) 281-2355

Ligne sans frais commune pour les trois organismes:  
1-888-251-3255

Ce cahier d'information sera publié six fois par année à 100000 exemplaires dans chaque édition du magazine *Recto Verso*. Les coûts d'achat de cet espace sont assumés par ces trois organisations et leurs commanditaires.



La Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec en association avec la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec)

Production de ce cahier: Lise Boisvert, Jacinthe McCabe, Marie-Hélène Méthé, Jean Robitaille, Suzanne Sauvé et Élise Tessier.

Graphisme: Denis Rioux.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce,  
partenaire des  
entreprises coopératives

Québec  
Industrie et  
Commerce

www.mic.gouv.qc.ca

« On commence à rembourser notre dette sociale »

Après les deux sommets consacrés à l'économie en 1996, le Sommet du Québec et de la jeunesse a clairement été un sommet dominé par les préoccupations sociales. « On commence à rembourser notre dette sociale », résumait Nancy Neamtan, présidente du Chantier de l'économie sociale, en conclusion du Sommet. Plus de 650 millions de dollars seront ainsi alloués au cours des trois prochaines années au développement social, à l'entrepreneuriat collectif et à la lutte à la pauvreté. Une bonne partie de ce montant ne faisait pas partie des plans budgétaires du Gouvernement à l'ouverture du Sommet, notamment les 160 millions au Fonds de lutte contre la pauvreté et les 250 millions à l'aide sociale investis sur trois ans.

De nouveaux outils structurants permettront aux jeunes de relever les défis de l'entrepreneuriat collectif. Les entreprises d'économie sociale dirigées par des jeunes pourront, suite à une étude d'impacts, profiter de l'adoption prochaine d'une politique d'achat gouvernemental qui favorisera l'achat par les administrations publiques de produits et services auprès d'entreprises d'économie sociale « jeunes ». Les Coopératives jeunesse de services, qui encouragent l'expérience de la coopération chez les ados, pourront également bénéficier d'un nouveau fonds destiné à leur développement.

L'atteinte d'un objectif qui vise à qualifier 100 % des jeunes tiendra compte de la formation générique et professionnelle acquise hors-institution. De nombreuses ressources communautaires (insertion, alpha, etc.) contribuent à la formation et à la qualification de jeunes pour qui l'école ne constitue plus une option.

BRÈVES

Un Carrefour Internet d'accompagnement de la formation en milieu de travail

Le CSMO-ÉSAC, en collaboration avec la Fédération québécoise des coopératives de travail et l'Inter-CDÉC de Montréal, travaille à la réalisation d'un outil visant à faciliter la gestion de la formation dans les milieux de travail coopératif et communautaire. Ce guide, qui sera disponible sur support informatique, s'adresse principalement aux responsables de la formation, aux gestionnaires,

aux comités de formation, etc. Il vise à répondre aux besoins de formation sous l'angle des personnes, des entreprises, des équipes de travail et de la vie associative. Le contenu du guide a déjà été complété et la phase d'expérimentation de l'outil informatique doit débiter au printemps.

Aide au soutien technique

En plus du soutien à la capitalisation, le RISQ intervient au niveau du soutien technique dont les promoteurs ont besoin afin de réaliser les études de marché, faisabilité ou pour effectuer un plan de développement

Le renouvellement du Fonds de lutte contre la pauvreté et la création d'un Fonds jeunesse seront aussi des outils précieux qui favoriseront l'insertion sociale et professionnelle. Les paramètres du nouveau Fonds de lutte devront être bientôt négociés afin de mieux répondre aux besoins des individus et organismes.

On doit également saluer les engagements gouvernementaux envers des citoyens-nes qui ne profitent malheureusement pas souvent de la croissance que le Québec connaît, notamment les décisions d'indexer les prestations de la Sécurité du revenu au coût de la vie et d'éliminer la pénalité imposée aux prestataires de l'aide sociale qui partagent un logement.

CONJUGUER L'URGENCE D'AGIR ET LA VISION D'AVENIR

Sommet de l'urgence d'agir, où ont été exposés les problèmes criants de la jeunesse québécoise, le Sommet du Québec et de la jeunesse a néanmoins ouvert la porte aux débats essentiels touchant la solidarité intergénérationnelle et le développement durable. L'adoption de mesures concrètes à court terme constitue une bonne nouvelle. Mais la restauration de la confiance des jeunes envers nos institutions démocratiques requiert également la poursuite de débats de société fondamentaux sur l'équité sociale et intergénérationnelle.

Au-delà des engagements financiers annoncés, ce Sommet aura principalement permis la révélation de jeunes leaders au discours et à la pratique articulés et solidaires.

# Petites nouvelles

Québec, Fondation du Maire de Montréal pour la Jeunesse, Regroupement Québécois des coopérateurs et coopératives de travail, Société d'aide au développement des collectivités d'Antoine-Labelle. Notez également que les bourses offertes par la Fondation du Maire de Montréal pour la Jeunesse sont maintenant accessibles aux entreprises d'économie sociale (OBNL et COOP)!

ou restructuration selon le cas. À cet effet le RISQ a conclu des ententes de partenariat avec différents organismes locaux et sectoriels et d'autres ententes sont présentement en vue. Pour avoir accès à cette aide technique vous pouvez dorénavant vous adresser aux partenaires suivants: Association communautaire d'emprunt de Montréal, Carrefour de relance de l'économie et de l'emploi du centre de

Texte et photos:  
Richard Bousquet

Aide domestique et économie sociale

# Remue-ménage

*Les entreprises seront-elles viables?*

LES PREMIÈRES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE  
EN AIDE DOMESTIQUE ET LE PROGRAMME GOUVERNEMENTAL QUI LES FINANCE  
ONT MAINTENANT TROIS ANS. LE TEMPS DES BILANS ET DES RENOUVELLEMENTS.



Lise Giroux, de Mobil'aide, chez  
Mme Hémond.

«**N**ous avons avisé nos clients par écrit lorsque nous avons voulu interrompre notre service entre Noël et le jour de l'An. Certaines personnes ont accroché notre avis au mur. C'était les seuls voeux qu'ils avaient reçus», raconte Suzanne Lefebvre, directrice générale de Mobil'Aide à Iberville en Montérégie, une des 102 entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD), créées dans la foulée du Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996. Un développement fulgurant, souvent initié par les organisateurs-rices communautaires des CLSC ou les coopératives d'usagers-ères déjà en place.

Au delà de l'entretien, l'aide domestique c'est aussi un contact privilégié avec des gens, une incursion dans leur intimité. «Nos préposées sont des professionnelles de l'entretien et non des femmes de ménage. Ça demande de l'endurance physique mais aussi du jugement, de l'organisation et de la discipline», précise Suzanne Lefebvre. «Mobil'Aide, c'est beaucoup pour moi, ça me permet de garder mon logement», explique Mme Hémond, la doyenne des clientes de l'entreprise, à 98 ans, chez qui Lise Giroux se rend faire l'entretien à toutes les semaines.

Le Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec (REESADQ) encourage ses membres à respecter le consensus établi avec le milieu syndical et les institutions de la santé et des services sociaux. Ce consensus demande de ne pas s'introduire dans

le champ des services dispensés par le secteur public. Le Regroupement compte dans ses rangs 61 organismes à but non lucratif et une douzaine de coopératives. Six de ces coopératives font également partie de la Fédération des coopératives de services à domicile du Québec (FCSADQ). Elle regroupe 35 coops partageant, selon Marie Gagnon, directrice générale de la Fédération, une mentalité plus «entrepreneuriale», centrée davantage sur le besoin et les volontés du-de la client-e. «On n'est pas sur la même planète», commente-t-elle. Son point de vue est confirmé par ses vis-à-vis, les représentants-es du Regroupement!

## À QUEL TARIF HORAIRE?

Le gouvernement québécois a injecté environ 90 millions \$ au cours des trois premières années dans son programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique (PEFSAD). Il défraie un montant variant entre 4 \$ et 10 \$, selon les revenus du-de la client-e, et le bénéficiaire du service comble la différence jusqu'à concurrence d'un tarif horaire généralement établi à 14 \$. Ainsi, les personnes âgées au revenu minimum paient 4,80 \$, montant que le REESADQ voudrait voir ramené à 4 \$.





Suzanne Lefebvre, directrice générale de Mobil'aide.

Ce tarif horaire, qui devait permettre aux entreprises de viser l'autofinancement au bout de trois ans, ne fait toutefois pas l'unanimité. «Le ministère des Finances a encore rappelé aux gens du REESADQ qu'ils peuvent le fixer au montant qu'ils veulent», soutient Marie Gagnon. Le ministère a rencontré les deux organisations en janvier dernier: «Il s'agit d'abord d'avoir une saine gestion et une utilisation optimale des ressources», ajoute-t-elle. Marc Corbeil, analyste au Regroupement, réplique qu'il a été clairement démontré avant le démarrage des entreprises qu'une contribution supérieure de l'usager-ère inciterait les ménages actifs à rechercher l'emploi d'une femme de ménage au noir et rendrait le service inaccessible aux plus démunis, alors qu'un tarif inférieur ne permettrait

pas d'accorder des conditions minimales acceptables aux employés-es.

Lison Bédard dirige Plumeau, chiffon et compagnie qui dessert le Plateau Mont-Royal et le Centre-Sud de Montréal, depuis l'automne 1997: «Ça va prendre cinq ou six ans et non trois, avec du financement vraiment dédié au développement pas à l'insertion, et un montage financier de 16\$ l'heure.» Lors de la rencontre avec le ministère des Finances, le REESADQ a réclamé une hausse de la contribution minimale du gouvernement de 2 \$ et la FCSADQ de 1 \$.

Pour compléter leur budget, les entreprises font, en effet, appel à leur Centre local de développement

«On n'est pas sur la même planète», commente Marie Gagnon, de la Fédération des coops. Son point de vue est confirmé par ses vis-à-vis, les représentants-es du Regroupement!

## Si la variété vous intéresse

Les entreprises d'économie sociale en aide domestique ont embauché jusqu'à maintenant près de 3 000 personnes, le deuxième secteur d'économie sociale en importance après les garderies. En majorité des femmes, elles font de l'entretien ménager léger et lourd et, parfois, la préparation de repas sans diète, l'entretien des vêtements, des courses, l'enlèvement des feuilles à l'automne et de la neige en hiver. Les tâches varient selon le consensus régional, plus restrictif à Montréal et plus libéral en région. Les employés-es gagnent entre 7,25 \$ et 8,90 \$. La moitié d'entre eux-elles travaillent à temps partiel, en raison du sous-financement des entreprises incapables de toutes les rémunérer à temps plein, de la concentration des heures réclamées par les clients-es et de l'étendue de certains territoires.

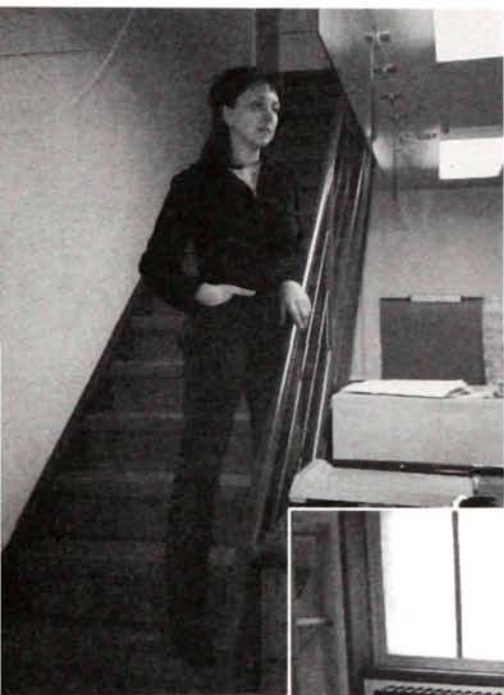
Plus d'un million d'heures de services à domicile dispensées en 1998-1999, auprès de 26 000 clients-es,

des personnes âgées et des personnes démunies référées par le CLSC dans la majorité des cas, mais aussi des ménages actifs: des gens en emploi qui se paient des heures d'entretien. L'augmentation des heures facturées devrait atteindre près de 250 % en 1999-2000 et le nombre d'emplois pourrait doubler d'ici 2001.

Assurée à Montréal par la Régie de la santé et des services sociaux et la Commission scolaire de Montréal, ailleurs, la formation des employés-es est généralement sous la responsabilité des entreprises elles-mêmes. Le défi, selon Gaétan Beaudet, directeur général du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire, est d'établir avec les entreprises des normes professionnelles et de faire reconnaître cette formation par l'État, d'ici un an ou deux. Cette reconnaissance permettrait une plus grande mobilité des personnes et une valorisation de leur métier.

et aux subventions salariales d'Emploi-Québec et du Fonds de lutte à la pauvreté. Les conditions des programmes en employabilité sont, de plus, une des principales embûches au recrutement, selon René Godin, président du REESADQ. Lison Bédard se fait incisive: «Le taux de roulement du personnel freine la progression de notre offre de service. Pour le diminuer, je dois trouver des candidats plus compétents tout en m'assurant qu'ils sont éligibles au Fonds de lutte, c'est contradictoire.»

«Si je dirigeais une entreprise privée, je concentrerais mes activités à Saint-Jean et Iberville et je n'offrirais pas le service aux gens des coins



Lison Bédard, directrice de Plumeau, chiffon et compagnie.



moins peuplés», explique Suzanne Lefebvre. Ainsi, la viabilité financière pourrait être atteinte plus rapidement ou sans cette augmentation, mais ça se ferait au détriment des valeurs de l'économie sociale, des conditions des travailleurs-ses et du service aux clients-es les plus démunis-es ou éloignés-es. Par exemple, les problèmes de rentabilité du transport sont encore plus criants en région éloignée. Seules les entreprises ayant plus de 25 % de leur clientèle en milieu rural reçoivent actuellement un supplément de 2 \$ l'heure. Les deux organismes réclament l'abolition de cette restriction et une reconnaissance plus élargie du territoire rural.

#### «L'URBANITÉ INTENSE»

«Nos clients les plus démunis référés par la travailleuse sociale du CLSC annulent souvent le rendez-vous à la dernière minute parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer le 4 \$ l'heure qu'on leur réclame», renchérit Lison Bédard. Cette dernière doit également composer avec une clientèle pas très

riche habitant de petits logements, donc commandant peu d'heures de service à la fois, rentabilisant d'autant moins les frais d'administration et de transport. Ce qu'elle appelle les problèmes spécifiques à «l'urbanité intense». Des fonds d'aide aux personnes démunies ont été mis en place par les régies régionales de la santé ou les CLSC dans le Bas-Saint-Laurent, à Laval et à Québec. «On est un peu les dindons de la farce», avance toutefois Martine Bélanger, coordonnatrice des soins à domicile du CLSC Basse-Ville-Limoilou.

Les gens avec revenus n'ayant droit qu'aux 4 \$ de base du financement gouvernemental seraient toutefois plus faciles à recruter à Montréal qu'en banlieue, en raison du faible écart de tarif avec celui du travail au noir. Ils composent 25 % de la clientèle et commandent 40 % des heures de service de Plumeau, chiffon et compagnie alors qu'ils ne comptent que pour 10 % ou moins de la clientèle de Mobil'Aide, de la Coop Aide Rive-Sud ou des coops de service Amicale et Avantage à Québec, ces dernières desservant très majoritairement des personnes âgées.

À Mobil'Aide, plusieurs employées sont des anciennes femmes de ménage au noir qui ont trouvé les conditions suffisantes pour reprendre le chemin du travail déclaré et amener des clients-es avec elles. Le recrutement n'est pas un problème majeur. La situation est différente pour Plumeau, chiffon et compagnie où le manque de personnel freine le développement de l'entreprise et où le taux de roulement est supérieur à 80 % dans les trois premiers mois de l'embauche. «À Montréal, l'entretien ménager au noir rapporte plus que le salaire qu'on offre», commente Lison Bédard. En Outaouais, la situation est inversée: le coût du travail au noir est très bas, c'est la clientèle qui ne veut pas blanchir cette dépense.

#### LE CHOIX DE LA GARDIENNE...

Le gardiennage et l'hygiène corporelle sont d'autres pommes de discorde entre la Fédération et le Regroupement. L'enjeu financier est important mais le terrain est miné, selon Jacques Fournier, administrateur de la Coop Aide Rive-Sud et organisateur communautaire au CLSC Longueuil-Ouest. Ces services sont actuellement financés par des allocations directes de 7,71 \$ à 9,48 \$ l'heure versées par les CLSC directement aux clients-es. Ces derniers-ères choisissent leur «gardien-ne» qui doit accepter un chèque emploi-service administré par le Service de paie des caisses Desjardins, moyen-

nant 2 \$ par transaction. Ce-cette gardien-ne manque souvent de formation et travaille à un taux horaire inférieur à celui des employés-es des EESAD.

Faire passer le gardiennage des enveloppes d'allocations directes des CLSC au PEFSAD améliorerait les conditions de ces «gardiens-nes» et celles des entreprises d'économie sociale, ouvrirait le service à tous et toutes, mais aurait pour conséquence de créer un ticket modérateur de 4 \$ à 10 \$ pour ceux et celles qui disposent du service gratuitement. La FCSADQ réclame l'introduction du financement du gardiennage dans le PEFSAD. Le gouvernement reconnaît l'ampleur des besoins. Ça triplerait les coûts du programme, estime-t-on, et il n'en serait pas question, semble-t-il!

«Le budget des allocations directes a globalement augmenté mais individuellement les gens ont moins de service», reconnaît Martine Bélanger. La progression du nombre de personnes âgées et du maintien à domicile a tôt fait de rendre ces budgets insuffisants. En Beauce-Appalaches, les CLSC encourageraient la pratique du gardiennage finan-

Dans les bureaux de Plumeau, chiffon et compagnie...



cée par le PEFSAD et le gouvernement fermerait les yeux sur cet accroc à la règle, selon Jean-Yves Bernard, directeur du REESADQ.

«Notre priorité c'est de défendre les intérêts des usagers. Quand le CLSC cogne à notre porte en désespoir de cause, on y va faire du gardiennage. C'est une question humanitaire», explique Marie Gagnon. «La Fédé des coops, contrairement au REESADQ, ne respecte rien. Elle se comporte en entreprise privée et spéculé sur le désengagement des CLSC. Il faut s'opposer au fait que les familles paient pour le gardiennage de leurs personnes âgées et investir dans les services publics à domicile», soutient François Lamarche, du service de recherche de la CSN, sans préciser, toutefois, ce qu'il faut faire en attendant. ☐

**Le ministère de l'Industrie et du Commerce contribue au développement de l'économie sociale au Québec**

**Québec**  
Industrie et Commerce

[www.mic.gouv.qc.ca](http://www.mic.gouv.qc.ca)

**NOUVELLE ÉDITION**

600 000 exemplaires vendus

5<sup>e</sup> édition

**29,95\$**

Québec



**Un guide linguistique**

enrichi de nouveaux sujets, pour le travail, les études et la vie courante.

**À la fine pointe**

de l'actualité langagière et des modes de communications modernes : courriel, documents Web, etc.

**EN PRIME Cédérom**



contenant de nombreux modèles de lettres, de cartes professionnelles, de certificats, de formulaires, etc., dont certains sont utilisables avec Microsoft Word.

**Vente et renseignements:** Les Publications du Québec

Chez votre libraire

Téléphone: (418) 643-5150

Télécopieur: (418) 643-6177  
1 800 561-3479

**1 800 463-2100**

<http://doc.gouv.qc.ca>

## LES COOPÉRATIVES, UNE PRÉSENCE DYNAMIQUE EN ÉCONOMIE SOCIALE

### Collaboration

Daniel Thouin

Agent de développement

Ministère de l'Industrie et du Commerce

L'engouement pour les coopératives de solidarité ne tarit pas depuis le lancement de ce concept au Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996. Depuis juin 1997, plus de 80 coopératives de solidarité ont ainsi été constituées.

### Nouveaux besoins, nouvelle formule

Au cours de la dernière décennie, de nouveaux besoins dans les domaines des services aux personnes, du travail adapté, du développement durable, du recyclage, du développement et du maintien des communautés locales, ont favorisé la venue de la coopérative de solidarité. Parmi les 45 coopératives oeuvrant dans les services à domicile, la majorité a adopté la formule de la coopérative de solidarité. Les coopératives de services à domicile, rappelons-le, occupent environ 50 % du marché de l'aide domestique. Ces entreprises connaissent une croissance très rapide.

### Les principales caractéristiques

La coopérative de solidarité relève de la *Loi sur les coopératives du Québec* et possède de toutes les caractéristiques d'une coopérative. Ce qui la distingue principalement, c'est sa capacité à recruter plusieurs catégories de membres pour réaliser un même projet d'intérêt général. Cependant, ce type de coopérative a d'autres caractéristiques propres.

- Elle sera obligatoirement constituée, au départ, de travailleurs et d'utilisateurs. Ces membres sont en relation d'affaires avec l'entreprise, comme salariés, acheteurs de services, fournisseurs de matières premières, consommateurs, etc.
- Chaque catégorie de membres forme un groupe et doit être représenté au conseil d'administration.
- Les parts de qualification peuvent varier pour chaque catégorie de membres.
- Les membres de soutien ne peuvent détenir plus du tiers des postes au conseil d'administration.

- Des ristournes peuvent être attribuées aux membres travailleurs et aux membres utilisateurs uniquement.
- Le nom « coopérative de solidarité » est réservé aux entreprises qui ont ces caractéristiques.

La coopérative de solidarité s'adresse donc tout particulièrement aux promoteurs qui veulent réaliser des projets à caractère collectif ou davantage orientés vers la communauté. Ces entreprises seront particulièrement mises à contribution dans des projets d'intégration, de maintien à domicile, d'aide personnalisée, de garderie, d'éducation ou de recyclage.

La coopérative de solidarité s'inscrit clairement dans le concept général de l'économie sociale. En effet, cette entreprise démocratique, au service de ses membres et de la collectivité, est un exemple évident de prise en charge par les forces vives d'un milieu.

## PROGRAMME DE SOUTIEN AUX REGROUPEMENTS SECTORIELS EN ÉCONOMIE SOCIALE

Lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, tenu en octobre 1996, les partenaires ont fait consensus sur la nécessité d'accroître les mesures de soutien à l'entrepreneuriat collectif. Il a également été proposé de créer des mesures favorisant la mise en réseau des entreprises d'économie sociale.

Un Programme a donc été lancé récemment à cet effet. Il est doté d'une somme de 3 000 000 \$ pour une période de trois ans, soit de 1999-2000 à 2001-2002.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) assumera la gestion de ce programme, en raison de son expertise en matière de réseautage, de soutien aux regroupements sectoriels et de développement d'outils de gestion.

### 1. Objectifs du Programme

Le Programme vise à soutenir la mise en place d'activités structurantes qui auront un impact significatif sur le développement des entreprises d'économie sociale. Les secteurs prioritaires par le programme sont les suivants :

- les services à domicile;
- les services à la petite enfance;
- les services en périnatalité;

- le domaine de l'environnement;
- le domaine récréotouristique;
- la culture.

### 2. Clientèle admissible

Les regroupements d'entreprises de l'économie sociale incorporés en vertu de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies* et les regroupements d'entreprises de l'économie sociale incorporés en vertu de la *Loi sur les coopératives* sont admissibles à ce programme.

Dans certains cas, une aide financière pourra également être accordée pour la réalisation d'études de faisabilité ou pour financer des travaux dans des secteurs où il n'existe pas de regroupement officiel.

### 3. Projets ou activités admissibles

L'aide financière de ce programme peut être attribuée pour des projets portant entre autres, sur :

- le développement d'outils de mise en réseau;
- le développement de marchés;
- la veille sectorielle;
- le développement de regroupements d'achats;
- l'amélioration de l'expertise des gestionnaires.

### 4. Aide financière

L'aide financière accordée est une subvention non remboursable. Cette subvention représente une contribution pouvant atteindre 80 % des dépenses admissibles du projet. L'aide maximale accordée sera de 150 000 \$ par an par regroupement et de 100 000 \$ par projet.

### 5. À qui s'adresser

Pour obtenir de l'information supplémentaire, veuillez vous adresser à :

Luc Casey

Direction des coopératives

Ministère de l'Industrie et du Commerce  
380, rue Saint-Antoine Ouest, 4<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2Y 3X7

Téléphone : (514) 499-2199, poste 5304

Télécopieur : (514) 873-0776

Courriel : [luc.casey@mic.gouv.qc.ca](mailto:luc.casey@mic.gouv.qc.ca)

**Québec**   
**Industrie et  
Commerce**

# POUR UNE MEILLEURE GESTION

## LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE VOUS OFFRE UNE FORMATION EN ÉCONOMIE SOCIALE

**D**ans le but de répondre à des besoins de formation en gestion exprimés par des dirigeantes et dirigeants d'entreprises d'économie sociale (coopératives et organismes à but non lucratif),<sup>1</sup> le ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) a conçu sept guides de gestion adaptés aux réalités de ces entreprises. Ces documents visent à favoriser le virage entrepreneurial et à améliorer la gestion de ces entreprises.

Les guides, d'abord conçus comme outils d'apprentissage autonome, font maintenant partie d'un programme de formation d'une durée totale de quatre jours, soit deux blocs de formation de deux jours chacun. Cette formation sera dispensée dès le printemps 2000.

### *La clientèle*

Toutes les dirigeantes et tous les dirigeants d'entreprises d'économie sociale peuvent s'inscrire au programme de formation en gestion dédié aux entreprises d'économie sociale.

De même, toutes les entreprises à but non lucratif désirant prendre le virage entrepreneurial pourront bénéficier de cette formation.

### *Les thèmes*

Une démarche auprès des dirigeants a permis de définir leurs besoins et de déterminer les thèmes. Ainsi, les thèmes suivants ont été définis :

- les stratégies de communication;
- la gestion du temps;
- le partage de la vision;
- la gestion des ressources humaines;
- assumer son rôle de leader;
- le développement du marché;
- l'art de négocier.

### *La formation*

La formation vise deux buts : transmettre des connaissances propres à chaque thème et favoriser une prise de conscience des mécanismes du comportement humain aptes à faciliter le virage entrepreneurial. Tous les guides sont des documents complets par eux-mêmes, mais la formation a pour effet de les mettre en rapport les uns avec les autres. Cela produit une synthèse des principales habiletés de gestion et des attitudes propres au virage entrepreneurial.

Le programme s'appuie sur trois dimensions humaines de l'entreprise, soit la personne, l'équipe et la société.

### *Coordonnées des sessions de formation*

Les sessions peuvent comprendre de 15 à 20 participants. L'organisateur de la formation qui désire constituer un ou des groupes peut obtenir des renseignements nécessaires auprès de :

Gaston Drolet

Direction de la gestion d'entreprises  
Ministère de l'Industrie  
et du Commerce (MIC)  
710, place D'Youville, 7<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4Y4

Tél. : (418) 691-5698, poste 4866

Télec. : (418) 644-7219

Courriel : [Gaston.Drolet@mic.gouv.qc.ca](mailto:Gaston.Drolet@mic.gouv.qc.ca)

[www.mic.gouv.qc.ca](http://www.mic.gouv.qc.ca)

<sup>1</sup> Définition québécoise de l'économie sociale dans *Conjuger l'économie et le social*, document d'information à l'intention des centres locaux de développement, p.12 et définition gouvernementale de l'économie sociale, ministère du Conseil exécutif du Québec, 1999.



FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS  
FRANCOPHONES ET ACADIENNE  
du Canada  
1975-2000

# DIALOGUE : PARLONS-NOUS !

Lancé par la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, *Dialogue* est un projet qui vise à promouvoir les communautés francophones et acadiennes et à créer des liens entre ces dernières et les diverses composantes de la société canadienne, notamment les francophones du Québec, les anglophones, les groupes ethnoculturels et les peuples autochtones.

Voici un extrait du discours du président de la FCFA du Canada, monsieur Gino LeBlanc, à l'occasion du lancement officiel de *Dialogue*, qui avait lieu le vendredi 11 février dernier à Ottawa.



Gino LeBlanc,  
président de la  
FCFA du Canada  
et du groupe de  
travail *Dialogue*.

L'essayiste et romancier canadien John Ralston Saul affirmait en septembre 1999, alors qu'il prenait la parole devant des artisans du théâtre franco-ontarien, que « la force d'une société, c'est la richesse de ses minorités ».

C'est dans cet esprit que nous lançons le projet *Dialogue*. Cette initiative originale et inclusive, d'envergure nationale, nous permettra de jeter un regard sur la vitalité des communautés francophones et acadiennes du Canada afin que nous puissions mieux refléter le dynamisme et la modernité qui les caractérisent. *Dialogue* représente aussi une excellente occasion de renforcer les relations entre nos communautés et les autres composantes de la société canadienne, notamment les francophones du Québec, les anglophones, les groupes ethnoculturels et les autochtones.

## L'origine de Dialogue

Il y a déjà trois ans que nous travaillons au développement de ce projet. La FCFA avait alors ressenti le besoin de renouveler son discours afin que celui-ci reflète davantage les réalisations de même que les défis courants et à venir des communautés francophones et acadiennes. Puis, nos associations membres ont indiqué qu'elles voulaient profiter de l'arrivée du nouveau millénaire pour se pencher collectivement sur les nouvelles avenues de développement qui s'ouvrent à nos communautés.

C'est dans ce contexte que nous avons embauché des consultants qui ont rencontré pour nous, en 1998, environ deux cents personnalités de toutes les régions du pays, issues de tous les groupes cibles visés par le

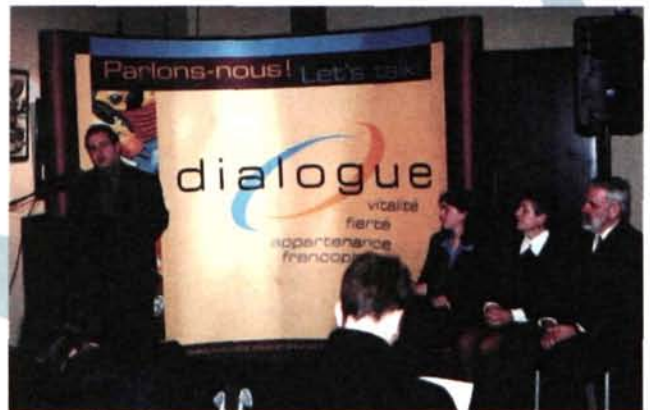
projet *Dialogue*. Nous voulions mesurer leur perception de la FCFA et des communautés francophones et acadiennes. Ce qu'on nous a dit, en bout de ligne, c'est que nous étions méconnus par les autres composantes de la société canadienne.

*Dialogue* a pour but de remédier à cette situation. Le moment est venu pour nous de témoigner publiquement de la maturité remarquable que nos communautés ont acquise au cours des trente dernières années. Nous avons choisi de partager nos réalisations et nos aspirations avec nos concitoyennes et nos concitoyens canadiens. Nous profiterons aussi des prochains mois pour recueillir leurs points de vue quant à l'avenir de nos collectivités. Nous espérons ainsi stimuler la création de nouveaux partenariats qui pourraient accroître notre engagement dans toutes les sphères d'activité de la société canadienne.

## Des publications à l'appui

Pour faciliter cette réflexion, nous avons produit une série de documents qui seront disponibles sur papier et sur le site Web du projet *Dialogue*. Notre intention est d'assurer une vaste diffusion à ces ouvrages qui seront disponibles en français et en anglais.

Il y a tout d'abord *L'outil de discussion* qui décrit les défis que doivent relever les communautés francophones et acadiennes dans quinze secteurs d'activité bien précis tels que la santé, les communications, l'éducation, le développement économique ainsi que nos relations avec les groupes cibles de *Dialogue*.



Le lancement officiel de Dialogue a eu lieu le 11 février dernier devant la presse et les présidences des associations membres de la FCFA du Canada. On aperçoit sur la photo, dans l'ordre habituel, le président de la FCFA et du groupe de travail Dialogue, Gino LeBlanc, Isabelle Chiasson (Nouveau-Brunswick), Mariette Carrier-Frazier (Ontario) et Marc C. Armal (Alberta).

Ces quatre pages sont produites par des organisations de la francophonie hors Québec, grâce à la collaboration du :



Gouvernement du Québec  
Ministère du Conseil exécutif  
Secrétariat aux affaires  
intergouvernementales canadiennes



FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS  
FRANCOPHONES ET ACADIENNE  
du Canada  
1975-2000

Nous en avons aussi profité pour mettre à jour le profil démographique et socio-économique de nos communautés. Nous publierons d'ici peu un profil national de la francophonie canadienne en situation minoritaire qui sera accompagné d'une description de la population francophone de chaque province et de chaque territoire.

Grâce à ces documents, il sera facile pour quiconque de se familiariser rapidement avec nos communautés et de participer à *Dialogue*.

#### Une tournée pancanadienne

Qui dit dialogue dit aussi contact, discussion et échange d'information. Nous nous rendrons donc dans chaque province et territoire pour rencontrer la population francophone locale, de même que des représentantes et des représentants des autres composantes de la société canadienne. Pour ce faire, nous avons mis sur pied un groupe de travail que j'ai le privilège de présider. Il est composé de trois membres permanents, soit d'Isabelle Chiasson du Nouveau-Brunswick, de Mariette Carrier-Fraser de l'Ontario et de Marc Arnal de l'Alberta.

Isabelle Chiasson possède une vaste expérience dans le domaine de la jeunesse francophone, tant au niveau local qu'international. Mariette Carrier-Fraser est bien connue pour son engagement et son travail dans le domaine de l'éducation de langue française en Ontario. Pour sa part, Marc Arnal est actif dans la francophonie canadienne depuis de nombreuses années, notamment dans le milieu associatif et au niveau gouvernemental. Aussi, les présidentes et les présidents de nos associations membres provinciales et territoriales se joindront successivement au groupe de travail lorsque nous nous présenterons dans leurs communautés.

Nous passerons en moyenne deux jours dans chaque province et territoire. Nous en profiterons pour rencontrer les médias locaux, pour avoir des entretiens privés avec nos groupes cibles, pour rencontrer les politiciennes et les politiciens locaux, tant municipaux que provinciaux, et pour tenir un forum de discussion où nous pourrons échanger ouvertement entre nous et avec nos compatriotes canadiens. Nos premières destinations sont les Territoires du Nord-Ouest (25 au 27 février), le Nunavut (3 au 5 mars) et le Québec (16 au 19 mars) et nous terminerons notre tournée canadienne au Nouveau-Brunswick au mois de juin.

Nous profiterons de l'été pour compiler et analyser tous les commentaires et toutes les suggestions que nous aurons reçus pendant nos rencontres et par l'entremise de notre site Web. Ensuite, nous rendrons compte de notre analyse lors d'un grand rassemblement qui aura lieu à Ottawa les 27 et 28 octobre prochain, en présence de représentantes et de représentants de nos communautés et de personnes qui auront pris part à *Dialogue* pendant notre tournée nationale. Les échanges et les discussions qui auront lieu cette fin de semaine-là permettront à la FCFA de se doter d'un Plan d'action qui sera rendu public au début de 2001.

## ITINÉRAIRE PROVISOIRE DU GROUPE DE TRAVAIL DE DIALOGUE

Territoires du Nord-Ouest (Yellowknife)	25 au 27 février
Nunavut (Iqaluit)	3 au 5 mars
Québec (Québec)	16 au 19 mars
Ontario (Ottawa-Toronto)	11 au 13 avril
Saskatchewan (Regina-Saskatoon)	14 et 15 avril
Manitoba (Saint-Boniface)	25 au 27 avril
Alberta (à confirmer)	28 au 30 avril
Yukon (Whitehorse)	9 et 10 mai
Colombie-Britannique (Vancouver-Victoria)	11 au 13 mai
Nouvelle-Écosse (Halifax)	25 et 26 mai
Terre-Neuve et Labrador (St-John's)	29 et 30 mai
Île-du-Prince-Édouard (à confirmer)	31 mai au 2 juin
Nouveau-Brunswick (à confirmer)	5 au 7 juin

visitez le site interactif de dialogue  
[www.dialogue-fcfa.com](http://www.dialogue-fcfa.com)

#### Une invitation à tous et à toutes

Comme vous le voyez, *Dialogue* est un projet ambitieux. Mais nous sommes convaincus qu'il représente une étape importante dans le développement des communautés francophones et acadiennes. Nous tendons la main aux francophones du Québec, aux anglophones, aux autochtones et aux communautés ethnoculturelles. Nous les invitons à venir nous rencontrer et à échanger avec nous. Nous espérons qu'une fois que ces gens auront appris à mieux nous connaître, nous pourrions compter sur de nouveaux alliés dans nos efforts pour assurer notre place, en français, au sein de nos communautés et de notre pays.

Le moment est venu d'ouvrir le débat sur l'avenir de la francophonie canadienne en milieu minoritaire. Nous voulons éviter de nous enfermer dans des concepts préétablis de ce qui est vrai et de ce qui est faux, dans des concepts qui ne servent qu'à esquiver la discussion. Pour nous, il est clair que notre ouverture vers les autres est un gage de nouvelles possibilités.

#### FCFA du Canada

450, rue Rideau, bureau 300  
Ottawa (Ontario) K1N 5Z4  
Tél. : (613) 241-7600  
Télec. (613) 241-6046  
Courriel :  
[fcfa@fcfa.franco.ca](mailto:fcfa@fcfa.franco.ca)  
Site Internet :  
[www.franco.ca/fcfa/](http://www.franco.ca/fcfa/)



FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS  
FRANCOPHONES ET ACADIENNE  
du Canada  
1975-2000



Association canadienne-française  
de l'Ontario

# FORUM SUR LES COMMUNICATIONS EN ONTARIO FRANÇAIS

Les 18 et 19 février, l'ACFO, en collaboration avec les principaux intervenants du monde des médias en Ontario français, organisait un Forum portant sur les communications en Ontario français dans les buts suivants :

1. Établir les constats dans ce domaine en Ontario français;
2. Clarifier les enjeux de toute déficience dans les domaines de la télévision, de la radio, de l'utilisation de l'internet et de la presse écrite en langue française;
3. Dégager des orientations de développement dans ce domaine;
4. Créer des liens accrus entre les partenaires du forum et aussi avec les médias du Québec;
5. Encourager le maillage et l'établissement de partenariats entre les participants du forum.

## Constats préliminaires

Plusieurs de nos médias vivent des restrictions budgétaires difficiles. On retrouve plusieurs régions ontariennes qui ont peu d'accès à des médias francophones. La plupart des médias francophones ont de maigres moyens et ont de la difficulté à bien remplir leur mandat. Il existe un besoin de formation et de perfectionnement continu chez les journalistes et les artisans de l'information. L'arrivée de nouveaux canaux de télévision, de médias virtuels et de l'inforoute oblige une réflexion sur la place du français dans ces domaines. Le pourcentage du contenu francophone canadien sur internet est beaucoup inférieur à la masse démographique de la francophonie canadienne.

## Partenaires de la table de concertation:

Les organismes suivants ont participé aux discussions et se sont engagés à poursuivre une collaboration en recherche, développement et planification stratégique :

1. TFO, la chaîne française de TVOntario;
2. Radio-Canada, Télévision et Radio : régions de l'Ontario;
3. APF- l'Association de la presse francophone;
4. MICRO – le Mouvement des intervenant.e.s en communication Radio de l'Ontario;
5. ARC du Canada – L'Alliance des radios communautaires du Canada;
6. Le journal Le Droit;
7. La Cité collégiale et l'ACFO.

La table de concertation poursuivra donc son travail dans les domaines suivants :

1. Une compilation des données sur les succès obtenus par les partenaires.
2. La promotion des projets de développement en cours.
3. La rédaction d'un rapport qui étouffe le constat, les enjeux et les stratégies de collaboration et de partenariats.
4. La concertation des partenaires dans l'utilisation de l'inforoute et du commerce électronique.

## Le rôle vital des médias francophones en Ontario

La vitalité de la communauté franco-ontarienne dépend de ses institutions, ses organismes et ses infrastructures médiatiques et culturelles. Un premier rôle de l'ACFO est de promouvoir la francophonie ontarienne dans toute sa diversité. Une promotion des infrastructures médiatiques de langue française et de leur développement est donc une promotion de notre langue, de notre culture et de notre bien-être économique.

Selon la vision de l'ACFO, les médias jouent un rôle clé dans la plupart des activités de représentation et de mobilisation. Sans la présence des gens de la presse et des infrastructures de communication francophones en Ontario, il serait impossible pour l'ACFO de jouer son rôle de représentation politique.

L'ACFO doit donc jouer un rôle d'appui et de promotion de nos médias francophones sous toutes ses formes. Tous nos médias de la presse écrite et électronique jouent un rôle essentiel dans notre épanouissement collectif. Ces derniers assurent notre espace vital en Ontario français.

**C'est grâce à une subvention de 25 000 \$ du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec, que l'ACFO a pu organiser ce Forum en collaboration avec ses partenaires.**



Association canadienne-française  
de l'Ontario

Osez prendre du temps...



Les petits frères  
des Pauvres  
ont besoin de  
vous... dans  
leur mission  
d'amour  
auprès de leurs  
Vieux Amis.



Contactez les petits frères des Pauvres.

Région de Montréal  
Michelle Pelletier  
(514) 527-8653

Région de Sherbrooke  
Diane Breton  
(819) 821-4411

Région de Québec  
Chantal Robitaille  
(418) 683-5533

Plus de **1 100** points  
de dépôt  
à travers le Québec  
et le Canada francophone  
pour vous procurer  
votre exemplaire  
**gratuit**  
de

**recto  
VERSO**



Vous êtes intéressés à devenir un point  
de dépôt pour le magazine *Recto Verso*?  
Nous vous fournirons un présentoir et  
50 exemplaires à chacune de nos parutions.  
Pour plus d'information n'hésitez pas  
à communiquer avec Edith Tessier,  
(514) 523-5998, poste 24.

Nous sommes déjà plus de 123 865 Québécoises et Québécois à vouloir


## Une loi-cadre sur l'élimination de la pauvreté

**Il s'agit maintenant de convaincre le gouvernement d'en faire une priorité!**

**Voulez-vous y contribuer ? Vous pouvez :**

1. signer la pétition vous aussi et la faire signer,
2. porter l'épinglette,
3. obtenir l'appui écrit d'un organisme à l'idée d'une telle loi,
4. participer après le 9 décembre 1999 aux sessions parlementaires populaires qui étudieront une proposition de texte pour cette loi.

Pour plus d'information :

 Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté

C.P. 1352 Terminus, Québec (Québec), G1K 7E5

Téléphone : 418-525-0040 Télécopieur : 418-525-0740

Courriel : [pauvrete@clic.net](mailto:pauvrete@clic.net)

Site Web : <http://www.clic.net/~pauvrete>

«Je suis une feuille à côté de l'arbre.

Après la loi, je serai dans l'arbre.»

Lucien, Drummondville



*“Quand une langue se fixe, c’est qu’elle meure.” Victor Hugo*

Quand on pense à des interventions publiques sur la langue, au Québec, on pense habituellement aux lois sur le statut ou l’affichage public. On pense rarement à l’utilisation de différentes normes et règles, et à des interventions autoritaires qui sont et qui ont été faites depuis un millénaire. Car la langue française a mille ans.

C’est une des plus normées au monde. Avec des normes parfois contradictoires, toujours arbitraires. Quel effet cela a-t-il sur la population? Sur ses sentiments, ses attitudes et le rapport qu’elle entretient avec sa langue? Plusieurs entretiennent avec la langue le même rapport qu’avec une religion... L’histoire de la langue est très mal connue, on a trop souvent tendance à penser que la langue tombe du ciel, ou est restée stable depuis 300 ans. Comment évolue la langue? Qui l’influence? Faut-il s’alerter d’une supposée dégradation de la langue au Québec? Existe-t-il une langue pure? Les essais de féminisation de titres et de textes sont-ils en perte de vitesse ou en recrudescence? La pire menace pour le français québécois, plutôt que l’anglais états-unien, vient peut-être de ses locuteurs et locutrices même!

## L’insécurité linguistique

### Une invention québécoise (qualité de langue)

Quand il est question de qualité de langue au Québec, c’est toujours négativement. La majorité des commentaires que reçoit Radio-Canada ne concernent ni les idées exprimées en ondes, ni l’intérêt de la programmation, ni le traitement de l’information. Ce sont des plaintes pour des «fautes de français». Plusieurs médias ont réagi en créant des postes de conseillers-ères linguistiques. Guy Bertrand à Radio-Canada et Paul Roux à *La Presse* veillent au grain et tranchent le «bon usage».


Selon une longue étude de Cajole-Laganière et Martel, de toutes les opinions émises dans le journal *La Presse* de 1960 à 1993 concernant la qualité de notre langue, «plus de 90 % sont des

jugements négatifs» et, «dans l’ensemble», extrêmement négatifs. On retrouve dans ces opinions des sentiments de gêne, de la honte, du mépris, de l’indignité. Contrairement à presque tout objet de discussion, dont l’examen de la qualité implique aspects positifs et négatifs, «la “qualité de la langue”, au Québec, est perçue d’une manière négative et renvoie le plus souvent à des textes qui en seraient dépourvus».

Le concept de «qualité de langue», selon le chercheur Frantisek Danes, est davantage québécois que français. C’est un linguiste québécois, Jean-Denis Gendron, qui l’aurait utilisé une première fois dans les années 60. Depuis, le débat porte un nom: la qualité de la langue...



PHOTO : ESTELLE CHIRURGIEN



L'insécurité linguistique au Québec

# La langue tombe-t-elle du ciel?

Textes: Daniel S.-Legault  
Entrevues: Marie Henrichon  
Recherche: M. Henrichon  
et D. S.-Legault  
Un dossier coordonné  
par D. S.-Legault



# L'insécurité linguistique

## Les dangers de l'intérieur

**A**priori, parler d'insécurité linguistique au Québec, c'est évoquer la peur d'une expansion de l'anglais et sa résultante, l'extinction du français, la disparition progressive d'une langue au profit d'une autre. Numériquement. On pourrait parler de danger à l'exterieur de la langue. Pour y faire face, on a eu recours aux lois 63 puis 22 puis 101, notamment pour l'affichage public. On protège le statut.

Pourtant l'insécurité linguistique se dit d'abord d'un sentiment du peu de maîtrise de sa propre langue. Problème, puisque c'est un des principaux moyens

de communication et de participation à la cité. C'est un problème collectif autant qu'individuel. Et cette insécurité linguistique, comme la nomment les linguistes, n'est pas sans effet, sur l'évolution de la langue elle-même, mais aussi sur la capacité générale de communication et d'expression. On

pourrait parler de danger à l'intérieur.

L'insécurité tient en partie de la langue française elle-même, historiquement légaliste, ordonnée, contrôlée, droite et cartésienne, comme un jardin français (en horticulture) ou le Code civil (en droit). Et là, la France et le Québec, comme le reste de la Francophonie, sont touchés.

«Nous avons en effet été trop bien dressés à n'admettre un mot que s'il figure déjà dans le dictionnaire.»

En français, cette mauvaise conscience amène un manque de créativité flagrant. La linguiste Henriette Walter parle ainsi de cette insécurité, même chez les Français-es. «De nos jours, c'est notre propre attitude devant notre langue qui étonne les étrangers lorsqu'ils nous entendent ajouter, après certains mots que nous venons de prononcer: "Je ne sais pas si c'est français". Cette phrase est si courante chez nous qu'elle n'étonne que les étrangers [...]. En effet, dans les langues voisines, les usagers fabriquent des mots à volonté sans que personne y trouve rien à redire, à condition qu'ils se fassent comprendre. Le Français au contraire ne considère pas sa langue comme un instrument malléable, mis à sa disposition pour s'exprimer et pour communiquer. Il la regarde comme une institution immuable, corsetée dans ses traditions et quasiment intouchable. Nous avons en effet été trop bien dressés à n'admettre un mot que s'il figure déjà dans le dictionnaire.»

Une autre partie de l'insécurité est propre au Québec, explicable par l'influence d'un catholicisme autoritaire, et par le choc de langues lors des différentes colonisations (amérindienne et francophone, anglaise, puis socio-économique états-unienne). Dans un petit essai qui compare les emprunts linguistiques entre la France et le Québec, Chantal Bouchard rappelle que «les perpétuels reproches qu'on leur faisait ont [...] fini par créer chez les Québécois une très forte insécurité linguistique» qui expliquerait «divers comportements» comme une hypersensibilité aux emprunts-anglicismes.

Ce malaise de l'insécurité, peu de gens savent le nommer. Louky Bersianik l'a fait joliment. «Longtemps, je me suis sentie mal à l'aise dans la langue, ce qui équivaut certainement à se coucher de bonne heure quand tout le monde est en train de s'amuser.»

«J'aime pas ça écrire.» «Chu pas bon en français.» «Un tel est BON en français.» Ce sont des phrases que nous avons entendues souvent. La plupart de ceux et celles qui sont conscients-es de peu parler ou peu écrire sont les mêmes qui avouent «pas être bons en français». Complexés-es, confus-es, ils et elles se sentent dépossédés-es de leur langue. Le champion québécois de scrabble et traducteur François Bédard n'est pas le seul à se dire «presque complexe» lorsqu'il entend les jeunes français parler. On reconnaît de façon légendaire à nos cousins-es une plus grande aisance à s'exprimer.

Le pire des effets de l'insécurité est difficile à mesurer, mais les Québécois-es la connaissent tous-tes. Comme la blague suivante: un homme veut passer une commande, il écrit d'abord «veuillez m'envoyer deux chevaux», il hésite, déchire sa feuille puis recommence, «veuillez m'envoyer deux chevaux», il grimace, déchire à nouveau sa feuille, puis recommence «veuillez m'envoyer un cheval», signe, puis rajoute «PS pendant que vous y êtes, mettez-en donc deux». À l'écrit comme à l'oral, devant une tournure de phrase qui vient en tête, par manque de temps ou d'intérêt pour vérifier la norme, nous passons à une tournure plus sûre. Ces évènements, cette auto-censure, à grande



IMAGE : FRENZO.COM

# L'insécurité linguistique

échelle, provoquent un réel appauvrissement de la langue.

On entend souvent parler de la langue comme d'un outil, c'est-à-dire de quelque chose extérieure à soi qui nous permet de transformer le monde. Mais ce qui est vrai d'un marteau ne l'est pas de la langue: la langue n'est pas quelque chose de parfaitement défini et de simple qu'on remise après usage. On façonne la langue chaque fois qu'on l'utilise.

## L'hypercorrection

L'hypercorrection est une forme d'insécurité linguistique. Au sens strict, c'est penser éviter une faute en en créant une. Dans l'imitation d'un modèle de prestige, c'est «d'en rajouter». On fait de l'hypercorrection quand on se force à bien parler ou à bien écrire. Dans l'oral ou dans l'écrit. Et très souvent justement dans le passage laborieux de l'oral à l'écrit.

Les exemples les plus connus proviennent des animateurs sportifs, anciennes vedettes du sport recyclées en spécialistes commentateurs, ou de porte-parole policiers qui se laissent braquer un micro sous le nez. Mais chaque fois qu'une personne a à prendre la parole dans un contexte qui ne lui est pas familier, elle peut chercher à changer de niveau de langage sans maîtriser le nouveau.



PHOTO : BERNARD IEAY

mars-avril 2000

Ces maladroites sont généralement plutôt comiques (ou tragi-comiques). Poésie involontaire, ce n'est pas un lapsus, dans la mesure où l'auteur-e en est suffisamment conscient-e qu'il-elle pourrait la répéter. Quelques exemples parmi de très très nombreux:

- Voulant faire une liaison (car plusieurs étaient obligatoires jusqu'à récemment), plusieurs ont pris l'habitude de prononcer «Mille-Z-excuses».
- En conférence de presse, une militante parle d'une menace qui pèse insidieusement sur les personnes assistées sociales. «C'est comme une ÉPINE DORSALE au-dessus de nos têtes.»
- Au bureau des allocations familiales à Ottawa, on a réuni quelques perles, extraites de la correspondance reçue... «Dites-moi à quelle âge les enfants changes de prix.» «Si vous plait débarqué ma Pauline dessus l'allocation pour qua travaille.» «Pouvez-vous faire quelque chose pour ma fille? Elle est fille-mère et nourrit son enfant au sein sans pouvoir joindre les deux bouts.» «Depuis que mon mari est mort, il n'y a plus de bêtes sur le ferme.» «Étant chômeur sans secours, je me suis mis à ramasser un peu de tôle dans la cour à ferraille pour faire manger les enfants.»
- Dans son bulletin municipal de décembre dernier, Notre-Dame de Pierreville veut rassurer ses citoyens-nes que le passage à l'an 2000 se fera sans heurt et sans «bug» en écrivant que la municipalité «ne devrait rencontrer aucune PROBLÉMATIQUE».

Dans les sociétés où on la trouve beaucoup, les linguistes anglo-saxons ont observé que l'hypercorrection est un indice majeur de changements importants en cours. Très fréquente dans le français québécois, qu'annonce-t-elle???



Le prophète  
Ézéchiel.

## Langue et religion (Le sacré)

Les liens entre État et religion sont généralement connus. Depuis au moins le Moyen-Âge, on utilise à travers la planète la langue et la religion pour constituer ou unifier des territoires. Les deux sont facteurs de cohésion. Pour tous les pays établis avant le 19<sup>e</sup> siècle, avec quelques exceptions comme la Suisse ou la Belgique, le nom du pays reflète celui de sa langue, habituellement majoritaire, et une religion a tendance à y prendre monopole. Ce rôle unificateur de la langue opérait d'ailleurs dès le premier millénaire après J.C., avec le grec puis le latin...

Langue et religion au Québec ont toujours évolué inextincablement mêlées. Dans leur résistance aux colonialismes anglais puis états-unien, les franco-canadiens-nes ont toujours marié langue et religion. Il est généralement admis maintenant que l'îlot francophone en Amérique du Nord y doit sa survie. «Langue et religion», clamaient les monuments de la Société St-Jean-Baptiste.

# L'insécurité linguistique

«langue et religion», clamait le clergé qui avait peur de l'effet domino (ou Dominion!) du protestantisme et de la langue anglaise.

En 1918, quand Henri Bourassa publie «La langue gardienne de la foi», il s'accompagne des théologiens Mgr Paquet et l'abbé Perrier, «qui parlent d'une langue française quasi sacrée, issue en tout cas des langues latines et grecques, les premières à traduire l'Évangile en Occident». Le sociologue Benoît Lacroix conclut sur l'influence de la religion québécoise sur la langue: «Quand une religion ne fait que conserver, répéter, qu'elle ne fait que des lois et de la morale, qu'elle devient ritualiste, elle joue un rôle négatif sur la langue.» Conservatrice et répétitive, ritualiste et négative, ce sont des qualités qu'on peut aussi appliquer à la pratique langagière au Québec.

Langue et religion ont évolué dans un certain obscurantisme. Le respect de l'une comme de l'autre est synonyme de vertu. Le plus sévère de ses ouailles est le plus respectable. La langue connaît donc aussi maintenant ses bigots et bigotes, ses grenouilles de bénitier.

Personne ne remettait plus en question la grammaire de Jean-Marie-Laurence ou le Petit Larousse que l'infaillibilité du pape.

Jusqu'à récemment, l'attitude religieuse au Québec n'était pas faite que de foi. Mais aussi d'obéissance, d'appel à l'autorité, de normes, de rituel, d'intégrisme, de culpabilité, de purisme, de recours hiérarchiques, de dogmes, de scrupules... La créativité n'était évidemment ni

**«Langue et religion», clamait le clergé qui avait peur de l'effet domino (ou Dominion!) du protestantisme et de la langue anglaise.**

reconnue ni recommandée. Ainsi en est-il pour la langue...

D'obéissance. Lorsqu'un mot n'est pas dans le dictionnaire, on entend dire qu'il n'existe pas. Il n'est pas «acceptable». Le raisonnement n'est pas possible; la déviance punie. En cas de litige dans une discussion sur le sens des mots, c'est un dictionnaire qui tranchera, ou une grammaire, ou la ligne Info-langue de l'OLF.

D'autorité. Utilisant une expression que l'on entend d'habitude des Anglo-canadiens-nes quand il est question d'affichage en français, l'écrivain Jacques Laurent s'en prend «au zèle excessif que déploient les policiers du langage dès que l'occasion leur



Le scribe Esdras.

est donnée de condamner». Il regrette, dans *Le français en cage*, «la tyrannie que beaucoup d'amateurs de français pratiquent à l'aveugle comme s'ils obéissaient à un devoir sacré, celui d'interdire». Les dénonciateurs et dénonciatrices de tares linguistiques, amateurs-es et professionnels-les, pleurent.

De rituels. À l'exemple du championnat d'orthographe de Bernard Pivot, en France, on trouve ici des phénomènes semblables, les Dictées des Amériques, des Aînés-es, et d'autres, un peu partout au Québec, connaissant le même engouement. La dictée lavalloise, organisée par la Ville de Laval chaque année, attire de plus en plus de gens, d'âges variés.

Avec les années 60 et la Révolution tranquille, la langue a survécu à la religion comme facteur d'identité.

Dans les interventions sur la qualité du français, on entend encore parler de «souillure», du danger de «commettre» des anglicismes. Dans ses capsules linguistiques à Radio-Canada, Guy Bertrand, lorsqu'il est magnanime, répète souvent, mi-badin mi-sérieux, ce qui «ne serait pas péché de faire». D'autres animateurs-rices de Radio-Canada se paient gentiment sa tête en l'appelant «l'ayatollah», lui qui n'est pourtant pas le plus intégriste de nos correcteurs-rices.



PHOTO : BERNARD IEAY

# Une histoire et des usages

## Histoire inversée (les langues régionales)

Le Québec parle français depuis plus longtemps que l'ensemble de la France. L'immigration au Canada français s'est faite surtout à partir de l'Île de France, c'est-à-dire le « creuset parisien », la région d'où origine le français. En 1790, seulement 25 % des Français comprennent cette langue, et 12 % peuvent le parler. Au 19<sup>e</sup> siècle, les Français sont, au mieux, bilingues : français et patois. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, en 1914, les communications les plus courantes et familières se font en patois plutôt qu'en français. Le français n'est, selon les mots d'une linguiste comme Henriette Walter, « qu'un patois qui a réussi ». Avec, il faut le dire, l'aide de la monarchie, des révolutionnaires de 1789, et de tous ses gouvernements qui voulaient unifier le territoire.

Ironie de l'histoire. Après plusieurs siècles où des régimes politiques ont utilisé et constitutionnalisé une langue unique pour assurer la cohésion d'un État, depuis les années 60, le processus inverse s'accélère. Une préoccupation se généralise pour les langues indigènes ou secondaires. Après la répression, la promotion. Depuis 1968 se fait la pro-

motion du français en Louisiane, du français au Canada hors Québec, du basque en France et en Espagne, du swahili au Zaïre, du quechua au Pérou, etc. Depuis deux ans et l'unification économique de l'Europe, on sent pour ses langues régionales un nouvel attrait. En 1999, la perspective pour la France de signer une Charte de protection des langues régionales d'Europe a bien failli aboutir. Mais lorsqu'il s'est avéré qu'il fallait modifier la Constitution de la République pour éviter une contradiction d'ordre technique, la droite n'a pas voulu qu'on touche à ce symbole, et sous prétexte du danger d'éclosion d'indépendantismes régionaux, l'affaire, après avoir fait toutes les manchettes, a avorté.



PHOTO : ESTELLE CHIRURGIEN

## « On dégrade notre langue » (le mythe de la pureté)

La langue française a à peu près mille ans. C'est au 11<sup>e</sup> siècle que ce dialecte issu du latin s'en est trouvé assez distancé pour former quelque chose d'« autre ». Et mille ans, c'est suffisant pour faire croire qu'elle a toujours existé. On a la mémoire millénaire courte.

L'idée d'une langue pure est un mythe tenace, qui existe d'ailleurs pour toutes les langues. Cette langue, aux contours bien définis, serait stable depuis trop longtemps pour qu'on la reconnaisse autrement. Elle ne pourrait que se dégrader :

## Le Québec parle français depuis plus longtemps que l'ensemble de la France.

Bref, on aurait tout à perdre, rien à gagner. Il n'y aurait qu'un pas pour supposer à la langue une origine divine : certains chrétiens n'y ont vu... qu'une langue de feu! Jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, on a trouvé des partisans d'une théorie de *lingua adamica*, d'une langue issue directement d'Adam et Ève!

L'idée d'une langue intacte depuis longtemps a été encouragée par la réédition (et réécriture en français plus récent) des auteurs classiques. Les originaux de Molière ou de Jacques Cartier sont peu connus : dans leur forme, ils seraient peu compréhensibles. L'histoire nous enseigne aussi que ce n'est pas du latin classique, du latin prestigieux que le français est issu, mais du latin dit « vulgaire » formé par l'usage et la populace.



Les langues de feu de la Pentecôte.



PHOTO : BERNARD JEAY

À Sète, dans le sud de la France, on comprend bien la langue d'oc. Le poufre des uns-es est la pieuvre des autres.

# Une histoire et des usages

## Prêter c'est donner (les emprunts)

**B**âtardes, toutes les langues le sont, parce la majorité de leurs mots viennent, plus ou moins déformés, d'autres langues et patois. La linguisti-



IMAGE : FRENZO.COM

Aux 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles, c'est l'italien qu'on pensait menaçant pour le français...

que parle d'emprunts. C'est un bel euphémisme: qui emprunte garde, et une langue peut «garder» tellement longtemps un mot qu'on ne se rappelle plus où on l'a emprunté! Sauf de très rares exceptions (des peuples très isolés), toutes les langues s'influencent entre elles, et s'empruntent beaucoup d'éléments.

Le français lui-même comporte des mots tirés d'innombrables langues et patois: arabe, gaulois, grec, latin, dialectes

## Même l'anglais comporte 80 % de vocabulaire d'origine latine ou française.

tes d'oïl, dialectes d'oc, germanique, etc. Au Québec, il faut rajouter notamment les langues amérindiennes. Sans compter des mouvements de va-et-vient. Le mot «obsolète» est maintenant honni de plusieurs francophones, qui lui savent un équivalent anglais «obsolete». Pourtant, c'est «obsolète» qui a été pris par les anglais, sans cesser d'être français depuis le 16<sup>e</sup> siècle, et latin («obsoletus») auparavant. Comme les fameux «toasts» et «toasters», typique dans le Québec des années 50 d'anglicismes à oublier, qui viennent du vieux français «toster» pour «rôtir». Les exemples sont innombrables.

Les Québécois-es, à cause historiquement de la Conquête anglaise, et de la montée de l'anglais américain comme langue véhiculaire mondiale, sont obnubilés-es par les emprunts à l'anglais. «Tout important que soit le phénomène d'emprunt à l'anglais en français québécois, il faut se garder d'en exagérer l'ampleur (contrairement à certaines opinions répandues [...])», écrit Robert Dubuc. «Dans tous les corpus étudiés, la proportion des anglicismes ne dépasse pas 1,8 % pour la France et 2,4 % pour le Québec. Sur un corpus d'un million de mots de textes tirés du français québécois parlé, des chercheurs ont calculé un taux de 2 anglicismes lexicaux par 1 000 mots de texte suivi.»

Dans le cas des anglicismes dits de mode, les plus spectaculaires et les plus alarmants pour bien des gens, la linguiste Chantal Bouchard rappelle avec justesse que «ce sont surtout les adolescents, plus sensibles que tout autre groupe social aux effets de mode, qui font ces emprunts. Or, les réalités qu'ils désignent

passent souvent de mode aussi vite que la jeunesse elle-même, de sorte qu'ils disparaissent après dix ou quinze ans d'usage au profit d'une nouvelle génération d'emprunts et d'adolescents.»

Le français, langue de la classe dirigeante en Angleterre au 18<sup>e</sup> siècle, a laissé dès cette époque une centaine de mots semblables dans la langue anglaise, plus ou moins transformés. À chaque siècle depuis, l'anglais a puisé dans le vocabulaire français, plus ou moins modifié: bargain, purchase, foreign, constable, duty, match, mushroom, boulevard, liquor, envelope, souvenir, format, restaurant, garage, existentialism... etc. L'anglais comporte 80 % de vocabulaire d'origine latine ou française. C'est une bonne partie des dictionnaires anglais qui devraient créditer une source française... germanique ou italienne.

L'espagnol (avec chauffeur, bébé, cassette, restaurant...), l'allemand (bonbon, boutique, cravate, mode, pardon, parfum, soldat, trottoir...), et l'italien (avec dessert, défilé, paletot, grandeur, pantalon...) ont beaucoup glané dans le français. Des mots comme pardon, croissants, voilà, boutique, toilette, champignon, se retrouvent également dans ces trois langues.

Il est ironique de noter que dans l'histoire, l'italien a devancé l'anglais comme menace dramatisée. Omniprésent en Europe, l'italien faisait craindre pour le français. Seulement au 16<sup>e</sup> siècle, c'est près de 300 mots qui passent d'une langue à l'autre. Même à notre époque, c'est au français que l'anglais états-unien emprunte à l'occasion pour se diversifier et gagner en prestige. Et c'est l'espagnol qu'il craint!

# Une histoire et des usages



PHOTO : YVES PROVENCHE

## «Il y a un français à respecter» (mais lequel?)

Les normes peuvent différer, voire être très contradictoires. Jusqu'à récemment la grammaire de référence au Québec était celle de Jean-Marie Laurence. En France, et maintenant ici, c'est celle de Grevisse qui fait «autorité». Si on compare les deux, on voit que celle de Grevisse est non seulement plus orthodoxe, mais plus tranchée et plus arbitraire. Celle de Grevisse retrace beaucoup plus d'utilisations rares, les présentant comme exceptions ou tolérances. Cette grammaire est présentée comme plus difficile... pour des usagers-ères qui voudraient, en pratique, trouver rapidement LA réponse.

Les dictionnaires sont idéologiquement biaisés. (Dans les années 70, exemples

et études ont abondé.) Et différents les uns des autres (Sinon, pourquoi y en aurait-il une telle quantité?!), voire contradictoires. Quel dictionnaire est donc le bon???

La Fédération internationale de scrabble a bien compris le problème: elle cumule. Le champion québécois de scrabble et traducteur François Bédard nous dit que leur dictionnaire «comprend le Larousse et le Robert au complet. Chaque fédération propose en plus des régionalismes. Il y a eu sondage pour propositions auprès des membres. Environ 200 ou 300 québécismes ont été proposés. J'ai bien aimé cet exercice-là.»

Le Jeu du dictionnaire, à Radio-Canada, était basé sur les différences dans la Francophonie. Un «régionalisme» était présenté à différents invités qui devaient l'utiliser en forgeant une phrase, loufoque la plupart du temps... Les différences entre le développement de la langue ici comparé à la France augmentent de décennie en décennie. Il y a un chauvinisme parisien, mais il n'existe pas de français international. Il y a autant de variétés dialectales du français (y compris à Paris) qu'il y a d'«espaces vécus» dans la Francophonie internationale, et d'autant plus qu'ils sont dispersés. Le français international est une vue de l'esprit, une espèce de langue imaginaire.

«La langue française est la somme des dialectes dont les locuteurs se reconnaissent eux-mêmes comme francophones», rectifie la linguiste Yaguello. «Il est contradictoire de vouloir à la fois que le français ne change pas et qu'il soit parlé par de plus en plus de monde.»



PHOTO : D. S. LEGAULT

## Très normée la vieille

«La langue française est extrêmement normée», rappelle Daniel Raunet, le réalisateur de l'excellente série d'émission radio «Histoire de parler». Et la population en est très peu consciente, pourrait-il rajouter.

Claude Poirier, professeur à l'Université Laval et directeur du groupe **Le trésor de la langue**, nous dit que «l'histoire du français a fait en sorte que cette langue a été perçue de façon pas mal différente de ce qui s'est passé avec l'anglais ou l'espagnol ou l'italien, où la diversité fait partie de la langue et de la perception des gens. Dans le domaine francophone, la perception s'est formée que la langue doit être absolument unifiée, pour des raisons politiques, historiques, culturelles. Un modèle s'est développé, surtout au 17<sup>e</sup> siècle et a été imposé ailleurs. Et ce modèle en est un idéal pour tous les francophones du monde, mais qui n'est pas le modèle que les gens pratiquent dans leur réalité. On nous a fait croire que la vraie langue était celle du dic-



PHOTO : ESTELLE CHIRURGIEN

## Une histoire et des usages



PHOTO : ESTELLE CHIRURGIEN

Au Québec, le siège de l'OLF...



PHOTO : BERNARD IEAY

En France, l'Institut, le siège de l'Académie française...

tionnaire. La langue du dictionnaire est très pauvre en réalité comparativement à ce qui s'emploie dans la francophonie »

Plus de normes dans une langue égale plus d'insécurité. Le français étant plus normé, il est logique de trouver plus d'insécurité chez les francophones.

Et la norme est toujours en retard sur l'usage. Très souvent, les écarts et libertés d'hier sont les normes de demain. Et la norme d'hier est souvent la faute d'aujourd'hui. Car les normes changent beaucoup. Les puristes du XVII<sup>e</sup> siècle demandaient de prononcer «couri» et «mouchoi» sans R. Ils auront échoué. Les ouvrages de référence normative sont toujours en retard, c'est inévitable. Dans l'édition de 1987 de son dictionnaire, l'Académie française a accepté des mots comme «aéroport», 50 ans après sa première utilisation, et «accordéoniste», plus d'un siècle après sa première utilisation.

### Les usages

Jusqu'au 17<sup>e</sup> siècle, le français a évolué avec grande liberté. Les dernières fois, au XVII<sup>e</sup> siècle, où des grammairiens comme Vaugelas se contentent de décrire et respecter les usages de la langue (sans prescrire), ils n'en arrivent pas moins à proposer un modèle, celui de l'usage de la Cour. À partir de ce moment, l'usage de la Cour devient la norme. En fondant l'Académie française, en 1634, Richelieu provoque une révolution, et inaugure un temps (qui n'est pas terminé) d'interventions autoritaires sur le corps de la langue. D'ouvrages descriptifs qu'on connaît jusque-là, on passe à des buts prescriptifs, ce qu'il est permis et bon de dire et d'écrire. Les grammairiens interviennent sans arrêt désormais pour arbitrer.

Si le Québec a inventé le concept de «qualité de la langue», on doit à la France celui d'«usages». «La France entend plus parler d'usages (au pluriel), quitte à en distinguer un "bon" » Dans les écarts populaires, il n'y a pas

«La langue du dictionnaire est très pauvre en réalité comparativement à ce qui s'emploie dans la francophonie.»

que méconnaissance. En analysant les «fautes» les plus répandues, on peut en comprendre les raisons.

Quel équivalent donner au mot «video clip»? s'est demandé en 1983 une Commission de terminologie française. Pour recommander finalement «bande vidéo promotionnelle». Cette recommandation ne passera jamais dans l'usage. Ça va pour le mot «vidéo». Ça va pour la «bande», encore que dans l'esprit de l'usager,

#### Interventions autoritaires sur le contenu de la langue en France

**8 mai 1673:**

L'Académie française rend l'orthographe unique et obligatoire, d'après les travaux du grammairien Vaugelas

**1789:**

Effort systématique, à la faveur de la révolution, pour l'élimination des patois et langues minoritaires. Tutoiement forcé entre citoyens-nes

**1832:**

Le gouvernement rend l'orthographe unique obligatoire pour les examens, les actes administratifs et tous les emplois publics

**1880-86:**

Loi sur l'enseignement laïque, gratuit et obligatoire qui standardise pour tous et toutes l'enseignement du français

## Une histoire et des usages

### PIT ET PAT



«video clip» est moins perçu pour son support physique que comme mini-film de diffusion. Seuls-es les terminologues voient le «video clip» comme un objet essentiellement promotionnel, contrairement à la majorité des utilisateurs-rices.

«Courriel» pour remplacer «e-mail» a été formé par l'usage puis accepté par l'Office de la langue française. Il a donc de fortes chances de s'implanter au Québec. Les exemples pourraient être multipliés. Les recommandations qui fonctionnent sont toujours celles qui tiennent compte à la fois d'un large consensus, et de la compréhension des usagers-ères les plus concernés. C'est toujours l'usage qui dispose.

L'usage est souvent pratique. Plus un mot est employé fréquemment et largement, plus l'usage lui trouvera un diminutif, et inversement. Ainsi, selon la popularité du 7<sup>e</sup> art à travers le 20<sup>e</sup> siècle en France, on a parlé de cinématographie (à l'invention), de cinéma, puis de ciné (dans la période la plus faste) pour revenir à cinéma. C'est ce que les linguistes appellent la théorie de l'information fréquence/coût.

Dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, la norme voulait absolument éliminer dans l'oral québécois ce que les linguistes appellent l'assibilation des occlusives (TSU pour TU, DZU pour DU, etc.). Une carrière dans les médias n'était pas imaginable sans une maîtrise de cette... cen-

C'est toujours  
l'usage qui  
dispose.



## Une histoire et des usages

sure. La prononciation québécoise d'usage est maintenant acceptée.

La langue évolue aussi de façon erratique, rarement logique. Avec des retours de l'histoire. La langue est comme la vie elle-même, riche et imprévisible. Les exemples sont innombrables. LaBruyère, au 17<sup>e</sup>, annonçait comme morts les mots suivants: «gentil» et «prouesse». Ils sont restés bien vivants. On connaît la tendance populaire à laisser tomber la double négation, qui persiste néanmoins à un certain niveau de langage. Cette double négation, généralement redondante, était inconnue en ancien français. La prononciation MOË et TOË, usage de prestige à la Cour au 17<sup>e</sup>, est aujourd'hui fustigée. Des mots sont apparus, des mots sont disparus.



Louky Bersianik.

### La féminisation par l'usage

Dans *L'Euguélonne*, paru au Québec en 1976, Louky Bersianik demande des initiatives. Elle invite son lectorat (surtout des femmes) à être pro-actif. Elle lui dit qu'il ne faut pas attendre les autorités langagières pour féminiser la langue, qu'il faut essayer, proposer, forcer l'usage. Et c'est ce que fera un des plus importants mouvements de libération du millénaire, le mouvement féministe.

PHOTO : AMERICO VALENTE

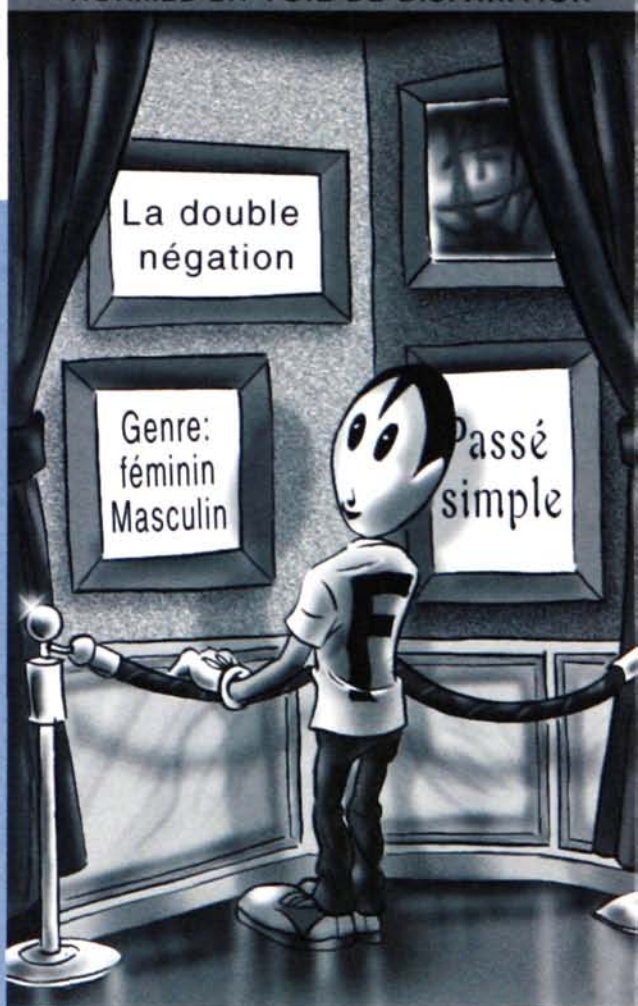
### L'almanach du peuple ! (les prévisions)

Si la tendance se maintient (comme il faut dire prudemment), il y aura à court terme disparition du passé simple (déjà largement abandonné dans l'oral depuis quelques siècles) et de certaines formes du subjonctif. Également, les liaisons, à l'oral, se seront extrêmement simplifiées.

À long terme, ce sont les accords de participes et les conjugaisons, faisant autant problèmes que redondances, qui tomberont en désuétude. Le linguiste français Louis-Jean Calvet prévoit aussi que la double négation (ne pas, ne plus) va disparaître. On aurait même raison de croire, à l'instar de Marina Yaguello, qu'à long terme, toute notion de genre est en voie d'extinction, rendant caduque et temporaire toute féminisation de texte.

IMAGE : FRENZO.COM

### MUSÉE DE LA LANGUE FRANÇAISE NORMES EN VOIE DE DISPARITION



## Une histoire et des usages

Avec le mouvement féministe et la nouvelle arrivée des femmes sur le marché du travail, plusieurs titres sont féminisés spontanément. Depuis, plusieurs médias écrits et publications ont pris l'habitude de féminiser leurs textes. En France, selon tous les sondages, ce sont surtout les femmes qui acceptent mal cette féminisation de titres. Avocate ou directrice ou écrivaine sont mal reçus, par des femmes qui ne voudraient pas être perçues comme des professionnelles de seconde zone.

Ici au Québec, ce sont souvent des femmes qui refusent le principe de la féminisation des textes (les hommes se sentiraient-ils moins concernés? Ou oseraient-ils moins le clamer?). Encore de nos jours, la féminisation des textes apparaît à certains-es comme dénuée de bon sens, sinon dénuée d'utilité, et éventuellement comme une marque obligée de *politically correctness*, comme si la seule raison de féminiser était de ménager des susceptibilités ou gagner des sympathies. À *Recto Verso*, nous recevons régulièrement des griefs, par exemple de féministes qui prônent le respect de «la bonne vieille grammaire!»

D'après Céline Labrosse, auteure de *Pour une grammaire non sexiste*, «c'est la Suisse qui est avant-gardiste du côté des textes, après avoir sorti, en 1991, son répertoire pour la féminisation des titres et professions». Elle impute, pour les retards en France, la faute à «l'arrière-garde des médias. Les journalistes ridiculisent la féminisation. Il y a un blocage des intellos à la tête des journaux. Mais on entend beaucoup de féminins dans l'usage quotidien.»

Questionnée 25 ans plus tard, Louky Bersianik évalue l'évolution. «Le discours crée l'image et l'image crée le discours.

### Pour en savoir plus:

- **Henriette WALTER, *Le français dans tous les sens*, éd. Robert Laffont, 1988**  
Bien distribué. Très accessible. Très riche. Quelques réserves quant à la connaissance du Québec.
- **Léandre BERGERON, *La Charte de la langue québécoise*, éd. VLB, 1981**  
Provocateur, courageux, visionnaire.
- ***Dictionnaire historique de la langue française*, éd. Robert, 1992, 1998**  
Pour une intelligence des mots. Fascinant.

### SITES INTERNET:

- **[www.liberation.fr/languesregio/index.html](http://www.liberation.fr/languesregio/index.html)**  
*Libération*: dossier sur les langues régionales européennes dont françaises
- **[www.radio-canada.ca/radio/histoire](http://www.radio-canada.ca/radio/histoire)**  
Radio-Canada: émission «Histoire de parler». Superbe émission diffusée le dimanche à 16h00 sur la «première chaîne» de la radio de Radio-Canada. Émissions disponibles en «RealAudio».
- **[www.olf.gouv.qc.ca/office.html](http://www.olf.gouv.qc.ca/office.html)**  
Office de la langue française. Un site utile, à jour, avec des liens intéressants.

Comme la société est encore sexiste, ça paraît dans la langue. Mais je pense que les jeunes générations sont beaucoup moins misogynes.»

Dans le domaine de la féminisation des titres, le plus spectaculaire, le Québec est maintenant beaucoup plus avancé que la France. Est-ce dû au mouvement féministe radical? Au poids des traditions historiques en France? Au simple fait que des femmes ont pris des positions sociales jusqu'à maintenant inaccessibles? Parce qu'à une certaine époque en France, un titre féminisé n'était nécessairement qu'une insulte, un mauvais boucher étant appelé par dérision une bouchère? Difficile de trancher; l'histoire de féminisation des textes francophones reste à écrire, et ce ne sera pas facile, parce que c'est une longue histoire en marche...

### Pour la suite (de tout le) monde

Dans toutes les mythologies, la langue symbolise le pouvoir. Selon le *Dictionnaire des symboles* de Jean Chevalier et Alain Cheerbrant «Si l'état paradisiaque implique la saisie du langage des animaux, il est dit d'Adam qu'il les avait pourvus de noms et que, partout, ils lui étaient soumis. Or c'est une constante de la pensée chinoise que l'adéquation des noms (ming) commande l'ordre du monde.» La langue est le principal moyen de communication et d'expression dans la société. Quand on nie à la population le droit (et la réalité) de faire l'avenir de sa langue, on la dépouille d'un pouvoir de base.

Le corps de la langue est un domaine sujet à différentes luttes de pouvoirs et

## Une histoire et des usages

d'appropriation, ce que des écrivains comme Tremblay, des linguistes comme Labov ou des sociologues comme Bourdieu ont démontré. C'est donc un domaine politique. C'est un des derniers domaines où on accepte mal la démocratie, c'est-à-dire la participation entière de chaque citoyen-ne. On pourrait dire que la langue a un déficit démocratique. Que la population est en dépossession de sa langue.

---

**Il faut prendre  
toutes les  
occasions  
de raisonner  
la langue.**

Il faut prendre toutes les occasions de raisonner la langue. Ce qu'il faut cultiver, comme le dit Noëlle Guilloton de l'OLF, c'est sa «curiosité» pour la langue. Il faut prendre toutes les occasions de ramener le jeu dans l'expression langagière. Il faut... enseigner l'histoire de la langue et la faire connaître.

Il faut que les expertises pertinentes (littérature, linguistique, communications, usagers-ères) servent à informer et accompagner la population, plutôt qu'à vouloir imposer de nouvelles formes. L'OLF notamment, qui jouit déjà d'une grande notoriété, doit reconnaître son rôle arbitraire, publiciser ses raisonnements, et valoriser davantage le critère d'usage.

Il faut encourager la réflexion, avec les personnes concernées, à la féminisation des textes publiés, à l'interne (correspondance, mémos) comme à l'externe (bulletin, communiqués de presse). Il y a différentes façons d'augmenter le sens textuel sans trop alourdir graphiquement.

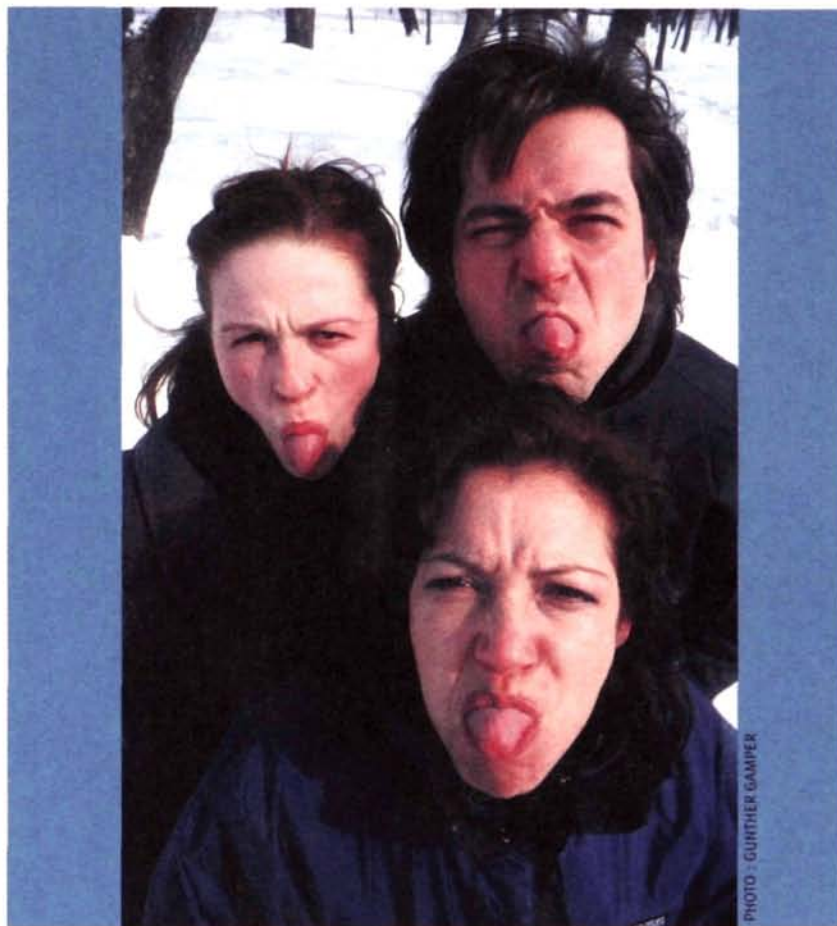


PHOTO : GUNTHER GAMIER

Il faut appliquer à volonté la réforme française de l'orthographe de 1991. La publiciser. La valoriser. «Le Québec a pris les devants dans le domaine de la féminisation, il pourrait prendre les devants aussi dans le domaine de l'orthographe», nous dit Céline Labrosse.

Dans la propagation de nouveaux mots, il faut mieux tenir compte du critère d'usage, en systématisant, avant chaque recommandation, un processus d'enquête (ce qui se fait à l'occasion par des linguistes, pour établir un «indice de valeurs socio-linguistiques») comprenant sondage, évaluant la réception de nouveaux termes, les alternatives, etc.

Cet indice de valeur socio-linguistique, dont on ne peut faire l'économie, examine notamment les valeurs d'USAGE (de peu usité à très usité déjà), de NOTORIÉTÉ (de peu entendu à largement et très entendu), de SENS DISTINCT (sans utilité à très utile, unique et ajoutant du sens), de RESPECT DE LA MORPHOLOGIE du FRANÇAIS (de contradiction à la au respect absolu de la morphologie).

D'abord dans l'enseignement à tous niveaux, il faut permettre les écarts raisonnés ou raisonnables aux normes (à condition qu'ils soient justifiés et qu'on donne les moyens de les justifier).

## La télévision: communautaire ou publicitaire?

Suite de la page 16

Si Vidéotron inquiète, elle demeure l'entreprise qui finance le plus les télévisions autonomes, malgré les changements récents. «Cogéco a apporté peu de changements, mais elle était et demeure moins présente dans les télévisions autonomes», confirme Louise Nadeau. Bien que Cogeco soit présente dans plusieurs régions québécoises, son apport financier n'est un peu substantiel que dans l'Est du Québec. Par exemple, la TVC de Lamitis, près de Mont-Joli, reçoit 10 000 \$ par année.

«Nous avons créé des comités consultatifs de programmation, se défend Hélène Dubuc, vice-présidente communication et programmation chez Cogéco-câble, division Québec. Ces comités sont formés de personnes provenant du milieu social et économique

de la région que nous desservons. Leur rôle est de promouvoir la télévision communautaire et de susciter la présentation de projets.»

### LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOURIS

«Pourquoi briserions-nous nos liens avec les télévisions communautaires en région si elles produisent des émissions de qualité?», demande Diane Legris.

«C'est un outil de développement local. Nous travaillons avec une centaine d'organismes communautaires à chaque année», affirme Isabelle Voyer. Ce dynamisme ne se retrouve pas partout. «Bien que les TVC aient l'obligation de fonctionner sur une base démocratique, environ 30 % d'entre elles n'indiquent aucun revenu d'adhésion à leur demande de subvention», constate Daniel

Cloutier, fonctionnaire au ministère de la Culture et des Communications du Québec.

La Fédération des télévisions communautaires autonomes revendique du CRTC une plus grande protection des télévisions autonomes. Or, la résignation ou l'acceptation des décisions de Vidéotron règnent à Montréal. «Les télévisions communautaires autonomes souhaitent conserver leur grille horaire et leur financement, mais n'en exigent pas davantage», constate Louise Nadeau. Tout au



PHOTO : YVES PROVENCHER

plus demandent-elles une plus grande visibilité promotionnelle et la possibilité d'être diffusées à deux reprises plutôt qu'une seule. Elles demandent aussi un minimum de deux heures de production par semaine, afin d'être admissibles au Programme d'aide aux médias communautaires.

«À mon avis, la grande question c'est de savoir si les citoyens considèrent avoir perdu quelque chose», affirme Linda Craig agente de recherche au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), syndicat qui détient l'accréditation des employés-es de Vidéotron. «On semble faire peu de cas de l'importance pour la population d'avoir accès et de contrôler un canal communautaire. Ce sujet ne préoccupe plus beaucoup de monde, à tout le moins à Montréal.»

La bataille, elle se mène surtout à l'extérieur de Montréal, mais demeure anémique. «Pour faire changer la décision du CRTC, il faudra une large mobilisation des communautés et une intervention des élus de tous les niveaux, note Claude Champagne. On en est loin. Même si on atteignait cet objectif, le CRTC ne reconnaîtrait pas nécessairement la spécificité québécoise. Les possibilités de gains des télévisions communautaires, je les vois surtout dans les communautés où n'existe actuellement aucun média local.»

Avec l'acquisition récente de Vidéotron par Rogers, les télévisions communautaires autonomes, presque absentes au Canada hors Québec, constitueront un bien mince enjeu dans les batailles commerciales qui se préparent. On ne peut que souhaiter à la sous-entreprise de développer son autonomie en passant inaperçue, faute d'intérêt des bonzes canadiens. Sinon... ☹

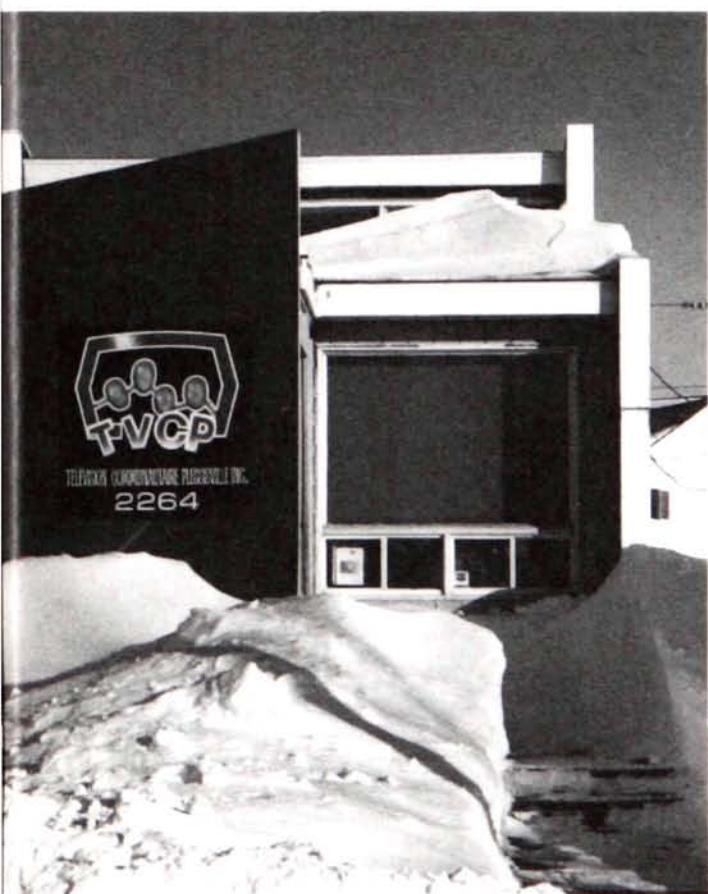


PHOTO : DANIELS - LEGAULT

À Plessisville, par exemple, la télé communautaire est logée par Cogéco, mais fournit son propre matériel de production. «En échange de services rendus à Cogéco, dit Benoît Jean, nous recevons 3 500 \$ par année, ce qui équivaut à 8 \$ l'heure de travail.»

## Les Kurdes au Québec

Nicolas  
Dussault

# Kurdes rudes

ELLE VIENNT SURTOUT DU KURDISTAN TURC. LA COMMUNAUTÉ KURDE, ICI, EST MÉFIANTE MAIS FIÈRE.

**B**otan, Sipan, Welat. Aux quatre coins de la région métropolitaine, une pléiade de commerçants kurdes exhibent, d'un sentiment fier et libéré, leur nom à la vitrine de modestes pizzerias. Des néons aux couleurs nationales, le vert, le rouge et le jaune, illuminent l'enseigne «Pizza kurde» d'une douzaine d'autres restaurants du même acabit. Ici et ailleurs, sauf dans leur Turquie natale, les laissés-pour compte du Moyen-Orient clament comme ils le peuvent leur identité.

En février dernier, l'effort concerté des autorités turques, grecques et de la CIA pour prendre en souricière et coffrer le leader indépendantiste Abdullah Ocalan, également chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a exacerbé la colère des quelque 1 000 membres de la communauté kurde habitant essentiellement sur l'île de Montréal. Le temps d'une manifestation. Ce jour-là, Mazlum, 25 ans, a laissé de côté la pâte et le tablier et a accompagné une bonne centaine de ses compatriotes, devant le consulat grec – Ocalan a été arrêté par les autorités grecques –, à un rassemblement... qui a donné maille à partir aux policières. «Je n'ai rien fait. On m'a arrêté parce que je parlais trop aux journalistes. Mon frère de douze ans a même été emmené.»

Dans un couloir mal éclairé du Palais de justice, le jeune homme insiste sur les déboires de son peuple. «Chez moi, j'ai étudié la chorégraphie. Je n'aurais pas pu me produire là-bas, on est victime de discrimination.» Son père est arrivé au pays en 1986, peu de temps après les premiers affrontements entre le PKK et l'armée turque. Lui, six ans plus tard, accompagné des autres membres de sa famille immédiate. Il ignorait tout du Canada. Aujourd'hui, il travaille dans le *fast-food* et suit autant que possible, grâce à Internet, le cours des événements au Kurdistan. Il souhaite son autonomie, mais a adopté sa terre d'accueil, au point de vouloir y passer le reste de ses jours.

C'est le curriculum typique du Kurde montréalais, à tout le moins celui des plus jeunes, mieux adaptés que leurs aînés à la société de consommation nord-américaine. Tous aiment discuter politique et dénoncer en bloc les États-Unis, la Turquie, Bagdad. Ce sont des sympathisants d'Apo ou «Oncle», le surnom du chef du PKK, condamné à mort l'an dernier. Les Kurdes de Montréal se connaissent presque tous-tes, disent-ils.



Ocalan.

Ceux-celles croisés au Palais de justice en fournissent un bon exemple: tôt en matinée, le corridor d'accès à la salle d'audience est bondé de compatriotes et camarades venus appuyer les 17 accusés. Décidément, les bruits de couloir courent à pleine vapeur dans cette petite communauté: deux ou trois hommes m'ont reconnu, jettent un regard furtif en ma direction et causent aussitôt à l'oreille de leurs voisins.

### LES TURCS DES MONTAGNES

Quelques visages me sont effectivement familiers. Un type vêtu d'un anorak kaki se démarque. Petite taille, moustache noire fournie, cheveux courts poivre et sel, solitaire et avare de commentaires: à l'observer, j'ai tout de suite pensé à l'expression «Turc des montagnes», qui désigne les Kurdes dans leur contrée. Lors de notre première rencontre, il a décliné l'entrevue. J'ai semblé l'importuner au cours de sa lecture d'un journal turc: comme la plupart des siens, il comprend le kurde mais ne le parle pas. Seul à occuper les lieux de l'Association culturelle kurde du Québec (ACKQ), il était presque emmitouffé dans son manteau, la fermeture éclair tirée jusqu'au collet, alors que la température du local devait bien dépasser les 20° C.

Rien n'annonce, de l'extérieur, l'ACKQ, une organisation autrefois assez active, puis démantelée, et

actuellement en reconstruction; elle n'a pas encore de nom officiel. L'enseigne «Prêts sur gage» et de vétustes rideaux déployés derrière la vitrine ne sont guère invitants. La communauté kurde de Montréal opère bien discrètement (pour l'instant?) depuis le quartier Villeray... «La GRC fait pas mal de pressions. Aucun d'entre nous n'a pourtant de dossier criminel. Ça n'existe pas dans le monde, un peu de justice pour les Kurdes?», s'insurge Mazlum. Les Kurdes de Montréal n'apprécient en effet pas tellement passer pour des terroristes, ni que la communauté internationale associe Ocalan à de pareils actes. «C'est un leader indépendantiste, il n'a jamais employé la violence», me jure Mazlum. Apo, c'est un peu leur Yasser Arafat ou leur Gerry Adams.

La petite communauté semble animée au grand complet par cette effervescence. Un sentiment a priori insoupçonné chez des employés-es, presque exclusivement des hommes, esclaves de leur boulot. Par exemple, Hassan gagne sa vie à la chaîne Pizza kurde dans une succursale située sur la rive-sud de Montréal. Comme préposé à la cuisson, il prépare la pizza. Dépose le tout au feu. Et recommence, encore et encore. Cot (un surnom), lui, s'occupe de la caisse. Il a 24 ans, travaille six jours par semaine, habite chez ses parents et compte bien y rester jusqu'au mariage. Comme le veut la tradition kurde. «On n'est pas islamiste, on ne se prend pas pour d'autre monde.» Mais pas pour autant laïc. «Je crois en Dieu, je crois à Ocalan!», m'a confié l'un d'eux.

Lorsqu'il vient enfin se joindre à la discussion, Hassan me tend un café et me demande une pièce d'identité. Sort un crayon, et en reproduit les inscriptions sur un papier, sans rien y comprendre. Je lui fais remarquer qu'il ressemble à s'y méprendre à Ocalan. Il part à rire: on le lui a souvent dit. Hassan a les mêmes grands yeux ronds, les sourcils en broussaille, les cheveux courts, la rosette frisée et à peu près le même âge.

#### «C'EST OÙ ÇA, EN AFRIQUE?»

Pauvre Apo, marmonne-t-il, on le détient dans des conditions intenable. S'ensuit un plaidoyer, que Cot



PHOTO : GUILLERMO IAREDA

traduit d'arrache-pied. «Chaque jour, en Turquie, des civils sont massacrés et on accuse à tort le PKK. On brûle des enfants, on coupe les oreilles. On écope de cinq ans de prison si on parle notre langue. Il faut que les gens le sachent!» Il n'aurait pas su mieux dire. Quelques minutes auparavant, deux jeunes clients, des Antillais, attendaient leur pointe. L'un d'eux a demandé à Cot. «Tu viens d'où, toi? T'es Arabe?» «Je suis Kurde.» «C'est où ça, en Afrique?»

La défunte Fédération canadienne kurde a bien tenté un rapprochement avec les locaux, à coups de festivals et de folklore dans les trois grandes

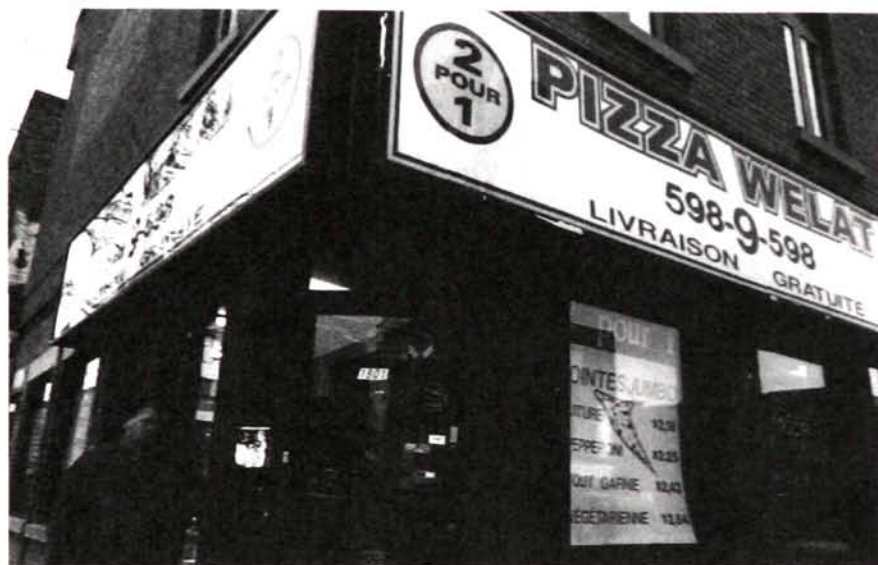


PHOTO: GUILLERMO JAREDA

## Le tapis des turcs

Les 34 millions de Kurdes, plus imposant peuple à ne pas disposer d'un pays, forment bel et bien une diaspora. Le territoire officiel du Kurdistan couvre une portion non négligeable de la Turquie, bien sûr, mais aussi quelques parcelles en Irak, en Iran et en Syrie. À cause de la guerre civile déclenchée au milieu des années 80, près d'un million d'âmes ont débarqué en Europe de l'Ouest. Puis une poignée d'entre elles ont préféré l'Amérique ou l'Afrique.

Au Moyen-Orient, les droits des Kurdes sont bafoués, et ce, avec le consentement des puissances occidentales. Membre de l'OTAN et désireuse de se tailler une place au sein de l'Union européenne, la Turquie a par exemple mis à la disposition des États-Uniens-nes et des Anglais-es une aire de lancement pour leurs nombreux bombardements contre l'Irak. En retour, les deux grandes nations ferment l'œil sur les massacres perpétrés au Kurdistan turc et vendent des armes à Ankara, à l'instar de la France et du Canada. Dans la presse occidentale, Ocalan passe pour un sale marxiste, un trafiquant de drogues et, parfois même, un tueur psychopathe.

Le PKK tient aussi un «parlement officiel» aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne, et publie un journal aux allures pamphlétaires depuis Francfort, l'*Özgür Politika*. Une chaîne de télévision «nationale», Med-TV, diffusait à partir de Londres, mais la Turquie a réussi à la bâillonner, un peu comme elle réduit au silence nombre de politiciens-nes, journalistes, écrivains-es et intellectuels-les kurdes encore sur ses terres. Sans compter le massacre quotidien de civils-es depuis le début du conflit, qui a fait 40 000 morts dans les deux camps.

Les 34 millions de Kurdes forment le plus imposant peuple à ne pas disposer d'un pays.

villes canadiennes. Mais elle s'est ruée à la bonne vieille image de terroriste et s'est dissoute dans des circonstances nébuleuses. Au local de l'ACKQ, un jour d'élection en Turquie, une musique traditionnelle se mêle aux cris de jeunes enfants et aux murmures d'une quinzaine d'hommes et de femmes assis aux différentes tables de l'ancienne boutique de prêts sur gage. Une odeur de peinture se dégage de ses murs, décorés d'une carte du Kurdistan, d'une citation géante d'Ocalan en lettres rouges sur fond blanc, et d'une affiche de deux jeunes filles qui se sont immolées pour leur patrie, lors d'une célébration du Newroz – le nouvel an kurde – en Allemagne, l'an dernier. Le type à l'anorak kaki sert un thé rouge sucré dans de petits verres, selon la coutume.

«Oui, on cultive le thé au Kurdistan», laisse tomber Rizgar, un interprète occasionnel d'Immigration Canada, entre deux gorgées, avant de ramener la conversation déjà bien entamée sur le terrain sinueux de la politique. «Tout existe chez nous. Le territoire est très riche, on pratique l'agriculture, le pays est montagneux, c'est tranquille.» Ce père de famille est très impliqué dans son nouvel environnement et aimerait bien que l'ACKQ transmette le patrimoine culturel kurde, dispense des cours d'histoire et de langue, remette sur pied les festivals et le folklore.

Joint au téléphone, Kazim, un comptable détenteur d'un MBA et de diplômes en sciences sociales, souhaite de son côté que les siennes se manifestent davantage dans les quotidiens montréalais. «Pour ma part, j'aimerais publier des articles dans les journaux, prononcer des conférences, afin de sensibiliser les Canadiens, les Québécois...» Or, la communauté kurde de Montréal compte peu d'intellectuelles ou même de gens très scolarisés. Néanmoins, chacun-e surprend par sa culture politique et son fervent engagement. Les commerçants de pizza, eux, crient leur identité à la mesure de leurs moyens. S'affichant haut et fort sur leurs enseignes... Les 34 millions de Kurdes forment le plus imposant peuple à ne pas disposer d'un pays.

Saint-Constant La Plaine Lachine Bellefeuille Saint-Antoine-de-Lavaltrie Verdun Saint-Philippe  
 Vaudeuil-Dorion Laval Saint-Laurent Lery Rosemere Pointe-des-Cascades Saint-Antoine Saint-Joseph-du-Lac  
 Outremont Terrebonne Dorval Candiac Gore L'Assomption Saint-Léonard Otterburn Park  
 Notre-Dame-de-L'Île-Perrot Melocheville Sainte-Anne-de-Bellevue Charlemagne Dollard-des-Ormeaux Saint-Mathieu  
 Châteauguay Kahnawake Saint-Basile-le-Grand Vaudeuil-sur-le-Lac Montréal Saint-Bruno-de-Montarville  
 Beloeil Sainte-Geneviève Montreal-Ouest Westmount Brossard Sainte-Marthe-sur-le-Lac  
 Varennes Lavaltrie Longueuil Greenfield Park Baie-d'Urfe  
 Mirabel Saint-Mathias-sur-Richelieu LaSalle Oka m. Montréal-Nord Saint-Mathieu-de-Beloeil  
 Côte-Saint-Luc Beaconsfield Terrasse-Vaudreuil L'Île-Bizard  
 Saint-Eustache Boucherville Saint-Hubert Boisbriand L'Île Dorval  
 Saint-Jérôme Hudson Pierrefonds Saint-Amable Sainte-Catherine  
 Pointe-Claire Le Gardeur L'Île-Cadieux Beauharnois Anjou  
 Saint-Lambert Kirkland Lorraine Les Cèdres Mont-Royal Hampstead  
 Blainville Saint-Colomban Mascouche Repentigny  
 Saint-Sulpice L'Île Perrot Mont-Saint-Hilaire LeMoynes Saint-Placide  
 Lachenaie McMasterville Roxboro Notre-Dame-de-Bon-Secours  
 Delson Pincourt Sainte-Anne-des-Plaines  
 Bois-des-Filion Lafontaine Maple Grove  
 Carignan Senneville  
 Saint-Pierre Montréal-Est Oka p.  
 Chambly Pointe-Calumet Saint-Isidore  
 Saint-Gerard-Majella  
 Richelieu

**Oser**  
 la Métropole

## Montréal et sa région

### Métropole des technologies de l'information et du multimédia

- Au premier rang des métropoles nord-américaines pour la densité d'emplois technologiques par rapport à sa population
- Des concepteurs créatifs mondialement reconnus pour leur production de logiciels et de contenus multilingues
  - 75% de l'industrie québécoise des T.I. est concentrée dans la région de Montréal
  - Près de 2500 entreprises dont une centaine de multinationales
  - 16 milliards de dollars de revenus
  - 60 000 emplois
  - D'ici à 2008, 10 000 nouveaux emplois dans la Cité du multimédia

[mamm.gouv.qc.ca](http://mamm.gouv.qc.ca)

**Québec**   
 Ministère des  
 Affaires municipales  
 et de la Métropole

# café équitable

Le tremblement de terre qui a secoué les champs de café en 1989 aura à peine fait des vaguelettes dans votre tasse

La solidarité internationale  
a bien meilleur goût

matinale. Pourtant, cette année-là, une crise sans précédent frappe les petits producteurs de café du monde entier...

La rupture de l'Accord International du Café, en vigueur depuis 1962 pour contrôler les stocks et les quotas d'exportation, entraîne une chute des prix de 60 %. L'onde de choc se fera sentir autour du globe, là où les paysans vivent du commerce du café.

Au Mexique, la crise mondiale des prix se doublera de la privatisation de l'industrie caféière, propulsant les petits producteurs de café dans une crise structurelle, financière et socio-économique.

La même année, en réponse à cette crise, 25 organisations indépendantes mexicaines se regroupent pour créer la CNOC, la Coordinadora Nacional de Organizaciones Cafetaleras, un regroupement d'organisations de petits producteurs de café. La CNOC s'est imposée comme nouvel interlocuteur face au vide administratif et organisationnel laissé par l'État en proposant de nouveaux modèles d'association et de commer-



cialisation. La CNOC représente aussi les petits producteurs mexicains

au sein de l'Union des producteurs de café du Mexique, d'Amérique centrale et des Antilles (UPROCAFÉ). Ses quelques 68 577 membres, majoritairement autochtones, appartiennent à 114 organisations régionales.

## Le Mexique à l'heure de la mondialisation

Dans un contexte de mondialisation de l'économie, la restructuration soudaine du secteur caféier mexicain à partir de 1989 s'inscrit dans une série de mesures dont le point culminant sera l'entrée en vigueur de l'ALÉNA (Accord de libre-échange nord-américain) en 1994. La libéralisation du secteur caféier servira d'exemple à la politique néolibérale dans l'agriculture mise de l'avant sous Miguel de la Madrid (1982-1988) et concrétisée sous le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994).

Cette série de mesures incluent, entre autres, le démantèlement de plus de 500 entreprises d'État, dont l'Institut mexicain du café, et la réforme de l'article 27 de la constitution qui garantissait jusqu'en 1991 l'inaliénabilité des terres autochtones et paysannes (ejidos) héritées de la Révolution de 1910. Le désengagement de l'État et la fin d'une politique nationale dans la caféiculture portera un coup dur aux petits producteurs de café qui se fiaient aux structures étatiques depuis 1973.

## La libéralisation du secteur caféier

La libéralisation de l'industrie caféière affectera les petits producteurs de plusieurs façons. D'abord, le démantèlement de l'Institut mexicain du café (INMECAFÉ) dont dépendaient les petits producteurs entre 1974 et 1989 laissera un vide organisationnel énorme. L'INMECAFÉ s'occupait d'acheter, de transformer, de commercialiser et d'exporter le café des petits producteurs tout en leur fournissant une aide technique et des services d'agronomes spécialisés



**1**  
En avant-plan, un des centres d'achat du café. Chaque jour, pendant la saison du café, les producteurs viennent y vendre leurs récoltes. (Mexique)

**2** ▶  
Après la cueillette quotidienne, les petits producteurs de café apportent les sacs pleins au centre. Les sacs y sont pesés et les producteurs sont payés. S'ils ont contracté des dettes avec l'acheteur (l'intermédiaire), ces sommes sont soustraites du revenu de leur cueillette.

Solidarité  
inter  
nationale

Deuxièmement, les petits producteurs que l'INMECAFÉ avaient mis au pas de la «révolution verte» lors de son arrivée dans les campagnes sont aux prises avec des variétés de café hybrides qui exigent beaucoup de pesticides et d'entretien. L'Institut, qui depuis 1958 s'était taillé une place de choix au niveau de la recherche et du développement dans le domaine du café, a disparu en emportant avec lui ses secrets «verts», ses 30 ans de recherche et son aide technique.

Troisièmement, une des conséquences directes du démantèlement de la filière du café mexicain sera le transfert des installations productives de l'Institut aux petits producteurs réorganisés en quelques mois dans de nouvelles structures corporatistes contrôlées par l'État. Ces nouvelles structures visent à maintenir la production et à canaliser et gérer les maigres crédits destinés à la caféiculture suite à la libéralisation du secteur. Dans le tumulte, les intermédiaires ont repris le contrôle de l'achat et de la commercialisation tout en faisant la loi des prix dans les campagnes.



### Les petits producteurs s'organisent

Les petits producteurs se retrouvent devant deux scénarios possibles face à la libéralisation du secteur caféier: un retour à l'intermédianisme via les nouvelles structures corporatistes imposées par le gouvernement mexicain ou l'adoption de nouveaux modèles organisationnels. Pour les organisations indépendantes de producteurs qui luttent de façon isolée depuis près de dix ans, le choix de nouveaux modèles en marge de la structure officielle s'est avéré une solution.

Depuis les années 70, une poignée d'organisations marginales faisaient tranquillement leur chemin au niveau local en offrant aux petits producteurs de nouvelles perspectives d'association et de nouveaux marchés orientés vers le commerce équitable, principalement les marchés solidaires alternatifs européens et nord-américains. Ces marchés leur permettaient d'obtenir des prix plus justes pour leur produit. Ce retrait des struc-

tures officielles se faisait souvent au prix de guerres politiques culminant dans la répression, la corruption et le chantage commis par les intermédiaires ou les autorités locales et régionales.

Aujourd'hui, la plupart de ces petits producteurs sont regroupés dans la CNOC, laquelle dispose de sa propre marque de commerce connue sous le nom de Aztec Harvest. Les organisations qui font partie de la CNOC peuvent désormais vendre leur café en passant directement à travers l'organisation qui possède sa propre infrastructure de transformation et de commercialisation. Par le fait même, les petits producteurs évitent ainsi toute une série d'intermédiaires, ce qui leur permet d'augmenter leurs revenus. Les efforts de la CNOC ont donc permis d'offrir une alternative au retour des grands intermédiaires favorisés par l'instabilité du secteur caféier mexicain et la chute des cours mondiaux.

3

**Les sacs de café cerise sont ensuite envoyés au centre de transformation (Beneficio Humilde). Les bales sont extrêmement périssables: il faut donc les transformer moins de 24 heures après leur cueillette.**

locale pour l'obtention de prix justes et équitables et le développement durable de leurs communautés.

Oxfam-Québec soutient les efforts de quelques organisations mexicaines dont l'Union Regional de Pequeños Productores de café (URPPC). Les membres de l'URPPC ont choisi d'adopter des modèles organisationnels basés sur une gestion démocratique et une participation des membres aux prises de décision et à l'orientation de la production et de la commercialisation.



**Produits du monde OXFAM-QUÉBEC** • Montréal (514) 925-6001 ou 1 (877) 925-6001 (sans frais)  
www.produitsdumonde.com

**Brûlerie des cantons** • 4, Beauséne, Warwick (819) 358-9177

**Café des artistes** • 249, Gaspé, Gaspé (819) 368-2255

**Café Mystique Coffee Inc.** • 5000, Iberville #223  
Montréal (514) 521-5888

**Café Nature** • 45, de la Seigneurie #1  
Blainville (450) 434-2412

**Café Rico** • 969, Rachel, Montréal (514) 529-1321

**Café Santropol** • 3990, Saint-Urbain, Montréal (514) 284-3825

**Brûlerie Lacoursière** • 3870, Isabelle #1, Brossard (450) 444-1919

**Brûlerie de café équitable de Québec** • 7, Courcellette, Québec (418) 529-9696

**Société Café International Inc.** • 10 768, Salk, Montréal (514) 325-9130

**Maison de cafés le Torréfacteur** • 1465, Notre-Dame, Trois-Rivières (819) 694-4484

L'autre café  
un juste café

vos geste quotidien de solidarité



4

**Au centre de transformation, une décortiqueuse extrait la membrane des bales. Elles sont ensuite lavées puis séchées au soleil ou dans un séchoir. On obtient ainsi le «café parche». Ses grains seront à leur tour débarrassés de leur pelure, ce qui donnera le «café d'exportation», le café or.**



OXFAM-QUÉBEC fait la promotion du commerce équitable depuis 1996 par le biais de Commerce équitable OXFAM-QUÉBEC inc. (CEOQI). Nous voulons ainsi tisser des liens de solidarité entre la population québécoise et les petits producteurs du Sud face au système mondial d'échanges fondé sur leur exploitation.

OXFAM-QUÉBEC  
2330, rue Notre-Dame Ouest  
bureau 200  
Montréal, Québec H3J 1N4  
Tél. : (514) 937-1614  
Télec. : (514) 937-9452  
Courriel: info@oxfam.qc.ca  
Internet: www.oxfam.qc.ca

Rédaction et photos: Hélène Jean-Venturoli  
Conception graphique: Philippe Langlois

Cet espace est retenu  
et payé par:

AQOCI  
DÉVELOPPEMENT ET PAIX  
INTER PARES  
OXFAM-QUÉBEC  
SUCCO

organismes  
de coopération internationale  
voués au développement  
de solidarités entre les peuples  
d'ici et d'ailleurs.

Produit avec la collaboration  
du Gouvernement du Canada  
par le biais de l'Agence canadienne  
de développement international.

Haïti

# Solidarité entre «fanm ayisyen»

Ludovic Hirtzmann  
et Martin Blanchard

*Entrevue avec  
Marie-Frantz Joachim*

QUAND HAÏTI SE DÉBAT AVEC DES PROBLÈMES SOCIO-ÉCONOMIQUES, LES FEMMES HAÏTIENNES SONT AUX PREMIÈRES LIGNES.

**T**rop proche des États-Unis. Trop pauvre. Trop dépendante de l'aide internationale. Trop épuisée par des régimes dictatoriaux. Si une bonne partie de la population souffre à Haïti, les femmes sont les premières victimes de cette pauvreté structurelle.

«Les femmes des couches défavorisées sont très exploitées. Une majorité d'analphabètes, de pauvres, de victimes de l'insécurité ambiante sont des femmes», assure Marie-Frantz Joachim, militante de l'association haïtienne SOFA, SOLidarité Fanm Ayisyèn. Madame Joachim était de passage à Montréal récemment afin de préparer la grande marche internationale des femmes d'octobre 2000.

## LES PREUVES À WASHINGTON

1986. Le gouvernement dictatorial de Jean-Claude Duvalier, dit Bébé Doc, s'écroule. «C'était une période d'euphorie. C'est à ce moment-là que j'ai rejoint les rangs de SOFA», raconte Marie-Frantz. L'association regroupe aujourd'hui plus de 5 000 femmes réparties dans la plupart des départements haïtiens. La majorité de ses membres sont des paysannes. La SOFA est la porte-parole des revendications des femmes les plus pauvres de la société. C'est aussi le catalyseur de protestations plus larges touchant l'ensemble de la population.

Pour mieux comprendre la détresse d'Haïti, il faut savoir que 5 000 ménages, soit 0,5 % de la population, détiennent plus de la moitié des richesses nationales! Moins de 7 % de la



PHOTO : MANON HÉBERT



PHOTOS : YVES PROVENCHER





PHOTO : YVES PROVENCHER

population dispose de l'eau courante à la maison. 61 % des hommes et plus de 67 % des femmes sont analphabètes.

Durant les années du régime militaire de 1991 à 1994, les viols ont été monnaie courante. Les agressions sexuelles et les brutalités envers les femmes furent des méthodes couramment utilisées par les milices paramilitaires pour punir non seulement les femmes mais aussi leur famille. À Haïti, le viol n'est pas considéré comme un crime, ni par les hommes, ni par les femmes, mais comme une dégradation de la réputation de la victime. L'organisation Kay Famn (la maison des femmes) et le centre de documentation Enfofam ont dénoncé ces crimes. «Tout de suite après le retour à l'ordre constitutionnel, des démarches ont été entreprises auprès du ministère de la Justice pour exiger des actions en justice contre les coupables, mais elles sont restées vaines», expliquent Magalie Marcelin et Clorinde Zephir, respectivement porte-parole de Kay Famn et de Enfofam.

Une enquête menée par le Centre haïtien de recherches et d'actions pour la promotion féminine révèle que «70 % des Haïtiennes subissent des actes de violence. 37 % d'entre elles sont victimes d'agressions sexuelles.» Si toutes les associations de femmes ont demandé et obtenu en novembre 1997 la création d'un tribunal international pour juger les violeurs, le problème n'est pas près d'être résolu. Les dossiers incriminant le régime putschiste sont toujours entre les mains de Washington, qui les a confisqués et ne semble pas pressé d'ouvrir ces documents...

Enfin si les viols ont continué à Haïti, cela est dû aussi au système juridique haïtien. Ainsi, des organisations de défense des femmes rappelaient que des barrières d'ordre légal rendent la justice difficilement accessible aux femmes violées. «Toute plaignante doit présenter un certificat médical issu



Marie-Frantz Joachim.

PHOTO : MANON HÉBERT

de l'Hôpital Général.» Comme il s'agit du principal centre hospitalier du pays, on comprend très vite que la procédure n'est pas facile pour les Haïtiennes vivant dans des régions reculées.

#### LES ENFANTS ET LES VIEILLARDS D'ABORD

Lorsque Marie-Frantz Joachim marche dans les rues de Port-au-Prince, elle voit la pauvreté partout, «jusque dans les yeux des gens, dit-elle. Le niveau de pauvreté est tel que la priorité est de survivre, de nourrir la famille et d'éduquer les enfants.» Ce cercle infernal emprisonne les Haïtiennes dans un climat d'insécurité et de peur.

L'autre problème des femmes à Haïti est la natalité galopante. Même si le taux de fécondité a chuté de 6,3 enfants par femme en 1987 à 4,8 pour la période 1992-1994, ce chiffre demeure préoccupant. Les femmes sont seules à nourrir, élever et éduquer ces enfants. Et comme si cela ne suffisait pas, c'est principalement aux femmes que l'on confie les vieillards. Leur lot quotidien est de survivre. «On est soumise à la reproduction, c'est nous qui faisons les enfants, devons les allaiter et nous en occuper à la maison», commente Rosanne Auguste, fondatrice de la Klinik Famn.

À Haïti, l'homme possède plusieurs lopins de terre en proie à l'érosion de la terre arable, un problème économique majeur car les ressources naturelles sont quasi épuisées. La polygamie existant encore dans les campagnes, l'homme y fait travailler «ses» femmes. Marie-Frantz Joachim rappelle que «l'économie haïtienne repose beaucoup sur les épaules de ces femmes pauvres, qui n'ont accès ni au crédit ni aux moyens de production». En effet, 90 % des femmes travaillant la terre s'occupent de la revente de divers produits au marché. Le commerce est «détenu» par 77 % des femmes.

On pourrait croire cette situation enviable, à ceci près que les commerçantes sont les proies des gros-

sistes et des usuriers. «Chez Caritas, je tente de débloquer des crédits que l'on prête aux femmes à un taux dérisoire (1,5 %) afin qu'elles puissent subvenir à leurs besoins. Si elles vont chez l'usurier, on appelle cela le coup de poignard à Haïti, elles ont un taux de 20 %», déclare Mathilde Fleurvil de Caritas, une ONG internationale charitable basée au Vatican. De son côté, Marie Frantz Joachim assure: «Le problème de l'impunité se pose autant au niveau économique que politique. Les dirigeants qui ont pillé les caisses de l'État et les agresseurs qui ont perpétré des viols circulent impunément. Nous nageons dans une situation d'impunité qui empêche non seulement la justice d'avancer mais aussi les femmes de vaquer à leurs occupations, car elles ont peur.»

Marie-Frantz Joachim.




PHOTO : MANON HEBERT

nent et grâce à ce service nous pouvons les éduquer sur leur corps et sur leurs droits... Nous partons d'une situation concrète pour répondre efficacement aux revendications des femmes», confie Marie-Frantz Joachim. Cette clinique est sous surveillance. Elle fut vanda-

lisée en avril 1998 par des policiers en uniforme. Le chef du service de police de Port-au-Prince accusait les membres de la clinique de cacher des armes dans des boîtes de médicaments!

Rosanne Auguste, fondatrice de la clinique, est cependant optimiste. «Peu à peu, on arrive à poser timidement les droits des femmes. Il y a des organisations de femmes qui arrivent à initier des activités de sensibilisation autour de cette problématique.» Suzy Castor, directrice du Centre de recherche et de formation économique et sociale pour le développement, confirme cette tendance: «Ce foisonnement d'organisations ne se note pas seulement au niveau des femmes, mais aussi des jeunes, des paysans, des professionnels. Aussi bien dans les villes que dans les campagnes... Il y a une réelle avance de la problématique de la femme. Il faut signaler la création du ministère de la Condition féminine et il existe à la Chambre des députés une commission qui s'occupe de la question des femmes.»

Il reste cependant beaucoup de chemin à faire. Lors d'une entrevue avec le ministre haïtien de la Justice Marc Antoine, les associations Kay Famn et Enfofam ont demandé que des femmes soient incluses dans la police. Le ministre a réfléchi et répondu qu'il n'y avait pas suffisamment de fonds disponibles! 

#### KLINIK FANM

Afin de rejoindre le plus efficacement possible les femmes des couches populaires, une clinique de santé a été créée dans le quartier de Carrefour-Feuilles, près de Port-au-Prince: Klinik Fanm. «La clinique offre des soins de santé. Ce sont évidemment des besoins urgents. Mais les femmes y vien-

## Haïti en chiffres

7 395 000 habitants-es

Espérance de vie: 54 ans

PIB/habitant-e: 310 \$ par année (138<sup>e</sup> au monde)

Parmi les 15 pays les moins avancés en terme d'indice de développement humain

40 % de la population a moins de 15 ans

Vous ne payerez que les frais de poste et de manutention (toutes taxes incluses) :

Abonnement individuel	20\$
Étudiant et sans emploi	15\$
Abonnement institutionnel	25\$
Extérieur du Canada	30\$

## ABONNEZ-VOUS!

Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste à :

Nom

Adresse

Code postal

Paieinent inclus:

Tél. :

Revue Vie Ouvrière Inc.  
1215 rue Visitation, bur. 101  
Montréal (Québec)  
H2L 3B5

tél. (514) 523-5998

**recto**  
**VERSO**

Vous ne voulez pas prendre le risque de rater un numéro de Recto Verso?

La «société des loisirs»

# Que sont les loisirs devenus?!

Claire Harvey

Entrevue avec Joffre Dumazedier

PHOTO : CONSEIL  
QUÉBÉCOIS DU LOISIR



CELUI QUI ANNONÇAIT, DANS LES ANNÉES 60, L'ÉMERGENCE D'UNE SOCIÉTÉ DE LOISIRS, S'EST-IL TROMPÉ?

**L**ors d'une conférence donnée en octobre dernier dans le cadre du Forum québécois du loisir, M. Dumazedier a fait observer que le temps moyen consacré au travail est passé de «3 500 heures par an vers 1830 sans soirée, sans week-end, sans vacances, sans retraite, à environ 1 600 heures aujourd'hui où la

durée du temps libre est devenue plus longue dans le cycle de vie que la durée du travail de la population active».

Pourquoi alors certaines personnes travaillent de plus en plus, tandis qu'un nombre croissant d'individus sont condamnés au chômage? «La mondialisation du marché rend le travail de plus en plus précaire. Malheureusement, je ne crois pas qu'il s'agisse d'une crise temporaire», avance l'éminent sociologue au cours d'une entrevue accordée à Recto Verso. En effet, on a abondamment parlé ces dernières années de la précarisation des emplois et de la croissance du travail atypique (travail autonome, sur appel, horaires flexibles et irréguliers). Dans les circonstances, bon nombre de personnes rognent sur leurs soirées, leurs week-ends et leurs vacances pour joindre les deux bouts. Parallèlement, des individus ont du temps libre à profusion, mais ne disposent pas toujours du pouvoir d'achat pour convertir ce temps libre en loisir. Entre les deux extrêmes, des gens ont assez d'argent pour prendre le temps de vivre.

## LE LOISIR EST LA MÈRE DE TOUTES LES VERTUS

Trente-huit ans après la parution de *Vers une civilisation du loisir?*, où en sommes-nous? L'auteur, Jof-

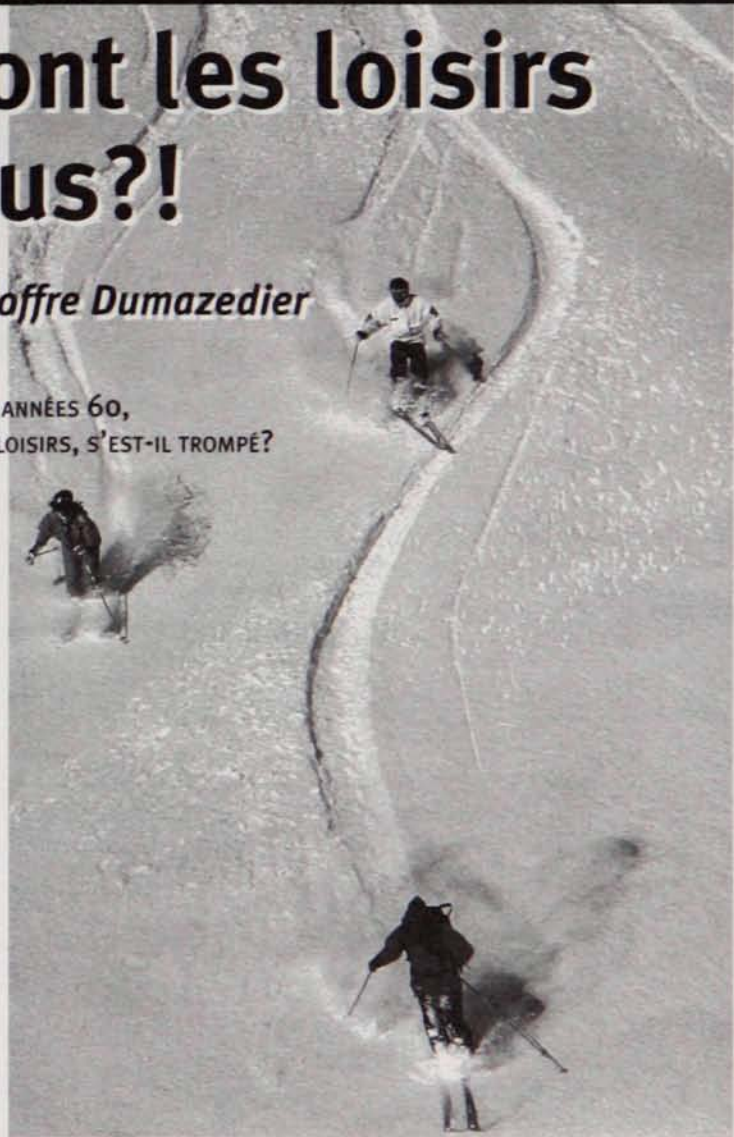


PHOTO : CONSEIL QUÉBÉCOIS DU LOISIR

fre Dumazedier, qui plaiderait en 1962 pour que les sociétés postindustrielles élaborent des politiques qui donneraient un sens au loisir, estime que les choses n'ont guère avancé. «Rien n'a changé. C'est comme si je n'avais rien écrit», déplore M. Dumazedier.

S'il est vrai que le temps du loisir occupe aujourd'hui 90 % du temps libéré du travail professionnel et des tâches familiales et scolaires, il est également vrai, selon le sociologue, que de nombreuses personnes utilisent ce temps libre à mauvais escient en pratiquant «des divertissements médiocres, des jeux sauvages et des agressions envers les biens et les personnes», dit-il, faisant

**L'auteur, Joffre Dumazedier, qui plaiderait en 1962 pour que les sociétés post-industrielles élaborent des politiques qui donneraient un sens au loisir, estime que les choses n'ont guère avancé.**

PHOTO : CONSEIL QUÉBÉCOIS DU LOISIR



PHOTO : CONSEIL QUÉBÉCOIS DU LOISIR

## Tous à loisirs

Lorsqu'on parle de loisir, plusieurs personnes estiment qu'il s'agit d'un luxe. Le loisir, c'est plutôt un élément fondamental qui contribue à prévenir l'exclusion, selon Lucie Fréchette, coordonnatrice du Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale et professeure en travail social à l'Université du Québec à Hull (UQAH).

Comme Mme Fréchette le souligne, s'il existe un endroit accessible à tous-tes où on n'est pas identifié à un problème à résoudre, c'est bien le milieu des loisirs à dimension communautaire. «Les centres et les organisations de loisir constituent des oasis en contexte de précarité parce que les gens ne sont plus catalogués en tant que chômeurs, assistés sociaux ou chefs de famille monoparentale. Les gens fréquentant ces milieux peuvent tisser des liens sociaux significatifs qui, dans bien des cas, leur éviteront de basculer dans l'exclusion.»

Certains milieux de loisir, soutient Mme Fréchette, exercent un puissant pouvoir d'attraction en ne marginalisant pas les populations fragilisées. «Ces milieux ont plus de facilité à joindre les personnes que les services publics et certains organismes communautaires. Ils peuvent donc agir sur les facteurs de risque et de vulnérabilité, ce qui empêche des citoyens d'être mis hors circuit», dit-elle.

Plutôt que de soutenir ces milieux, déplore-t-elle, le gouvernement ballotte le loisir d'un ministère à l'autre: Loisir, Chasse et Pêche, Affaires municipales et Éducation. «Les organismes associant le loisir, la prévention et le développement communautaire (maisons de la famille, maisons de jeunes, cuisines collectives, etc.), doivent sans cesse défendre leur contribution auprès des bailleurs de fonds.» Mme Fréchette signale que 21 ans après l'adoption de la politique nationale du loisir plaçant le loisir parmi les priorités du gouvernement, la reconnaissance de cette contribution demeure toujours d'actualité.

référence au lot d'idioties que les médias diffusent et à la délinquance qui ne cesse de croître.

C'est pourquoi M. Dumazedier dénonce «l'illusion libéraliste qui s'imagine que le loisir ne concerne que la liberté de chacun». Il est d'avis que cette liberté constitue un leurre pour la majorité d'entre nous. «La société médiatique, dont les valeurs des sponsors ne sont pas forcément la diffusion de la culture, influence largement les activités du temps libre.» Le chercheur croit que dans ces conditions, il faut dresser une résistance en faveur des loisirs sportifs, artisanaux, tounstiques, artistiques, intellectuels et sociaux. «Cette résistance se révèle indispensable afin que le loisir devienne un réel mode de culture populaire.»

Dans la même veine, M. Dumazedier recommande de mieux préparer les individus en enseignant à l'école des activités qui leur permettraient de se réaliser et de profiter de leur temps libre. «Il faudrait changer l'école de fond en comble. Si j'étais ministre de l'Éducation, ce qui n'arrivera jamais, je commencerais par m'interroger sur la pertinence d'obliger la population à demeurer sur les bancs d'école pendant 10 ans. Bon nombre d'élèves n'y trouvent aucun intérêt et emmerdent les autres.»

Pour remédier aux lacunes de notre système scolaire, M. Dumazedier préconise une formation permanente à tous les âges, et ce pour toutes les classes sociales. Il recommande aussi qu'on introduise les loisirs en tant que mode de formation parallèle, c'est-à-dire de retenir l'attention des élèves en leur proposant des activités qui les intéressent.

Mais pour cela, soutient-il, il faut que les sociétés post-industrielles reconnaissent l'importance réelle, encore occultée, du rôle que joue le loisir dans la vie de tous les jours. «C'est l'équilibre de tout un peuple dont il est ici question», conclut M. Dumazedier.

**F**ace à des politiques qui ne visent qu'à accroître les richesses des mieux nantis, une résistance s'organise. En l'an 2000, nous vivons dans un monde où le discours dominant préconise le libre marché et encense une croissance toujours accélérée. Les projets de développement social deviennent ainsi subordonnés aux seuls intérêts et à la liberté des marchés.

Cette mise en avant de la dimension économique atteint, dans certaines régions du globe, des niveaux scandaleux dans le mépris de la dignité humaine.

Que l'on parle de groupes populaires, d'action communautaire autonome ou d'organismes de coopération internationale (OCI), il existe, au Nord comme au Sud, des dizaines de milliers d'organisations non-gouvernementales (ONG).

À travers ces réseaux de solidarité, des citoyens et des citoyennes se sont donnés des lieux de réflexion et d'action pour s'entraider dans le quotidien, apprendre collectivement à promouvoir et à défendre leurs droits, et influencer l'avenir dans le sens d'une plus grande justice sociale.

Dans l'action solidaire, le dynamisme et la diversité des ONG constituent une grande force.

Cependant cette force peut aussi se transformer en faiblesse quand on pense à la précarité des sources de revenus dont elles disposent. Il est évident que nos organisations, leurs directions, leurs interventions, ne sont pas à l'abri de distorsions qui reflètent l'esprit de compétition de notre époque. Le grand défi qui nous attend sera de passer par-dessus ces blocages potentiels pour se rappeler l'urgence de se solidariser et de se concerter de façon toujours plus large. Car il importe de créer un contre-pouvoir réel, afin de réussir à renverser la logique actuellement à l'œuvre, au profit d'une plus juste répartition des richesses de la planète et du respect de l'environnement. Les ONG apparaissent dans cette perspective de plus en plus comme des acteurs incontournables. Chacun-e, au Nord, au Sud, à l'Est ou à l'Ouest, doit pouvoir vivre dans la dignité.

# Défier la logique

# Pour agir, il faut pouvoir saisir...

**M**ondialisation à toutes les sauces et démocraties à l'arrière-goût rance; pas un jour ne passe sans que les médias nous annoncent une méga-fusion commerciale, une alliance stratégique internationale ou une tournée de l'Équipe-Canada. Dans la mêlée, les efforts des organisations communautaires d'ici et d'ailleurs se font peu connaître. Pourtant, ces efforts à petite échelle font toute la différence dans la vie des gens et permettent de développer une alternative viable à la mondialisation débridée.

Voici donc un dossier que nous souhaitons instructif et mobilisateur. Des mines perchées dans les hautes Andes du Pérou aux réflexions de l'illustre Riccardo Petrella, ces pages jetteront un regard nouveau sur le rôle et les objectifs de la coopération internationale.

Ce dossier vous est présenté par un collectif d'organismes de coopération internationale membres de l'AQOCI, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale. L'esprit qui anime ces organismes en est un d'éducation du public pour favoriser l'engagement et l'action des citoyens et citoyennes dans la société, en solidarité avec les peuples d'ici et d'ailleurs.

Bonne lecture!



Photo: CECI

**E**n l'an 2000, un nombre croissant de personnes vivent dans la pauvreté absolue. Et en dépit de tous ses beaux discours, le Canada est loin de concrétiser ses engagements en faveur de la lutte contre la pauvreté à l'échelle mondiale.

Un développement plus favorable ainsi qu'un engagement plus ferme envers les démunis de la planète requièrent une volonté politique, volonté qui, force est de le constater, n'existe malheureusement pas chez nos dirigeants.

En fait, l'aide accordée par l'ensemble des pays donateurs n'a jamais été aussi faible depuis plus de trente ans. Au Canada, le budget de l'aide a été plus touché par les compressions que tout autre programme fédéral. Ces restrictions ont eu des effets importants dans les programmes visant directement à appuyer la réduction de la pauvreté. Cette situation est paradoxale quand on constate l'importance accordée à cette priorité dans les énoncés de politique canadienne.

D'autre part, le discours sur le «partenariat» masque un fardeau écrasant de conditions imposées par le Canada. L'exemple le plus frappant concerne l'aide liée, c'est-à-dire dépensée obligatoirement en produits et services canadiens: sur le total des sommes accordées via les programmes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la part de l'aide liée est encore supérieure à 65 %.

Sur le plan politique, les ONG réclament une plus grande transparence permettant, d'une part, de savoir la contribution exacte du

Canada dans des programmes visant directement à améliorer les conditions de vie des populations défavorisées; et, d'autre part, de

connaître la stratégie d'ensemble du Canada pour réduire les inégalités dans le monde, et ce, tant à l'intérieur des pays qu'entre ces derniers.

Enfin, la politique canadienne devrait encourager un dialogue reposant sur des pratiques démocratiques d'inclusion afin de permettre aux plus démunis et aux organisations qui représentent véritablement leurs intérêts de faire entendre leurs voix.

Réflexions tirées du document

**Le Bilan de l'aide 2000** disponible en ligne sur le site du Conseil canadien de la coopération internationale: <http://fly.web.net/ccic/FRANCAIS>

## Affaire de politiques ou politique des affaires

Cet espace est retenu et payé par:

organismes de coopération internationale voués au développement de solidarités entre les peuples d'ici et d'ailleurs.

Produit avec la collaboration du Gouvernement du Canada par le biais de l'Agence canadienne de développement international.

AQOCI  
DÉVELOPPEMENT ET PAIX  
INTER PARES  
OXFAM-QUÉBEC  
SUCO

## Des agriculteurs du Bangladesh célèbrent la biodiversité

Un fermier à la fois et une rizière à la fois, Farhad Mazhar participe à un mouvement paysan pas comme les autres. Mazhar a tendu l'oreille aux fermiers du Bangladesh, il y a plus de cinq ans. Il avait l'appui d'UBINIG, une organisation bangladaise de développement. D'un petit noyau de quelques fermiers, les informations récoltées servent aujourd'hui aux 50 000 agriculteurs du Bangladesh qui redécouvrent l'agriculture écologique.

UBINIG cherchait à remettre en question l'agriculture moderne axée sur les produits d'exportation, la monoculture, la mécanisation et l'utilisation d'herbicides et d'engrais chimiques. Plusieurs Bangladais rejettent ce mode de production car il n'est pas viable pour la majorité des populations rurales. Avec l'abandon de la polyculture, la qualité de l'alimentation dans les campagnes a chuté. Tandis que la monoculture épuisait les sols, les paysans devaient investir des sommes importantes pour l'achat d'engrais chimiques et de pesticides toxiques.

Au début, des agriculteurs ont tenté l'expérience en offrant de petits lopins de terre à UBINIG. Avec les employés d'UBINIG, ils ont évalué l'efficacité de différentes combinaisons de cultures pour la lutte contre les insectes nuisibles, ils ont examiné les valeurs nutritionnelles des récoltes et pesé les avantages nutritifs pour le sol de diverses méthodes de compostage.

Il a fallu trois ans pour que ces efforts soient récompensés par une grande et robuste variété de cultures.

L'utilisation et la conservation de variétés de semences locales est un élément-clé de la stratégie d'UBINIG. Un réseau de centres communautaires de graines identifie les semences, les conserve et permet des échanges. Avec l'appui d'Inter Pares, UBINIG encourage également les efforts d'innovation et d'expérimentation des cultivateurs dans la recherche de variétés nouvelles et la connaissance de la terre et de ses ressources.

Le mouvement social des cultivateurs remet effectivement en question le progrès, la technologie et la modernité, les trois piliers de l'agriculture moderne. Ce faisant, les cultivateurs insufflent une vie et un espoir nouveaux dans la société rurale du Bangladesh.



Photo: Fatma Ahmmed



## Brésil

## Les paysans luttent pour la terre

La colère de Raminho de Figueiredo est palpable: «Voilà une attaque à notre mouvement, orchestrée par la Banque mondiale et le gouvernement brésilien.» De Figueiredo est un organisateur paysan pourtant modéré du Mouvement des paysans sans terre au Brésil, le *Movimento Sem Terra*. Il s'indigne de la volonté de la Banque mondiale d'implanter un programme qui remplacerait la politique gouvernementale de réforme agraire.

«Nous construisons la communauté alors que (le programme de la) Banque mondiale enrichira les grands propriétaires fonciers. On croirait que tous souhaitent notre disparition.» Pourtant, selon les Nations Unies, ces terres sont de trois à quatre fois plus productives que celles des grandes fermes.

Plus de 450 000 familles paysannes labourent présentement des terres que le mouvement *Sem Terra* a arraché aux grands propriétaires à coup d'occupations pacifiques massives de champs abandonnés. Leurs actions ont contraint le gouvernement à implanter la réforme agraire, aujourd'hui menacée. De fait, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international veulent que le Brésil réduise ses dépenses et augmente ses revenus d'exportation. Mais il y aurait encore 4,8 millions de familles sans terre au Brésil, selon le mouvement.

Au Brésil, un pays de 165 millions d'habitants, un énorme fossé sépare les riches des pauvres: plus de la moitié des terres, dont une très grande partie est inutilisée, appartiennent à 3 % de la population. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sans terre sont réduits à la faim, au chômage et à la perte de leur dignité. Développement et Paix appuie le Mouvement des sans terre dans sa lutte pour la dignité.





Photos: CECI

**Bolivie**

## Obtenir un juste prix

Les petits producteurs de lait de la région de l'Altiplano en Bolivie sont bien placés pour témoigner de l'échec de la mondialisation des marchés. Ils ont été durement frappés par la privatisation, la libéralisation des prix et la suppression des barrières au commerce extérieur. Entre la prospérité des années 70 et la lutte pour leur survie en cette fin de siècle, les petits producteurs ont encaissé les coups.



La nationalisation de l'industrie laitière en 1970 a réorienté des milliers de paysans vers la production agroalimentaire. Le Programme de promotion laitière et la *Planta Industrializadora de Leche (PIL)*, à La Paz, ont contribué à l'essor de la production laitière. Dotés d'une infrastructure de transformation et assurés de débouchés commerciaux, les petits producteurs laitiers ont prospéré.

Les pressions constantes du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ont fait fléchir le gouvernement bolivien en 1994. Le changement de cap s'est notamment traduit par la privatisation des entreprises d'État, à laquelle la PIL n'a pas échappé. En 1996, une majorité des actions de la PIL sont passées aux mains d'investisseurs péruviens.

Les petits producteurs boliviens luttent pour leur gagne-pain, leur autonomie et leur dignité. Ils se sont regroupés au sein de l'Association des producteurs de lait du département de La Paz. Forte de ses 9 350 membres, l'APLEPAN se bat aujourd'hui pour que le prix du lait soit maintenu à un niveau décent, et non pas qu'il s'ajuste au prix de la concurrence internationale.

Oxfam - Québec appuie l'APLEPAN dans ses projets d'autofinancement, de formation technique et de transformation du lait.

## Mines au Pérou L'espoir ressurgit

La population de la ville péruvienne de La Oroya est pauvre de sa richesse. Une richesse qu'elle tient de l'abondance des ressources naturelles enfouies dans les mines de la région; et une pauvreté héritée de choix de développement qui ont favorisé la grande industrie minière, au prix du bien-être de la population. La région a été frappée dans les années 80 et 90 par la baisse de l'activité minière et par les mesures d'ajustement structurel appliquées très tôt au Pérou. Dans ce contexte de privatisation à grande échelle et de modernisation des équipements, l'industrie jeta des milliers de travailleurs à la rue. Aujourd'hui, la population s'organise pour s'assurer un droit de regard sur les choix de développement à venir.

La population s'est ralliée autour d'un consortium composé de trois organisations non-gouvernementales (ONG) péruviennes pour établir les règles de base d'un plan de développement local dans l'intérêt de la communauté et de l'environnement. L'Union pour le développement durable (UNES) réunit autour d'une même table *Cooperacion*, une ONG avec un volet environnemental; *Filomena Tomaira Pacsi*, un collectif de femmes intéressé à développer le secteur de micro-entreprises auprès des femmes; et la *Cenca*, une ONG en planification urbaine.

Appuyé par des bailleurs de fonds européens et par SUCO, et avec la participation des organisations sociales, des gouvernements locaux, des entreprises et de l'État, UNES veut assurer un équilibre entre l'exploitation des ressources naturelles et le mieux être des collectivités.

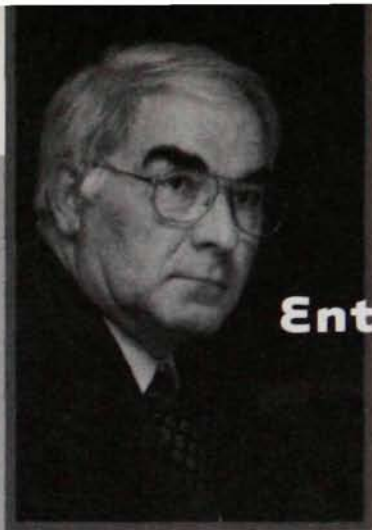
Quatre programmes ont été élaborés en concertation: Développement des habiletés, afin de renforcer les divers acteurs sociaux dans leur rôle d'auteurs et de promoteurs d'un développement durable; Promotion d'activités économiques



Photo: Victor Molliquill

viables, pour diversifier les sources de revenus et augmenter le niveau de vie de la population; Récupération environnementale, pour non seulement stopper la dégradation, mais aussi pour établir des mesures de régénération; et finalement un programme de développement urbain visant un accès plus adéquat et équitable aux services.

La grande entreprise minière et métallurgique est à la base du développement économique et démographique de La Oroya, la capitale provinciale de Yauli-La Oroya. L'économie de la province s'articule autour de cette activité minière, principale source directe et indirecte d'emploi. Avec les nouvelles perspectives de croissance qu'offre la concertation locale, l'espoir ressurgit dans les mines des hautes Andes.



## Entrevue avec Riccardo Petrella

Riccardo Petrella, docteur en Sciences politiques et sociales, est président du Groupe de Lisbonne, conseiller

auprès de la Commission européenne, et enseigne actuellement à l'Université catholique de Louvain. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Limites à la compétitivité* (1995), *Le Bien commun* (1996), *Les Écueils de la mondialisation* (1997) et *Le Manifeste de l'eau* (1998).

Ouvertement engagé pour une réappropriation des espaces de pouvoir par les citoyens et citoyennes, M. Petrella a accepté avec enthousiasme de répondre à quelques-unes de nos questions.

► ► ► **Vous avez souligné l'urgence de rétablir la primauté du politique sur l'économique et le financier. Dans cette perspective vous avez proposé, pour restaurer la citoyenneté dans la société, de «s'attaquer aux finances».**

Il faut *désarmer la finance*, à savoir, lui retirer la puissance de décision que nos sociétés, nos gouvernements, lui ont donné. C'est important car aujourd'hui les décisions en matière d'allocation des ressources, de priorités dans les investissements, et de redistribution de la richesse produite sont prises principalement dans l'intérêt des détenteurs et des gestionnaires du capital financier. En ce moment la tendance est à privilégier les intérêts des actionnaires, au détriment de ceux des salariés ou de la collectivité nationale. C'est l'un des aspects majeurs de ce que l'on appelle la *financiérisation* de l'économie.

Un autre aspect de la *financiérisation* actuelle, qui a des effets également désastreux pour le bien-être collectif et la démocratie, est la perte de souveraineté des pouvoirs politiques représentatifs, notamment les parlements nationaux, par rapport aux institutions et aux décideurs financiers privés qui sont de plus en plus organisés à l'échelle mondiale.



Photo: CECI

# Créer en commun la richesse mondiale



► ► ► **Comment peut-on contrer cette tendance?**

Les mesures qu'il est possible de prendre pour désarmer la finance sont nombreuses, elles sont aussi réalistes et faisables. En fait, tout dépend de la volonté politique et de la mobilisation de l'opinion publique.

Ces mesures incluent:

- L'établissement de règles et d'institutions mondiales en ce qui concerne les mouvements des capitaux; leur liberté totale est un non-sens économique.
- La lutte contre la spéculation et contre la fraude et l'évasion fiscale; ce qui signifie, entre autres, l'élimination des paradis fiscaux, la révision du secret bancaire, et une étroite collaboration entre les gouvernements nationaux.

► ► ► **Quels sont les principaux courants porteurs d'une résistance véritable face à la mondialisation?**

Il me semble que le premier groupe de résistance qui aura une importance significative au cours de la décennie qui vient de commencer sera composé de tous les mouvements et associations militant dans le domaine du «développement durable» et «soutenable», notamment sur les plans social et éthique.

Les batailles principales porteront sur la vie, sur les droits à la vie: opposition aux OGM, à la marchandisation de la nature et de la vie; lutte au chômage; lutte contre la privatisation et la commercialisation de l'eau. Dans ce contexte, on assistera également à un renforcement de la mobilisation politique des paysans et des populations indigènes autochtones.

Le deuxième groupe de résistance sera articulé autour de la défense et de la promotion des droits humains et sociaux «traditionnels», de plus en plus menacés et bafoués, ainsi que de droits «nouveaux». Je pense aux luttes des femmes, des enfants, des non-blancs, des chômeurs, des immigrants. La nécessité des luttes contre le racisme, la xénophobie et le mépris des plus faibles ne seront, hélas! pas moins nécessaires.

Il se peut qu'un troisième groupe de résistance se forme autour des et en réaction aux développements non contrôlés des systèmes et aux avatars technocratiques qui naîtront sous l'impact des nouvelles technologies d'information et de communication.

► ► ► **Quels sont les principaux défis posés à ces mouvements de résistance?**

Les principaux défis auxquels les «résistants» et les créateurs d'alternatives à la mondialisation actuelle devront faire face seront:

- La puissance et l'arrogance de la rhétorique des dominants, prétendument modernistes et progressistes, grâce au contrôle des médias.
- La démobilisation de la classe politique qui, jusqu'à une époque récente, était porteuse des droits, des intérêts et des besoins des groupes sociaux les plus défavorisés. Aujourd'hui, cette classe politique est plutôt dominée par le souci d'être «politiquement correcte».
- L'embourgeoisement consumériste de la très grande majorité des classes moyennes dans tous les pays du monde; dans le contexte de la montée d'un individualisme prédominant.

► ► ► **Dans ce contexte de «luttes», le milieu de la coopération internationale a-t-il un rôle spécifique à jouer?**

Non seulement la coopération internationale a un rôle spécifique à jouer, mais elle est devenue, à mon avis, encore plus importante et décisive que par le passé. À condition qu'elle opère deux mutations majeures.

En premier lieu, il faut que les gouvernements et les populations des pays riches cessent de jouer sur les deux tableaux contradictoires qui sont, d'une part, la primauté accordée à la compétitivité comme principe inspirateur principal de leurs stratégies économiques et sociales et, d'autre part, les programmes de coopération. La coopération doit cesser d'être l'instrument de compensation destinée à soigner les dégâts provoqués par la compétitivité. Le principe de coopération doit remplacer celui de la compétitivité.

En deuxième lieu, la coopération doit devenir le moyen de création, en commun, de la richesse commune mondiale — en termes d'infrastructures, de biens et de services — et cesser d'être l'instrument de transfert d'idées, de conceptions, d'instruments et d'initiatives de la part des pays «développés» vers le reste du monde.





**Gervais L'Heureux**  
directeur général SUCO



**Brian Barton**  
vice-président  
AQOCI



**Mohamed Chikhaoui**  
adjoint au directeur général  
Oxfam-Québec

**Fabien Leboeuf**  
directeur général  
Développement et Paix



**Molly Kane**  
directrice générale  
Inter Pares

**Quelle est votre opinion sur les politiques actuelles du Canada en matière d'aide publique au développement international?**

**Molly Kane:** Le Canada devrait adopter des politiques qui soient cohérentes et qui reposent toutes sur la recherche de la justice et du développement

# L'avenir

équitable pour tous les peuples de la terre. Et tant que les pays pauvres ne parviennent pas à sortir du cycle de l'endettement qui leur a été imposé par les pays donateurs et les institutions financières internationales, il ne pourra y avoir de partage équitable de la richesse.

**Fabien Leboeuf:** On constate que le Canada est entré de plain-pied dans la mondialisation, et ne cache plus qu'il applique les programmes d'ajustements structurels et de libéralisation: primauté absolue au marché.

**Mohamed Chikhaoui:** Le Canada considère qu'il est d'abord de SON intérêt d'investir dans l'aide au développement afin de créer des débouchés pour les biens économiques canadiens et des occasions d'affaires pour les entreprises canadiennes.

**Molly Kane:** En fait, 68 % de l'aide canadienne est encore liée à l'achat de biens et services canadiens. C'est une des proportions les plus élevées de tous les pays dits donateurs. Cette aide liée a souvent pour effet d'accroître la dépendance économique et de détruire les structures sociales et économiques des communautés que l'on dit vouloir aider.

**Moussa Konaté:** Chez nous un adage dit que «la pintade regarde dans la nuque de celle qui la précède». Comme les pintades marchent en file

indienne, il en faut une qui ouvre la marche, et actuellement ce rôle est accordé à l'Occident. Ceci implique une importante responsabilité: éclairer et avertir des obstacles sur le chemin. Ceci signifie servir d'exemple et non pas se donner comme modèle. Car il est évident que tout ne va pas en Occident. Ayez le courage d'éclairer seulement. Et que cela se traduise dans la sincérité. L'Occident devrait admettre que, malgré sa maîtrise technique, du point de vue humain il a beaucoup à apprendre des autres.

**Fabien Leboeuf:** Déjà le discours et les pratiques qui sous-tendent le programme de l'Aide publique au développement (APD) sont empreints d'ambiguïté et de contradictions. Ainsi la lutte à la pauvreté (son «allévation» plutôt que son «éradication») demeure l'objectif prioritaire des politiques



**Moussa Konaté**  
coordonnateur  
pour SUCO-Mali

se sont  
exprimés  
à cette table  
ronde.

# n'est pas fermé

d'aide et de l'ACDI; mais dans les faits, malgré les beaux discours, sur ce plan l'aide est en nette régression.

**Gervais L'Heureux:** D'une manière générale, le Canada est un des pays donateurs qui ont le plus amputé dans leurs engagements en matière d'APD depuis 1990. À vrai dire, on a assisté au Canada à un recul de plus de 37 % des budgets consacrés à l'APD.

**Brian Barton:** Et les fonds dédiés à l'éducation du public ont été presque éliminés en 1995, causant énormément de dommage aux ONG travaillant dans ce domaine.

**Fabien Leboeuf:** On constate aussi que l'importance et le rôle des ONG recule au profit du secteur privé.

**Mohamed Chikhaoui:** En effet le Canada ouvre de plus en plus l'APD aux entreprises du secteur privé commercial.

**Fabien Leboeuf:** On a promis récemment une reprise de l'aide publique au développement. Si cela se vérifie, est-ce que ce nouvel argent ira vraiment à des programmes de développement à la base, directement au service des populations?

**Quelles devraient être les orientations à privilégier pour les prochaines décennies?**

**Gervais L'Heureux:** Une augmentation progressive des budgets d'aide mais en





visant directement l'amélioration des conditions de vie des catégories défavorisées. Rehausser la qualité de l'aide en fixant des balises claires: cibler les programmes dans des régions et secteurs où se concentre la pauvreté.

**Molly Kane:** Le gouvernement doit mettre résolument l'accent sur le soutien au développement démocratique, le renforcement des capacités de prise en charge par le milieu, la bonne gouvernance, la participation citoyenne, l'équité dans les rapports entre hommes et femmes.

**Mohamed Chikhaoui:** Le Canada doit démontrer un leadership afin de promouvoir le droit à l'équité, le droit à un niveau de vie décent, et le droit à des services sociaux de base.

**Brian Barton:** Au niveau du budget il faudrait d'abord atteindre, au cours de la prochaine décennie, le niveau de 0,7% du P.N.B. promis depuis longtemps par le gouvernement pour le total de l'APD.

### Quels sont les principaux défis que doivent relever les OCI et leurs partenaires ?

**Fabien Leboeuf:** Le discours dominant est monolithique et nie l'existence d'une alternative réelle. Or, nos efforts pour relever les défis de la solidarité doivent s'enraciner dans une lecture critique de la société, autant au plan socio-économique qu'au plan politique.

**Mohamed Chikhaoui:** Les organismes de coopération internationale (OCI) doivent résolument se positionner comme des parties prenantes de la société civile, doivent défendre et promouvoir leurs valeurs. C'est de cette façon qu'ils réussiront à ne pas être des maillons de la mondialisation et des régulateurs du système mondial.

**Molly Kane:** Notre rôle se résume trop souvent à ne «corriger que les pires abus» du système, mais il faut davantage faire preuve de détermination et de courage et ne pas avoir peur d'agir comme catalyseur du changement et de l'innovation sociale.

**Fabien Leboeuf:** L'avenir n'est pas fermé. L'espoir réside dans le nombre sans cesse croissant des associations de citoyens et de citoyennes porteuses d'alternatives et qui résistent aux stratégies dominantes. Le premier défi consiste à créer des liens entre tous ces réseaux et à œuvrer à leur mondialisation.

**Molly Kane:** Les OCI ont souvent accès à des ressources importantes et jouissent du respect des populations locales dans de nombreux pays. Elles ont donc une grande responsabilité. Les OCI et autres organisations de la société civile ne doivent pas prétendre se subtiliser aux citoyens et penser qu'on «représente le monde», ni non plus prendre la relève de l'État ou offrir des services à sa place. On doit plutôt soutenir les citoyens dans leurs efforts visant la transformation démocratique des structures de gouvernance à tous les niveaux.

**Moussa Konaté:** Je crois qu'il faut chercher à susciter l'éveil d'une conscience collective, tant au niveau des OCI que de celui de nos partenaires. Il y a encore trop de compétitivité entre les différents acteurs (et auteurs) du développement, tant au niveau de la recherche de financement qu'au niveau de l'expression de nos actions sur le terrain. Ainsi, je comprends difficilement les ONG qui opèrent auprès des mêmes communautés et qui n'arrivent pas à intégrer leurs actions de façon complémentaire. Nous avons tous été témoins de situations semblables sur le terrain.

**Brian Barton:** Nous devons établir des relations de vrai partenariat et promouvoir les valeurs et les droits

humains, tout en respectant l'autonomie des partenaires.

**Moussa Konaté:** N'oublions pas que la question de l'autonomie financière pose un défi de taille. En effet il serait difficile à quelque collectif que ce soit de rester intègre vis à vis de sa vision de ses principes dans une totale dépendance financière.

**Fabien Leboeuf:** Il faudrait intensifier la lutte pour l'éradication de la pauvreté; défi confronté actuellement à une absence de volonté politique. Et affronter plus vigoureusement la sphère économique qui monopolise plus que jamais les efforts et les pouvoirs.

**Brian Barton:** Rétablir la primauté des choix démocratiques sur les forces économiques privées. Faire en sorte qu'il soit possible de construire un monde basé sur la coopération plutôt que sur la compétition acharnée. Ici au Canada, comme ailleurs, l'éducation du public sur la mondialisation et la situation dans le Tiers-Monde sera donc plus essentielle que jamais. Et il est essentiel aussi que les OCI maîtrisent les technologies nouvelles de l'information, et contribuent à ce que nos partenaires puissent le faire aussi.

**Gervais L'Heureux:** D'autre part, comme le public semble plus sensible face aux catastrophes et aux crises qui frappent l'opinion via les médias, les OCI doivent également veiller à maintenir une cohérence entre les messages lancés pour leur collecte de fonds et leur vision du développement à long terme. Autrement dit, «profiter» de cette mobilisation du public par la générosité pour l'engager vers une plus grande conscientisation du mal développement.

En dernier lieu, si la collaboration entre le secteur privé et le milieu des OCI pour réaliser des actions en développement est souhaitée par certains, il faut être conscient des problèmes, des limites et des défis que cela pose. À l'évidence, la connaissance de nos différences est importante car si on peut s'inspirer de certaines pratiques efficaces du secteur privé, il faut garder à l'esprit que ce n'est pas l'objectif premier des entreprises de régler les problèmes du monde.



A young child with dark, curly hair is smiling and holding a large, oversized red crayon. The crayon is the central focus, with a yellow body and a red tip. The background is a blurred indoor setting, possibly a classroom, with other children visible in the distance.

# Besoin de toi

Besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance

Où il y a des enfants,  
il y a de l'emploi !

Québec   
Ministère de la Famille  
et de l'enfance

[www.mfe.gouv.qc.ca](http://www.mfe.gouv.qc.ca)

Richard Bousquet,  
Estelle Chirurgien,  
Ludovic Hirtzmann,  
Daniel S.-Legault

## Des nouvelles pour pas cher

La Communauté vietnamienne au Canada offrait récemment, via le site de Développement des Ressources Humaines Canada, un poste de journaliste... à 6,90 \$ de l'heure avec un niveau baccalauréat en lettres exigé. Des amateurs? [EC]

## RONALD À L'HÔPITAL

McDonald's s'attaque maintenant à la restauration dans les hôpitaux et les universités, si l'on en croit une entrevue accordée par Jack Greenberg, le pdg de McDo, au journal allemand *Welt am Sonntag*, où il rapporte: «Nous avons déjà tâté le terrain auprès de l'hôpital d'Aix-la-Chapelle.» AFP [LH]

## 40 000 MESSIES

Il devrait y avoir 40 000 messies en Israël cette année. 1 % des touristes seraient frappés par le «syndrome de Jérusalem» donnant l'illusion qu'ils sont le christ revenu sur terre. Le canard enchaîné [LH]

## 33 % DE MENTEURS!

Un tiers des candidats-es canadiens qui postulent pour un emploi sont des menteurs-ses. C'est ce que révèle une récente étude menée par Infocheck, un cabinet de Toronto. Un CV sur trois contient des mensonges. Les candidats-es trichent sur leur passé professionnel. Reuters [EC]

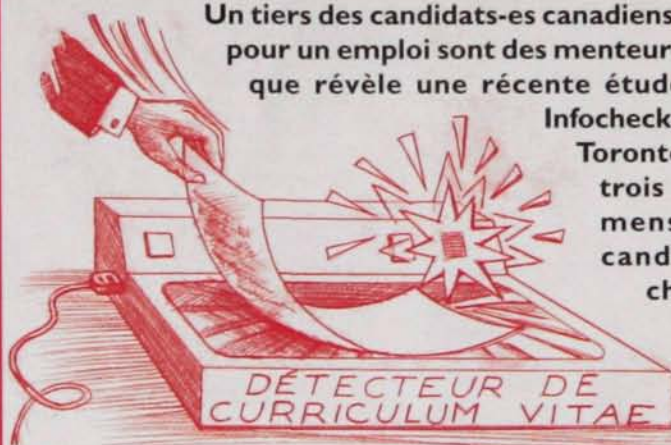


ILLUSTRATION : JULIUS KISS

## Une opposition sous tutelle

L'opposition officielle à la Ville de Montréal dispose d'un budget de recherche et de secrétariat. Une enveloppe budgétaire versée en deux ou trois versements? Non, les dépenses sont autorisées sur présentation de factures seulement... [RB]



Ville de Montréal

## LITTÉRATURE INDIGÈNE

À Ottawa, près du marché By, il y a une grande librairie Chapters. À l'étage, un rayon pour les enfants avec des jeux, un petit univers pour les enfants... anglophones seulement. Une petite note indique que les livres en français pour les enfants sont dans le rayon français à côté des livres de référence. Petits-es francophones, vous n'avez pas le droit de rêver! [LH]

## BURP!

La congrégation vaticane vient de dresser le portrait robot du prêtre exemplaire, lui demandant notamment d'être... «sobre et modéré à table». [LH]

## MOMMY, MOMMY

Selon son recteur, l'Université de Moncton perd chaque année 1 000 étudiants-es francophones. Dénatalité ou assimilation? Vent d'est [DSL]

### Les yeux et les oreilles de RECTO VERSO

Vous êtes le témoin oculaire ou audité d'une courte et sucrée? mettez-nous au parfum. Nous pourrions décider de la faire partager aux autres lecteurs et lectrices de Recto Verso. Télécopieur: (514) 523-5812 ou adresses électroniques: rectoverso@videotron.ca ou vo@mink.net.



Imaginez ce qu'une plus grande économie d'impôt peut faire pour votre retraite.



LE  
**FONDS**  
DE SOLIDARITÉ  
DES TRAVAILLEURS  
DU QUÉBEC (FTQ)



**La force du travail**  
1 800 567-FONDS [www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com)

La valeur de l'action du Fonds fluctue. Pour des renseignements détaillés sur les actions du Fonds, consultez le prospectus offert à nos bureaux.

LE TRAVAIL D'UNE MULTITUDE  
D'HOMMES ET DE FEMMES  
PRODUIT UNE RICHESSE  
INCALCULABLE

MAIS POURQUOI LES FRUITS DE CE LABEUR  
NE SERVIRAIENT-ILS QU'À COMBLER  
LES CAPRICES DE QUELQUES-UNS  
QUAND LES BESOINS FONDAMENTAUX  
DE LA MAJORITÉ NE SONT PAS SATISFAITS?

LA RICHESSE EST LE FRUIT  
DES EFFORTS DE LA MAJORITÉ

**NOUS REFUSONS  
QU'ELLE DEMEURE ENTRE LES MAINS  
D'UNE MINORITÉ**

LA  RICHESSE,

**ÇA SE PARTAGE!**

